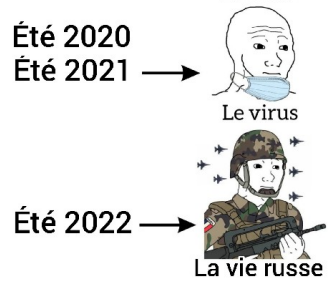




**Bulletin spécial de la DOCUMENTATION
ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE pour
L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE**

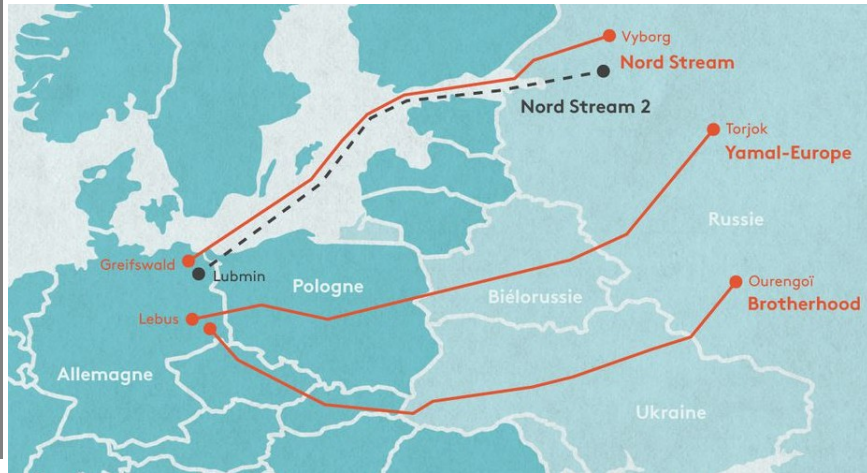
**SPECIAL : Le gazoduc Nord Stream et
l'influence du gaz sur le conflit Russie/Ukraine**

Introduction : De "sauveur de l'Est" à "gazoduc de la discorde", le projet de gazoduc Nord Stream, qui devait en principe doubler la livraison de gaz naturel de la Russie vers l'Europe, est l'objet, depuis des années, de batailles géopolitiques et économiques. L'invasion russe de l'Ukraine, après celle de la Crimée, par décisions d'un président de la Russie difficile à comprendre, fait basculer la planète entière en limite de guerre froide militaro-nucléaire, en réel problème de fourniture en énergie pour tous et c'est le conflit Est-Ouest qui renaît... tandis que se réanime l'OTAN.



Documentation Ecologique
Voironnaise
32-34
rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendezvous par
mail
gaby.rajon@gmail.com



- 1980..... Qu'est-ce qu'un gazoduc ? Pour transporter du gaz à longue distance, il y a deux solutions. Le transport par navire méthanier et les réseaux de gazoducs. Un gazoduc est constitué par des tubes d'acier soudés les uns aux autres. L'épaisseur, de l'ordre de quelques millimètres, est fonction du diamètre, lequel varie généralement entre 20 cm et 1 m ou plus, le diamètre le plus important atteignant actuellement 1,40 m. Les soudures font l'objet de divers contrôles, puis, avant d'être enterrés, les tuyaux sont protégés par un revêtement extérieur. Pour donner au gaz une vitesse de transport suffisante, une pression est nécessaire. Au départ on utilise la pression existant à la sortie du gisement puis, pour assurer dans les conduites le maintien de la pression désirée - en moyenne 70 bars - de puissantes stations de compression sont installées en principe tous les 80 km. L'entretien des gazoducs est réalisé par des pistons râcleurs qui nettoient intérieurement les canalisations et des inspections périodiques sont effectuées sur le terrain ou en hélicoptère pour détecter des fuites éventuelles : il suffit d'observer la végétation plantée au-dessus du gazoduc enterré, car si des fuites se produisaient celle-ci changerait d'aspect. Un peu d'économie : La pose de gazoducs coûte extrêmement cher, mais le prix du transport diminue lorsque le débit augmente. Ainsi, par exemple, le transport d'un mètre cube de gaz revient au même prix s'il s'agit de transporter: 5 000 000 m³/j sur 800 km ; 100 000 m³/j sur 100 km ; 50 000 m³/j sur 50 km ; 1 000 m³/j sur 1 km.
- 1997..... Lancement du projet d'un gazoduc reliant la Russie (gisement de Ioujno-Rousskoïe) à l'Allemagne.
- 9 décembre 2005..... La construction de la section terrestre russe du gazoduc Nord Stream 1 commence ce 9 décembre dans la ville de Babaïevo (oblast de Vologda). Il s'agit de relier la Russie à l'Allemagne (Greifswald) afin d'y importer du gaz naturel. La section terrestre en Russie fonctionnera de Griazovets à la station côtière de compression de Vyborg. La longueur de cette section est de 917 kilomètres, le diamètre de la canalisation est de 1 420 millimètres avec une pression d'utilisation d'environ 100 bars, qui est régulée par six stations de compression. La section terrestre russe fournira également le gaz à la région du Nord-Ouest de la Russie (Saint-Pétersbourg et oblast de Léningrad). Elle est construite et gérée par la société russe Gazprom. La source principale de gaz naturel est le gisement de Iouno-Rousskoïe, près de Krasnoselkousky (oblast de Tioumen). La construction se finira en 2011 et mise en service effective en 2012.
- 21 décembre 2006..... GDF va faciliter l'accès à Gazprom (groupe gazier russe) aux industriels français. Gazprom prolonge l'approvisionnement en gaz de la France. Le PDG de Gaz de France (GDF), Jean-François Cirelli, est rentré de Moscou, le 19 décembre, avec l'assurance que le gaz russe continuera de circuler dans ses «tuyaux» et alimentera la France jusqu'en 2030. Ce contrat de prolongation d'un accord de livraison expirant en 2012 est assorti d'une contrepartie : l'accès direct du groupe public russe Gazprom au marché des industriels français à partir du 1er juillet 2007. Un peu plus tôt, Jean-François Cirelli avait signé avec son homologue de Gazprom, Alexeï Miller, un contrat stratégique prolongeant jusqu'en 2030 des contrats d'approvisionnement à long terme dont les premiers remontent à 1976. Le présent accord prévoit la livraison de 12 milliards de m³ par an - l'équivalent de la consommation des 7 millions de clients de GDF se chauffant au gaz. Fin 2010, le groupe français recevra chaque année un «volume additionnel» de 2,5 milliards de m³ via le gazoduc Nord Stream (n°1) qui est en construction. Le tracé de ce gazoduc, financé par un consortium conduit par Gazprom (51%) avec deux partenaires allemands (E.ON et BASF), passe sous la mer Baltique, évite la Biélorussie, les Pays baltes et la Pologne. Au total, le montant du contrat approche 45 milliards d'euros, soit en moyenne 2 milliards par an, ce qui représente 30% des ventes de la Russie à la France. «Avec cet accord, et si le prix du baril de pétrole se stabilise autour de 60 dollars, il ne devrait plus y avoir d'augmentation du prix du gaz », explique M. Cirelli. «C'est un beau résultat pour GDF, ajoute-t-il. D'autant plus que nous sommes la seule compagnie à laquelle Gazprom a accepté de vendre des volumes additionnels. » Mais le gaz est devenu une arme stratégique. Les contrats ne sont plus à sens unique. Gazprom ne se contente plus de le vendre au meilleur prix. Il exige des accords «donnant-donnant ». Il a déjà prolongé jusqu'en 2035 les contrats d'approvisionnement avec le pétrolier italien Eni, en échange d'un accès direct aux industriels. Il profite ainsi de la libéralisation du marché de l'énergie dans l'Union européenne, et des marges importantes générées par l'activité de distribution de gaz. Il vient de rééditer l'opération en France en ouvrant une filiale, Gazprom Marketing and Trading France SAS, qui pourra vendre 1,5 milliard de m³ (3% du marché). Ce gaz lui sera fourni par GDF, à un prix inférieur à celui du marché au jour le jour. Ce qui permettra à Gazprom d'être compétitif auprès des industriels français. A terme, Gazprom vise 10% du marché français. C'est dire si, pour M. Miller, le contrat avec GDF est «un bel exemple de réussite de [sa] stratégie visant l'alimentation des clients "aval" en Europe et l'amélioration de l'efficacité des exportations ». La sécurité des approvisionnements est primordiale pour GDF, qui n'extrait que 10% du gaz vendu. La Russie est son deuxième fournisseur (23%), derrière la Norvège (30%), devant l'Algérie (18%) et les Pays-Bas (17%). Avec 27% des réserves mondiales et des gisements énormes (Sakhaline, Chtokman...), la production russe va fortement augmenter, même si le consommateur russe en absorbera une part croissante. A plus long terme, GDF souhaite passer des contrats avec l'Iran et Qatar, riches des deuxième et troisième réserves de la planète. M. Cirelli a créé en septembre le poste de conseiller diplomatique qu'il a confié à Alain Azouaou, ancien ambassadeur au Qatar et bon connaisseur du Moyen-Orient. Les PDG des deux groupes avaient intérêt à mettre en scène la signature du contrat. Elle s'est déroulée en grande pompe, au sommet de la tour Gazprom dominant Moscou, devant journalistes, photographes et caméras. M. Cirelli a ainsi pu montrer que le projet de fusion avec Suez a beau être encastré, GDF peut encore négocier avec un géant comme Gazprom et montrer à une Commission européenne réticente que «les



contrats à long terme ont toute leur place ». L'enjeu était autre pour le patron de Gazprom, après les pressions exercées sur Shell pour qu'il lui cède la majorité dans l'énorme projet de gaz naturel liquéfié (GNL) Sakhaline-2 et à la veille de ce qui pourrait être une nouvelle «guerre du gaz », non plus avec l'Ukraine mais avec la Biélorussie et la Géorgie. M. Miller a souligné que ce contrat est «un élément important de la sécurité énergétique de la France et de l'Europe» et que son groupe entend rester «le fournisseur fiable qu'il a toujours été depuis trente ans », comme ne cesse de le répéter le président russe Vladimir Poutine.

Mai 2007..... Le «tsar » président russe Vladimir Poutine a placé un proche Alexeï Miller à la tête de Gazprom en 2001, puis l'a reconduit cette année. Alexeï Miller suit à la lettre les instructions du président russe, qui a déclaré, à l'occasion du dixième anniversaire de l'entreprise, en 2003, vouloir faire de Gazprom «l'instrument contribuant à rétablir l'influence économique et politique de la Russie dans le monde ». Et il n'a pas tardé à passer aux actes. Dans les anciennes républiques soviétiques, Gazprom s'est mis à pratiquer des tarifs modulés en fonction du degré de loyauté politique : prix d'ami aux régimes fidèles à Moscou, augmentations brutales pour les Etats tentés par un rapprochement avec l'Occident, comme l'Ukraine ou la Géorgie. Et tant pis pour les récalcitrants ! En janvier 2006, au plus froid de l'hiver continental, Gazprom a carrément fermé les vannes du gazoduc (Nord Stream 1) qui approvisionne l'Ukraine. Motif ? Ce pays refusait le quadruplement du prix du gaz imposé par Moscou. Le bras de fer s'est répercuté jusqu'en Europe occidentale. Pour ne pas mourir gelés, les Ukrainiens se sont servis dans le gazoduc qui alimente l'Europe de l'ouest, provoquant une pénurie au bout du tuyau. Hurllements de l'Union Européenne, branle-bas diplomatique... Un nouvel incident du même ordre s'est produit en décembre 2006, cette fois en représailles envers la Biélorussie. Bref, l'an dernier, les Européens ont brutalement pris conscience du pouvoir de nuisance de la Russie gazière.

13 novembre 2008..... Diplomatie : Selon un rapport, sans marché gazier intégré, l'UE ne pourra parler d'une seule voix face à Moscou. L'Europe est face au défi de la dépendance au gaz russe. Le conflit entre la Russie et la Géorgie, en août, a relancé le débat sur les liens énergétiques entre l'Union européenne (UE) et la Russie, dont les chefs d'Etat et de gouvernement doivent se retrouver, le 14 novembre à Nice, pour un sommet consacré à leur «partenariat ». L'UE doit améliorer la «sécurité» de son approvisionnement énergétique, notamment par un mécanisme de solidarité entre pays membres, estime, selon l'AFP, la Commission européenne dans un rapport qui doit être présenté aujourd'hui. En ligne de mire: le poids du géant russe Gazprom et son étroite imbrication avec la politique étrangère du Kremlin. A deux jours de l'arrivée du président russe, Dmitri Medvedev, à Nice, Gazprom a semblé vouloir démontrer son influence en annonçant, hier, une baisse du prix du gaz pour l'Europe «à partir du début 2009 ». Mais un récent rapport du European Council on Foreign Relations (ECFR), organisme indépendant de réflexion financé par George Soros, bouscule quelques idées couramment admises. D'abord, dit cette étude réalisée par un chercheur français rattaché à l'université de Cambridge, Pierre Noël, l'Europe n'est pas condamnée à être dépendante de la Russie, et elle ne l'est d'ailleurs pas tant que cela. Depuis dix ans, la part russe dans les importations européennes de gaz est passée de 75% à 40%. L'Europe a diversifié ses sources, se tournant vers la Norvège, l'Algérie, le Nigeria, le Moyen-Orient. De plus, l'avenir ne sera pas forcément «plus» russe, puisque, faute de certains investissements, Gazprom pourrait rencontrer des difficultés pour satisfaire la croissance de la demande européenne. Si Gazprom semble jouer néanmoins en position de force, suscitant des angoisses et des divisions en Europe, c'est parce que les pays de l'UE traitent chacun séparément avec lui, en l'absence d'un marché énergétique intégré, constate cette étude. La solution, plaide l'ECFR, est que la France et l'Allemagne aillent dans le sens de la création d'un marché intégré européen, ainsi que l'appelle de ses vœux la Commission de Bruxelles depuis plusieurs années. Les blocages sont cependant puissants. Une forte résistance vient des grandes sociétés énergétiques soucieuses de préserver leur position de champions nationaux. Ce problème, argumente Pierre Noël, est au cœur de l'incapacité de l'Europe à formuler une politique étrangère commune forte en direction de la Russie, alors que parler d'une seule voix apparaît de plus en plus nécessaire. «Lorsque [l'ancien président] Vladimir Poutine s'est lancé dans une politique étrangère plus ambitieuse et plus agressive, le coût politique de la segmentation du marché gazier européen est devenu évident », écrit l'auteur. Si l'Union européenne peine à s'unifier face à Moscou, c'est aussi parce que «quand il s'agit du gaz, un rideau de fer semble encore couper l'Europe en deux ». Certains petits pays, nouveaux membres de l'UE, connaissent une dépendance énergétique écrasante vis-à-vis de Moscou, même s'ils représentent pour Gazprom des marchés de moindre importance, Six des nouveaux Etats membres dépendent à plus de 80% du gaz russe. En Europe occidentale, la situation est très différente. Les volumes importés sont, du fait de la taille des marchés, bien plus importants, mais la dépendance est moindre. Les grands pays importateurs, partenaires stratégiques de Gazprom, sont l'Allemagne et l'Italie. La France est troisième. Dans la diplomatie qu'elle déploie, «la Russie est en mesure d'exploiter ces variations» entre grands pays importateurs et petits pays de l'Est, dit l'ECFR. «Moscou propose des partenariats énergétiques privilégiés» à certaines compagnies nationales, «chose à laquelle les gouvernements résistent avec difficulté, même si des conditions politiques y sont attachées. L'Allemagne et l'Italie peuvent être ainsi amenées à satisfaire des demandes politiques de la Russie aux dépens de l'unité européenne », souligne ce rapport, en allusion aux projets de gazoducs sous la mer Baltique et South Stream. «Si l'Europe avait un marché gazier intégré et concurrentiel, les contrats bilatéraux entre Gazprom et des importateurs allemand, italien ou français seraient "européanisés", poursuit-il. Ils n'apporteraient plus du gaz en Allemagne, en Italie ou en France, mais en Europe ;» Cela contribuerait à «aider les pays de l'est européen à surmonter leur syndrome d'insécurité gazière ». Après la guerre de Géorgie, l'UE a annoncé des efforts pour réduire le sentiment de dépendance énergétique. Mais rien n'a été annoncé à propos de la segmentation du marché européen,



puissant facteur jouant au profit de Moscou. «La présidence française de l'UE, qui a pourtant fait de l'énergie une de ses priorités, a négligé ce dossier-là», nous déclare Pierre Noël.

31 décembre 2008..... L'Europe s'inquiète de l'émergence d'un cartel du gaz : En cette fin d'année, les relations Russie-Union européenne (UE) sentent fortement le gaz. Comme au Nouvel An 2006, quand plusieurs pays du Vieux Continent avaient été privés de la précieuse molécule, victimes collatérales de la «guerre du gaz » opposant Moscou et Kiev. Trois ans après, les deux capitales sont toujours incapables de régler leur différend sur les prix, auquel s'ajoute cette année une dette de 2,2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) réclamée par Gazprom. La Russie menace de couper le gaz aux Ukrainiens, ce qui couperait aussi la route par laquelle transite 80% du gaz russe consommé par les Européens. Les négociations piétinent, mais un dénouement rapide est probable. «On peut trouver la solution 15 minutes avant le Nouvel An comme ce fut le cas avec le Bélarus » le 31 décembre 2006, a déclaré, lundi 29 décembre, le vice-ministre russe des affaires étrangères, Andreï Denissov. Tout en essayant de rassurer ses clients européens (GDF Suez, EON Ruhrgas, ENI...), Gazprom menace de couper le gaz à l'Ukraine le 1er janvier. Que le géant gazier public soit ou non dans son bon droit, l'effet est désastreux pour son image. Cette stratégie de la tension réveille l'inquiétude des Européens, qui ne détestent rien tant que d'être otages d'un conflit extérieur remontant au démembrement de l'URSS. Le dossier de la sécurité énergétique sera, de fait, au menu de la première rencontre informelle des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept sous présidence tchèque, le 8 janvier 2009, à Prague. L'attitude russe ne peut que pousser l'Europe, qui importe déjà 26% de son gaz de Russie, à diversifier ses sources d'approvisionnement (Moyen-Orient, Afrique, Asie, Amérique du Sud...). Cette diversification renforce la sécurité énergétique. Mais les pays gaziers, qui ont pour intérêt commun de soutenir les prix, se rapprochent depuis 2001 (sans être toujours liés par autre chose que cet intérêt). Les principaux exportateurs ont franchi une étape importante, le 23 décembre à Moscou, en créant une organisation regroupant une quinzaine de pays. Notamment la Russie, l'Iran et le Qatar, détenteurs de 56% des réserves mondiales. L'organisation aura son siège à Doha, au Qatar. Ce choix peut sembler rassurant, ce pays ouvert aux échanges internationaux n'ayant pas la brutalité parfois imprévisible de la Russie ou le comportement anti-occidental de l'Iran. Il en faudra plus pour rassurer des pays consommateurs qui redoutent la formation d'un cartel capable de s'entendre sur le niveau de production et de peser sur les prix. Une réplique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ? Les responsables du forum de Moscou ont tenté de dissiper les craintes des Occidentaux. Il n'y a «aucune raison d'associer directement» la nouvelle organisation au cartel de Vienne, a insisté le ministre russe de l'énergie. «Nous n'allons sûrement pas discuter aujourd'hui de la nécessité de se mettre d'accord sur les niveaux d'extraction de gaz », a ajouté Sergueï Chmatko. Les pays consommateurs ont surtout retenu le message moins rassurant de Vladimir Poutine, le premier ministre et l'homme fort de la Russie, venu affirmer que l'époque de l'énergie bon marché était «révolue».

7 octobre 2012..... La toute-puissance du russe Gazprom est remise en cause : Bousculé par le gaz de schiste, le groupe est dans le viseur de Bruxelles. Le 8 octobre, le gazoduc Nord Stream, qui achemine le gaz russe vers les consommateurs européens, inaugurera une deuxième ligne, doublant sa capacité à 55 milliards de mètres cubes. Cette montée en puissance va faire de la société mixte Nord Stream AG, détenue par le russe Gazprom (51%), les Allemands BASF (15,5%) et E.ON (15,5%), le néerlandais Gasunie (9%) et le français GDF-Suez (9%), le principal fournisseur de l'Union européenne en gaz russe. Une réussite pour Gazprom. Enfin, serait-on tenté de dire, tant le groupe cumule les déconvenues : perte de 10% du marché intérieur, chute de 23% du bénéfice sur un an, report d'exploitation de l'énorme gisement offshore de Shtokman. en mer de Barents, enquête de la Commission européenne pour entrave à la concurrence. Réputé opaque et mal géré, Gazprom est devenu la cible des critiques en Russie : En septembre, Igor Artemiev, le chef du service anti-monopole, l'a qualifiée de «compagnie inefficace », qui ferait bien de «mettre de l'ordre dans ses affaires», «Gazprom fait face à de sérieux problèmes financiers », soulignait récemment la banque VITB Capital, dans une note. Même le président Vladimir Poutine s'y est mis. «De plus en plus souvent, des plaintes nous parviennent sur la façon dont l'entreprise est gérée, sur la corruption qui y règne. C'est probablement le cas (...) La police doit intervenir», a-t-il déclaré devant un parterre d'hommes d'affaires étrangers, mardi 2 octobre, à Moscou. Malgré tout, le numéro un russe a une vision toute particulière des démêlés de Gazprom avec Bruxelles. «L'Union européenne subventionne les pays d'Europe orientale, elle veut se délester de son fardeau sur nous», avait-il expliqué au sommet de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en septembre, à Vladivostok. Trois pratiques du géant sont dans la ligne de mire de la commission européenne. En interdisant à certains clients (d'Europe orientale) de réexporter le gaz livré, Gazprom nuit à la concurrence, fragmente le marché intérieur européen et, dès lors, règne en maître absolu sur les prix. Ses contrats sont draconiens, notamment avec la pratique du «take or pay», qui contraint l'acheteur à payer la totalité du gaz commandé, même s'il n'a pas été consommé. Enfin, le prix du gaz russe, indexé sur celui du pétrole, est excessif. Le commissaire européen à la concurrence, Joaquín Almunia, ne lâchera pas. Mais l'enquête risque de durer, surtout depuis que M. Poutine a ordonné aux entreprises russes présentes en Europe de... désobéir à la loi. Les tarifs, les cessions de parts, les litiges seront du ressort du président. L'oukase, d'une rare transparence, confirme que Gazprom est bien le bras armé de la politique étrangère du Kremlin. Cette évidence avait surgi au grand jour en 2006, au moment de la guerre du gaz avec l'Ukraine, pays de transit, lorsque Moscou avait coupé le robinet de l'approvisionnement. Bruxelles n'avait pas bronché. Gazprom vivait alors sur un petit nuage - «à la droite de Dieu le père », disait une source proche de la compagnie. Les prix flambaient, l'argent rentrait. Etat dans l'Etat, le colosse n'avait aucun compte à rendre. Son PDG, Alexei Miller, proche de M. Poutine, voyait grand, estimant sa capitalisation future à mille milliards d'euros. Quatre ans plus tard, le géant a revu ses ambitions à la baisse. Sa capitalisation est évaluée à 92 milliards d'euros et, selon l'Agence in-



ternationale. de l'énergie, il pourrait bien perdre sa position de leader mondial sur le marché du gaz d'ici à dix ans. Le gaz de schiste, une révolution que Gazprom n'a pas vue venir, remet sa toute-puissance en question. En 2005, Gazprom prévoyait d'exploiter le gisement de Shtokman pour approvisionner les Etats-Unis. En 2012, le projet a été mis au placard, trop cher, trop compliqué. Et surtout plus de clients. Les Etats-Unis, champion de l'extraction du gaz de roche, n'ont plus besoin de Gazprom. Restent l'Europe et l'Asie. Mais avec la Chine, les discussions sont toujours dans l'impasse, à cause du prix du gaz. Trop cher selon Pékin.

4 septembre 2014..... L'hiver et la crise russo-ukrainienne poussent le prix du gaz à la hausse : Les tarifs réglementés français devraient augmenter de près de 4% en octobre. Après une baisse de 6,8 % depuis janvier, le prix du gaz va repartir à la



hausse à l'automne, pénalisant surtout les 8 millions de ménages se chauffant au gaz. Les tarifs réglementés de vente de GDF Suez devraient augmenter de 3,9% au 1er octobre, indiquent Le Figaro et Le Parisien dans leur édition du mercredi 3 septembre. La hausse est traditionnelle avant l'entrée dans l'hiver, mais elle est amplifiée cette année par le conflit entre la Russie et l'Ukraine - par laquelle transite encore 50% du gaz russe destiné à l'Europe. «La remontée des prix du gaz à l'approche de l'hiver conjuguée aux risques potentiels liés à la crise russo-ukrainienne occasionnent une hausse significative du niveau des prix de marché du gaz anticipés par les acteurs pour-les mois à venir», indique la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Cette autorité indépendante vérifie que les coûts d'approvisionnement de GDF Suez sont bien répercutés dans les tarifs. L'opérateur

historique est seul autorisé à pratiquer ces prix parfois plus élevés que ceux proposés par les fournisseurs alternatifs (EDF, ENI, Lampiris, Direct Energie...) et GDF Suez lui-même. La formule de calcul du gaz évolue depuis plusieurs années. Mais face à l'envolée des cours du pétrole depuis 2005, qui explique une hausse cumulée de 80% des prix du gaz jusqu'en 2013, le gouvernement a souhaité désindexer en partie ce prix des cours de l'or noir. En juillet, à sa demande, la formule a été de nouveau révisée pour en modifier le «dosage» : les prix de marché entrèrent à hauteur de 60% dans la fixation des tarifs, l'indexation sur le brut tombant à 40%. Il a fallu pour cela que GDF Suez mène d'après négociations avec ses grands fournisseurs, le norvégien Statoil, le russe Gazprom et l'algérien Sonatrach. Mais l'escalade dans le conflit russo-ukrainien a poussé ces prix de gros à la hausse, les marchés redoutant de plus en plus une interruption des livraisons à l'Europe cet hiver. Plus optimistes avant l'été, Thierry Bras et Evgeny Solovyov, analystes à la Société générale, jugent désormais cette coupure inévitable et tablent sur une hausse des prix spot plus ou moins forte selon sa durée. Gazprom n'a pas été sanctionné par les Occidentaux en raison des agissements de Moscou en Ukraine. Mais Moscou pourrait fermer les gazoducs transitant par l'Ukraine si celle-ci siphonnait au passage le gaz que les Russes refusent de lui vendre depuis juin. Ce scénario, écarté par Kiev, n'est pas irréaliste : les Ukrainiens dépendent à 57% du gaz russe et leurs stockages ne sont qu'à moitié remplis. A Bruxelles, l'inquiétude monte. Günther Oettinger, le commissaire européen à l'énergie, a donné le ton il y a deux jours : «Je n'exclus plus les scénarios du pire» en raison des «mensonges» de Vladimir Poutine sur la présence de troupes russes dans l'est de l'Ukraine. Il y a quelques jours, il évoquait un «plan B». L'Union pourrait déclencher son «plan urgence gaz», défini en octobre 2010 après la «guerre du gaz» russo-ukrainienne de 2009. Il prévoit de limiter son usage dans l'industrie et d'interdire les réexportations de gaz pour permettre à la population de se chauffer. Les Français seraient-ils touchés ? Ils dépendent moins du gaz russe que les Allemands et les Italiens. L'hiver doux a permis de reconstituer les stocks en France et en Europe (15% de la consommation). Et ses terminaux méthaniers sous-utilisés pourraient recevoir plus de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Algérie ou du Qatar. Pour peu qu'on y mette le prix.

Juin 2015..... La société russe Gazprom conclut une alliance stratégique avec Shell, EON et OMV pour construire deux nouveaux gazoducs Nord Stream sous la Baltique en direction de l'Allemagne, d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes. L'accord avec Shell prévoit également des échanges d'actifs et la construction d'une extension du terminal LNG de Sakhaline.

26 avril 2017..... Le nouveau gazoduc Nord Stream 2 divise l'Europe. Gazprom et cinq compagnies, dont Engie, financeront ce projet de 9,5 milliards d'Euros. Gerhard Schröder est un vieux promoteur des échanges économiques germano-russes. C'est donc sans surprise que l'ancien chancelier allemand s'est rendu à Paris, le 24 avril, pour signer l'accord financier entre les cinq entreprises européennes partenaires de Gazprom dans le gazoduc Nord Stream 2 (NS2), qui doublera le Nord Stream 1 pour acheminer du gaz russe jusqu'au nord de l'Allemagne en passant sous la Baltique (1220 kilomètres). M. Schröder préside depuis plus de dix ans la société Nord Stream AG qui exploite déjà le premier pipeline, stratégique pour l'approvisionnement gazier de l'Europe. Alors que les projets - russes ou européens - de corridors gaziers sud-européens contournant l'Ukraine sont au point mort depuis plus de dix ans, les gazoducs du nord avancent vite. D'autant que l'industrie du gaz, contrairement au secteur pétrolier, n'est pas touchée par les sanctions décrétées en 2014 par l'Union européenne contre Moscou à la suite de l'intervention russe dans l'est de l'Ukraine. A sa mise en service prévue fin 2019, NS2 doublera la capacité du premier «tube» mis en service en 2012 : 55 milliards de m³ par an, soit la moitié de la consommation allemande. Cet investissement de 9,5 milliards d'euros répond à un besoin des Européens : la production (Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni...) décroît rapidement en Europe alors qu'à ses portes, la Russie dispose des plus grandes réserves mondiales. Pour le PDG de Gazprom, Alexeï Miller, présent à Paris lors de la signature de l'accord financier, il ne fait aucun doute que «ce gazoduc sera une route de transport fiable pour l'approvisionnement de l'Europe». Fournisseur de l'Europe



occidentale depuis le milieu des années 1970, son groupe entend continuer à «assurer sa sécurité énergétique». L'analyse de ses partenaires d'Engie, d'Uniper ou de Shell n'est guère différente: le Vieux Continent aura longtemps besoin de gaz russe, notamment pour remplacer le charbon dans les centrales électriques, même s'il doit diversifier ses sources d'approvisionnement en se tournant vers le Qatar et l'Australie, demain vers la Méditerranée orientale, voire l'Iran. Pour Gazprom, le gazoduc NS2 est tout aussi crucial. L'Europe reste de très loin son premier marché, même s'il a signé en 2014 un miraculeux contrat (400 milliards de dollars, soit 368 milliards d'euros) avec la Chine pour lui fournir 38 milliards de m³ de gaz par an durant trois décennies. Ses promoteurs ont dû lever d'importants obstacles politiques pour mener à bien un projet qualifié de «très politisé» par M. Schröder. La Pologne, qui ne bénéficiera pas de droit de transit sur ce gazoduc marin et craint la domination russe, a été le fer de lance de la contestation. Varsovie a refusé que les cinq sociétés partenaires de Gazprom entrent dans Nord Stream 2 AG comme actionnaires. Elles financeront donc le projet comme investisseurs, tout en s'approvisionnant en gaz à Greifswald, au débouché allemand du gazoduc. La nouvelle structure financière «permet de répondre aux objections des autorités de la concurrence polonaise», estime Gérard Mestrallet, président du conseil d'administration d'Engie. Début mars, il avait conduit à Moscou une délégation chargée de trouver une solution satisfaisant les Russes et leurs partenaires. Pas question, en effet, de renoncer à un projet lancé en juin 2015 lors du forum économique de Saint-Petersbourg, le Davos russe. «Mais ça passe mieux s'il y a de la concurrence aux yeux de Bruxelles, ce que nous essayons d'expliquer aux Russes», confiait un dirigeant d'Engie. Car ce projet relance les tensions au sein de l'Europe gazière. La Pologne et l'Ukraine ont annoncé, mi-mars, leur intention de porter l'affaire devant la justice internationale. Motif, NS2 offrirait à l'Etat russe, actionnaire majoritaire de Gazprom, un moyen de «chantage politique». Les deux pays s'étaient déjà opposés au Nord Stream 1, mais Berlin avait imposé ses vues. «Hélas, nos philosophies et nos opinions sur la coopération avec la Russie et la sécurité énergétique diffèrent de celles de plusieurs pays d'Europe de l'Ouest», avait alors regretté le ministre polonais des affaires étrangères. Witold Waszczykowski avait qualifié de «naïve» la position de ces pays, sans citer l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni. Le géant russe, qui a une position écrasante dans les anciens pays satellites de l'Union soviétique, est-il vraiment ouvert à la concurrence? En réponse aux pressions de Bruxelles, qui l'accuse de détenir le monopole d'exportation du gaz russe (hors GNL) et d'abuser de sa position dominante dans huit pays d'Europe de l'Est, Gazprom a récemment pris des engagements favorables au marché. «Ils permettront la libre circulation du gaz en Europe centrale et orientale à des prix concurrentiels et offrent une solution d'avenir qui est conforme aux règles de l'Union européenne», s'est félicitée mi-mars la commissaire à la concurrence, Margrethe Vestager. Son optimisme n'est pas partagé par tous. Les pays de l'Est devront dire s'ils jugent les propositions russes crédibles. Leur approbation est loin d'être acquise. Selon un industriel européen, Gazprom a déjà réservé pour la période 2020-2035 la quasi-totalité des capacités de transit de gaz des pipelines alimentant la Slovaquie à partir du débouché de Nord Stream 2, confortant ses positions. Et ce nouveau gazoduc va, selon lui, tuer totalement le gazoduc qui traverse l'Ukraine et achemine un tiers du gaz russe à destination de l'Europe de l'Ouest, M. Schröder a raison: «Je suis tout à fait lucide: la route devant nous ne sera pas facile.»

18 juin 2017..... La «guerre du gaz» sort des frontières de l'Europe. Le Sénat américain veut sanctionner les entreprises associées au russe Gazprom dans le projet Nord Stream. Une «guerre du gaz», sourde et discrète, se livre en Europe centrale et orientale. Un conflit moins brutal que celui de 2009 entre Russes et Ukrainiens, qui continue de faire sentir son onde de choc. Mais un conflit dont les trois protagonistes ne sont toujours pas parvenus à régler un contentieux aux fortes implications géopolitiques: la Russie, hostile à l'Union européenne (UE), qui cherche à étendre ses parts de marché sur le Vieux Continent; d'ex-républiques soviétiques ou «pays frères» (Ukraine, Pologne, pays baltes...), qui se libèrent peu à peu de la tutelle énergétique de leur puissant voisin; et l'UE, qui veut créer un marché gazier au sein des Vingt-Sept en multipliant les sources d'approvisionnement pour réduire sa dépendance croissante au gaz de Sibérie... tout en ménageant Moscou. Un nouvel acteur imprévu vient d'entrer en scène: les Etats-Unis. Le Sénat américain a voté à la quasi-unanimité, le 14 juin, de nouvelles sanctions, notamment contre les entreprises occidentales associées au russe Gazprom dans les projets de gazoducs d'exportation du gaz vers l'Europe. Dans le collimateur, le doublement du gazoduc Nord Stream, qui doit acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz, de la Russie jusqu'en Allemagne, en passant sous la mer Baltique. Il sera construit par Gazprom associé à cinq partenaires, qui financeront la moitié de ce chantier à 9,5 milliards d'euros: le français Engie, l'anglo-néerlandais Shell, l'autrichien OMV et les allemands Uniper et Wintershall (BASF). Contrairement au président Donald Trump, qui souhaite alléger le dispositif sanctionnant la Russie pour son intervention en Ukraine, le Sénat a adopté une ligne dure, notamment pour faire payer à Moscou sa probable interférence, par le biais de cyberattaques, dans la campagne présidentielle de 2016. Et cette extension des sanctions - qui seront codifiées dans la loi et plus difficiles à lever par M. Trump - pourrait être aussi largement approuvée par la Chambre des représentants. Les sénateurs américains mettent en avant... la menace qui pèse sur la sécurité énergétique du Vieux Continent. Ils jugent que «le gouvernement américain devrait soutenir en priorité l'exportation d'énergie des Etats-Unis afin d'y créer des emplois et de renforcer la politique étrangère américaine», mais aussi d'«aider les alliés des Etats-Unis». Avec Nord Stream 2, ils savent que les exportations américaines de gaz de schiste, qui ont modestement commencé en 2017, seront sévèrement concurrencées par le gaz russe. C'est une façon pour les Etats-Unis de «favoriser leur propre gaz», confirme Isabelle Kocher, directrice générale d'Engie. «Mais je ne pense pas du tout qu'ils pourront arrêter [ce] projet.» Leur initiative a immédiatement suscité de vives réactions. «L'approvisionnement énergétique de l'Europe est l'affaire de l'Europe, pas celle des Etats-Unis, ont



sèchement répondu le ministre allemand des affaires étrangères, Sigmar Gabriel, et le chancelier autrichien, Christian Kern, dans un communiqué commun. Nous ne pouvons accepter la menace de sanctions extraterritoriales illégales contre des sociétés européennes participant au développement de l'approvisionnement énergétique de l'Europe ». Pour l'Europe, il est difficile de s'opposer frontalement à la Russie, qui lui fournit un tiers du gaz qu'elle consomme, soulignent de nombreux experts. Moscou restera un fournisseur stratégique. Au terme d'une enquête de deux ans, la Commission a accepté, en mars, de mettre fin à l'enquête lancée en avril 2015 contre Gazprom pour abus de position dominante dans huit Etats de l'UE et pour des prix trop élevés dans cinq d'entre eux. Le groupe russe s'est engagé à supprimer « tous les obstacles contractuels à la libre circulation du gaz », et à prendre « des mesures concrètes pour permettre une meilleure intégration » des marchés concernés. « Ces engagements répondent à nos préoccupations en matière de concurrence » s'est réjouie la commissaire Margrethe Vestager. Un optimisme qui fait grincer des dents, y compris à Bruxelles. Le cadre dirigeant d'un groupe d'énergie européen affirme que « [celle-ci] s'est fait berner comme une gamine ». Cet accord ne contient, selon lui, « que des remèdes de pacotille », qui ne réduiront pas la domination de Gazprom. Car, au même moment, note-t-il, Gazprom réservait pour 2019-2034 près de 90% des capacités de transit de gaz du pipeline Opal, qui part du débouché allemand du Nord Stream, pour alimenter l'Europe centrale. Objectif non avoué : conserver sa domination sur les marchés de pays comme la Pologne ou la Slovaquie. Et cela avec l'assentiment de Bruxelles, s'indigne-t-on à Varsovie comme à Vilnius, où l'on rappelle qu'Opal est la propriété de Wingas, filiale allemande de Gazprom. La Pologne, la Lituanie et la Lettonie ont saisi la Cour européenne de justice contre ce feu vert de la Commission. Le gazoduc Nord Stream 2, lui, n'a jamais reçu le soutien des autorités européennes, qui privilégient deux routes contournant la Russie : au nord, les gazoducs venus de Norvège et des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) pour recevoir des cargaisons du Qatar, d'Australie et d'Amérique; et le « corridor sud », un gazoduc partant de la mer Caspienne (et demain du Moyen-Orient) pour déboucher en Italie, en passant par la Turquie et la Grèce. Sans oublier la coopération entre Etats membres en cas de crise, actée pour la première fois dans un texte signé en avril par les Vingt-Sept. Dans une lettre récente au président de la Commission, Jean-Claude Juncker, le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, soulignait sans ambages que Nord Stream 2 « rendra [l'Europe] plus dépendante de l'approvisionnement russe ». Maros Sercovic, le vice-président de la Commission chargé de l'Union de l'énergie a rappelé, le 9 juin, que ce pipeline « ne contribue pas à la réalisation des objectifs » de l'UE, qui restent en priorité « la mise en place d'un marché du gaz bien diversifié et concurrentiel », capable d'assurer la sécurité énergétique. Conscient que cette infrastructure verra quand même le jour, il a demandé au conseil des ministres, instance politique de l'UE, de lui donner mandat pour négocier avec la Russie le respect des lois européennes (transparence, concurrence sur les prix...). Nord Stream 2 fera une victime directe : l'Ukraine. Le pays, en conflit avec Moscou dans l'est russophone de son territoire, ne se fournit plus auprès de Gazprom depuis fin 2015. Il diversifie ses approvisionnements tout en lançant une production locale de gaz de schiste. Mais l'Ukraine reste un pays par lequel transitent encore 40% du gaz russe destiné à l'Europe. Après l'entrée en service de Nord Stream 2, cette route sera pratiquement fermée, privant Kiev de centaines de millions d'euros de droits de passage. Plusieurs de ses voisins, comme la Pologne et les pays baltes, hostiles aussi à Nord Stream 2, tentent de s'affranchir de Gazprom. En octobre 2015, la compagnie gazière polonaise, qui a fortement modernisé ses infrastructures, a ouvert un terminal de GNL sur la Baltique. « Nous avons atteint notre but stratégique, nous sommes indépendants en matière de gaz », s'était félicitée la première ministre, Ewa Kopacz. En juin, c'est une nouvelle première ministre, Beata Szydlo, qui est venue saluer l'arrivée du premier méthanier en provenance des Etats-Unis. Inédit en Europe du Nord. « Ces exportations contribuent à préserver la sécurité énergétique de l'Europe », avait alors souligné Washington. Déjà.

14 juillet 2018..... Pourquoi Trump attaque Merkel sur le gaz russe : L'ire du président américain vise le projet de gazoduc Nord Stream 2, reliant la Russie à l'Allemagne. « L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie (...), elle est prisonnière de la Russie. » Le moins que l'on puisse dire, c'est que Donald Trump n'a pas choisi un langage très diplomatique pour croiser le fer avec la chancelière allemande, Angela Merkel. « Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie, et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela ? Ce n'est pas juste », a encore plaidé le président américain à l'ouverture du sommet de l'OTAN, mercredi 11 juillet. Cette fois-ci, la colère de Donald Trump visait une cible bien précise : le projet de gazoduc Nord Stream 2, qui doit permettre d'acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz par an, de la Russie jusqu'en Allemagne, en passant sous la mer Baltique. Son coût : 9,5 milliards d'euros. M. Trump n'est pas le premier à s'émouvoir de ce projet. Son prédécesseur, Barack Obama, s'inquiétait déjà du doublement du gazoduc Nord Stream, estimant qu'il risquait d'augmenter la dépendance européenne au gaz russe. Les Allemands importent plus de 50% de leur gaz depuis la Russie (contre 35 % en moyenne pour les pays européens et 25 % en France). Il faut dire que le gaz russe est bon marché et que l'Allemagne est le plus gros importateur de gaz en Europe, même s'il ne représente qu'un cinquième de son mix énergétique. L'administration américaine demande aux Allemands de la cohérence : comment peuvent-ils à la fois défendre une ligne dure contre la Russie depuis l'annexion de la Crimée, en 2014, et accepter en même temps un tel accord avec Gazprom, bras armé du pouvoir russe ? Surtout, ce nouveau tuyau de 1200 kilomètres de long permet de contourner l'Ukraine, voie historique d'exportation de gaz russe à l'époque soviétique. Depuis la révolution de Maïdan et le début de la guerre du Donbass, dans l'est du pays, en 2014, Moscou ne cache pas sa volonté de priver Kiev des revenus du droit de transit du gaz sur son territoire. Mais il ne s'agit pas vraiment pour M. Trump d'un exercice de solidarité avec l'Ukraine. Il souhaite d'abord promouvoir une autre solution l'importation de gaz américain par bateaux. Avec l'explosion de la production de gaz de schiste, les Etats-Unis sont passés en quelques années du statut



d'importateurs de gaz à celui d'exportateurs. Cela, grâce à la liquéfaction du gaz naturel, qui permet, après refroidissement, d'en assurer le transport par méthanier. Le pays se retrouve avec une production de gaz, qui a augmenté de près de 50% en dix ans. Et il cherche des débouchés pour vendre ses hydrocarbures. «Les Américains espèrent exporter leur gaz vers l'Europe, voilà la véritable raison de leur attitude », confiait récemment un patron français du secteur. Le Sénat américain a voté en 2017 un texte prévoyant des sanctions contre les entreprises partenaires du gazoduc et mentionnant de manière très explicite la nécessaire exportation des ressources. Le Kremlin a d'ailleurs estimé que ces attaques américaines relevaient de la «concurrence déloyale». Cette offensive américaine intervient alors que les pays de l'Union européenne sont profondément divisés sur la question. Si l'Allemagne et l'Autriche défendent activement Nord Stream 2, la Pologne et les pays baltes mènent depuis des années une intense guerre procédurière et médiatique contre le projet, dénonçant les risques de mainmise russe dans la région. Le Danemark, dont les eaux territoriales doivent être traversées par le gazoduc, évoque depuis des mois la possibilité d'interdire ce passage. Mais le consortium Nord Stream 2 assure disposer d'une route alternative. De leur côté, le vice-président de la Commission européenne, le Slovaque Maros Sefcovic, comme le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, ont répété leur opposition au projet. Mais la politique énergétique relève en grande partie des Etats membres. La France soutient Nord Stream 2, «mais elle ne s'est pas montrée très allante sur le sujet », déplore un partisan français du gazoduc. Ce nouveau gazoduc sera intégralement construit par le russe Gazprom, mais cinq partenaires européens financeront la moitié de ce chantier à 9,5 milliards d'euros : l'énergéticien français Engie, l'angle-néerlandais Shell, l'autrichien OMV ainsi que les allemands Uniper et Wintershall (une filiale de BASF). Mais les inquiétudes grandissent parmi les partenaires européens du projet, qui craignent la mise en place de sanctions américaines à leur encontre. Mercredi 11 juillet, un porte-parole du département d'Etat américain a répété que «les entreprises qui travaillaient dans le secteur des exportations d'énergie russe via un gazoduc s'engageaient dans un type d'activité où l'on risque des sanctions ». Le Congrès américain a d'ores et déjà voté la possibilité de ces sanctions, et il ne tient qu'à Donald Trump de déterminer quelles formes elles pourraient prendre, si elles devaient voir le jour. Chez Engie, on se dit depuis des mois très vigilant sur ce dossier. «Nous voulons faire ce projet, expliquait un haut dirigeant du groupe il y a quelques semaines. Mais si les Américains mettent en place des sanctions réelles, nous ne pourrions pas continuer.»

30 décembre 2018..... Record d'exportations de gaz russe vers l'Europe en 2018 : Les exportations de gaz russe vers l'Europe ont atteint un nouveau record en 2018, malgré les tensions diplomatiques et la volonté de l'Union européenne de réduire sa dépendance à la Russie, a indiqué, le 28 décembre, Gazprom. Le groupe, qui a le monopole des exportations par gazoducs, a vendu en Europe et en Turquie 201 milliards de mètres cubes de gaz sur l'année écoulée, soit environ 3,5% de plus qu'en 2017, a indiqué son directeur général, Alexei Miller.

4 janvier 2019..... Le Danemark bloque le gazoduc Nord Stream 2 entre Russie et Allemagne. Copenhague estime que l'UE doit se pencher sur «l'implication politique» de l'ouvrage. Officiellement, la construction d'un gazoduc de 1200 kilomètres, permettant d'acheminer le gaz russe vers l'Allemagne d'ici à la fin 2019, progresse selon le calendrier. Quelque 300 kilomètres de tuyaux ont déjà été installés et, chaque jour, de nouveaux tubes sont posés au fond de la Baltique. Mais le chantier, dirigé par le consortium Nord Stream AG pour le compte de l'énergéticien russe Gazprom, va devoir s'arrêter. Il est bloqué par le Danemark, seul pays à n'avoir toujours pas délivré de permis de construction pour la portion de Nord Stream 2 passant près de son île de Bornholm, au sud de la Suède. Car si le président russe, Vladimir Poutine, et la chancelière allemande, Angela Merkel, évoquent un projet purement «commercial», le premier ministre danois, Lars Lokke Rasmussen, estime que l'«implication politique» de l'infrastructure ne peut être ignorée et devrait être discutée à Bruxelles. En attendant, le chef du gouvernement libéral-conservateur a déclaré qu'il ferait son possible pour «retarder » le projet, même s'il ne peut «l'empêcher». En 2009, c'était pourtant le gouvernement que M. Rasmussen dirigeait déjà à l'époque qui avait, autorisé la construction du premier gazoduc, Nord Stream 1, sur un tracé identique à celui proposé aujourd'hui. «Mais la situation géopolitique dans la région était complètement différente », argue le député social-démocrate Nick Hækkerup, pourfendeur d'un projet également très critiqué par Washington. Cet ancien ministre de la défense énumère : «Le conflit en Ukraine, les tensions en mer Baltique, les incursions dans notre espace aérien, le déploiement de missiles Iskander dans l'enclave de Kaliningrad...» Conclusion: «Le Danemark ne pouvait décemment approuver la construction du gazoduc sans réagir, alors que nous avons 200 soldats danois postés en Estonie ». Les marges de manœuvre des autorités étaient limitées. Elles ne pouvaient évaluer que l'aspect environnemental du projet et son impact sur le trafic maritime. Le 1er décembre 2017, les députés ont trouvé la parade. Ils ont adopté un amendement qui permet au ministre des affaires étrangères de mettre son veto à toute construction sur le plateau continental danois s'il estime que les intérêts du pays, en matière de sécurité et de diplomatie, sont menacés. Depuis, la demande d'autorisation déposée par Nord Stream AG en avril 2017 est sur le bureau du ministre des affaires étrangères, «en cours de traitement», fait-on savoir à Copenhague, sans plus de précision. En théorie, le ministre n'a même pas besoin de répondre. «Je pense que Nord Stream AG n'a pas vu le coup venir », observe Trine Villumsen Berling, spécialiste des questions de sécurité à l'Université de Copenhague, elle-même surprise par le «changement de rhétorique à l'égard de la Russie, désormais clairement considérée comme une menace pour la sécurité du Danemark». Le consortium a déposé une nouvelle demande d'autorisation pour un autre tracé, en août 2018. En contournant l'île de Bornholm par le nord, le gazoduc éviterait le plateau continental danois, pour ne traverser que les eaux territoriales du pays, soumises à une législation différente : seul l'impact environnemental est pris en compte. Le feu vert est donc quasiment garanti, ce qui cette fois risque d'irriter l'allié étatsunien. «Quoi qu'on fasse désormais, nous aurons



des ennuis, résume Hans Mouritzen, chercheur à l'Institut des études internationales à Copenhague. C'est pourquoi on préférerait que l'Union européenne se saisisse du dossier ». Même si le Danemark veut «montrer qu'un petit pays peut défendre sa politique étrangère», selon le député Nick Haækkerup, Copenhague souhaiterait éviter de se faire des ennemis. «Jusqu'à maintenant, nous avons choisi les Etats-Unis, note Hans Mouritzen. Mais avec le Brexit, l'Allemagne est en train de devenir importante en Europe pour le Danemark [historiquement proche du Royaume-Uni], et nous allons avoir besoin de trouver un terrain d'entente avec Moscou en Arctique.» Le 13 décembre, toutefois, le chef de la diplomatie danoise, Anders Samuelsen, a surpris en jugeant que la capture de navires ukrainiens par la Russie faisait «peser la balance du mauvais côté» et qu'il serait «difficile d'argumenter» en faveur d'un permis de construction sur le parcours initial. Nord Stream AG ne s'est pas encore exprimé sur le parcours révisé. Ulrich Lissek, porte-parole du projet, de passage à Copenhague mi-novembre, a estimé que le coût du blocage danois pourrait atteindre au moins 750 millions d'euros, sur un projet évalué à 10 milliards d'euros.

9 janvier 2019..... Les Etats-Unis dénoncent le soutien de l'Allemagne au gazoduc Nord Stream 2 : L'ambassadeur américain à Berlin menace de sanctions les entreprises associées au projet. Les Etats-Unis n'ont jamais caché leur opposition au projet de gazoduc Nord Stream 2, qui doit permettre d'acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz russe vers l'Allemagne, chaque année, en passant par la mer Baltique. Depuis quelques semaines, leurs attaques contre cet équipement, qui doit voir le jour avant fin 2019, sont toutefois de plus en plus insistantes. En témoignent les récentes déclarations de leur ambassadeur à Berlin, Richard Grenell. Interrogé par le quotidien économique allemand Handetsblatt, le 7 janvier, le diplomate américain a directement ciblé les entreprises impliquées dans ce projet, censé doubler la capacité du premier gazoduc Nord Stream, inauguré en 2011. Ces entreprises sont «en danger», a-t-il assuré, ajoutant qu'elles s'exposaient à de «possibles sanctions». Ces propos font suite à une tribune publiée par M. Grenell dans le Rheinische Post, un autre quotidien allemand, le 20 décembre 2018, dans laquelle il estimait que «l'Allemagne doit cesser de soutenir Nord Stream 2 ». Sur le fond, les déclarations de M. Grenell s'inscrivent dans la droite ligne des fulminations proférées par Donald Trump contre l'Allemagne lors du sommet de l'OTAN, à Bruxelles, le 11 juillet 2018. «L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie (...), elle est prisonnière de la Russie (...). Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie, et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Ce n'est pas juste», s'était alors emporté le président des Etats-Unis. A l'époque, les propos de M. Trump avaient été mal perçus outre-Rhin. Mais, depuis, le contexte a changé. Fin novembre 2018, la capture de navires ukrainiens par la Russie en mer d'Azov a en effet ébranlé le soutien quasi unanime dont jouissait le projet Nord Stream 2 jusqu'alors au sein du gouvernement allemand. Survenu en pleine campagne pour la succession d'Angela Merkel à la présidence de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), cet incident a amené les trois candidats en lice à se distancer de la position de la chancelière. Avant son élection à la tête de la CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer a ainsi expliqué que, s'il lui semblait «trop radical » de renoncer au projet, l'Allemagne devait en revanche veiller à limiter la quantité de gaz acheminé via ce futur gazoduc. Au Parti social-démocrate (SPD) également, la position vis-à-vis de Nord Stream 2 a évolué. Certes, le projet continue de compter de puissants avocats dans le parti, en particulier chez les amis de l'ancien chancelier Gerhard Schröder (1998-2005), proche de Vladimir Poutine et à la tête du comité d'actionnaires de la société qui exploite Nord Stream, elle-même sous contrôle du géant gazier russe Gazprom. Au sein du SPD, cependant, des voix plus critiques vis-à-vis de la Russie se font davantage entendre depuis quelques mois, en particulier dans l'entourage du ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, plus distant vis-à-vis de Moscou que ne l'était Sigmar Gabriel, à qui il a succédé en mars 2018. Favorable à l'achèvement de Nord Stream 2, M. Maas estime néanmoins que le projet ne doit pas léser l'Ukraine, alors que Moscou ne cache pas sa volonté d'utiliser cet équipement pour contourner ce pays, voie historique d'exportation du gaz russe depuis l'époque soviétique, dans le but de priver Kiev des revenus du droit de transit du gaz sur son territoire. «Nord Stream 2 est un projet économique (...) qui doit contribuer à améliorer la sécurité énergétique de l'Europe. (...) Mais l'Allemagne est consciente de la dimension politique du projet. C'est pourquoi le gouvernement fédéral plaide avec insistance pour que le gaz continue à transiter à travers l'Ukraine », explique le ministère allemand des affaires étrangères. C'est cette position d'équilibre que les Etats-Unis, à l'évidence, cherchent désormais à briser. Y parviendront-ils, alors que seulement 300 des 1200 kilomètres de tuyaux du futur gazoduc ont été installés et que le chantier prend du retard, notamment en raison de la résistance qu'oppose le Danemark, qui n'a toujours pas délivré de permis de construction pour la portion de Nord Stream 2 passant près de son île de Bornholm, au sud de la Suède ? Pour l'heure, Berlin feint en tout cas de ne pas prêter attention aux pressions américaines. «Sur les éventuelles sanctions contre Nord Stream 2, il n'y a pour nous rien de nouveau », s'est contenté de réagir, lundi 7 janvier, le ministère allemand de l'économie, après-la dernière mise en garde de M. Grenell.

9 février 2019..... Paris et Berlin s'opposent sur le gazoduc Nord Stream 2 : La France soutient un projet de loi européenne susceptible de compliquer le chantier impliquant Gazprom. Pas de changement de cap, mais sûrement un changement de ton. Jusqu'à présent très discret dans le dossier sensible du gazoduc Nord Stream 2, entre la Russie et l'Allemagne, Paris a pour la première fois adopté, jeudi 7 février, une position officielle laissant apparaître son scepticisme vis-à-vis de ce projet qui divise profondément l'Europe. Confirmant des informations du quotidien allemand Süddeutsche Zeitung, le Quai d'Orsay a indiqué que la France s'apprêtait à soutenir, à Bruxelles, l'adoption d'une directive qui fragiliserait la structure du projet, alors même que près de 600 km de tuyaux ont déjà été posés au fond de la Baltique, soit la moitié de la distance totale. Les discussions en cours à Bruxelles doivent permettre d'encadrer l'activité des gazoducs reliant des Etats membres à



un pays tiers, comme la Russie. Les règles en vigueur à ce stade ne concernent que les seuls projets intra-européens : elles obligent à la transparence des prix, à garantir un accès des infrastructures à des tiers, et à la séparation des activités entre fournisseurs de gaz et gestionnaires d'infrastructures. Ce dernier point, notamment, menace sérieusement la position centrale du géant russe Gazprom dans le projet Nord Stream 2. Au Parlement européen, un compromis avait été trouvé sur ce texte révisé en mars 2018. Mais au Conseil, une série de pays, à commencer par l'Allemagne, s'opposent au texte révisé et les discussions, jusqu'à présent, ont patiné. Le soutien apporté par la France au projet de directive pourrait suffire à lever la minorité de blocage constituée par Berlin. Les discussions sur le contenu du texte devaient débiter vendredi 8 février, et il n'est pas certain que Paris adoptera une position foncièrement hostile à Nord Stream 2, proche de celle de la Commission ou des pays de l'est et du nord de l'Union. Paris et Berlin «sont en contact », assure un diplomate bruxellois, et il est possible qu'entre capitales soient discutés des amendements pour une certaine flexibilité dans les règles de l'UE à appliquer aux pipelines extérieurs. De quoi, tout de même, renchérir ou retarder ce projet gigantesque. Celui-ci doit suivre le même parcours qu'une première conduite du même genre, Nord Stream 1, via les eaux territoriales de cinq pays (Russie, Finlande, Suède, Danemark et Allemagne), et doubler la capacité de gaz acheminée, avec 55 milliards de mètres cubes supplémentaires par an. L'affaire embarrasse beaucoup les Français, qui redoutent qu'on assimile leurs réticences au projet gazier à une opposition frontale entre Emmanuel Macron et Angela Merkel. En réalité, la France n'a jamais été convaincue par la pertinence du projet gazier, estimant qu'il allait à l'encontre des tentatives de l'UE pour s'affranchir de son énorme dépendance au gaz russe. On souligne aussi, à Paris, qu'il risque de faire perdre des recettes financières précieuses à



l'Ukraine. Jusqu'à, présent, Paris n'avait simplement pas eu à faire entendre son opposition. Mais depuis quelques jours, la France se trouve dans une délicate position d'arbitre, et obligée de faire connaître sa position. La chancelière allemande a eu beau assurer, jeudi, que la différence de position entre Paris et Berlin est connue depuis longtemps, la plupart des commentateurs en Allemagne voient dans l'annonce française une mauvaise manière. Soutenu par les milieux d'affaires et une partie du personnel politique, notamment, au sein du SPD, le projet Nord Stream 2 ne fait toutefois pas l'unanimité en Allemagne, où le thème de la dépendance énergétique à la Russie est présent dans les débats. La

chancelière elle-même a dû se rallier, en avril 2018, à l'une des exigences des opposants au projet, consistant à obtenir de Moscou la garantie du maintien d'une partie du transit de gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine, au risque de voir ce dernier pays abandonné face à son voisin russe. «En cela, vous voyez, ce n'est pas seulement un projet économique, mais il y entre aussi des considérations politiques», assurait Mme Merkel, admettant pour la première fois cette dimension «politique», quand les promoteurs du projet ne mettent en avant que son caractère commercial et sa capacité à sécuriser les approvisionnements européens. Cette position française, si elle se confirme, est une très mauvaise nouvelle pour Engie (ex GDF-Suez). Le groupe français est l'un des cinq énergéticiens européens qui contribue au côté de Gazprom au financement du projet, avec les allemands Wintershall et Uniper, le néerlandais-britannique Shell, et l'autrichien OMV. Depuis plusieurs mois, des dirigeants du groupe soulignaient que, contrairement à Berlin, Vienne ou Amsterdam, le gouvernement français se contentait d'un soutien timide au projet. Jusqu'ici, la direction d'Engie s'inquiétait surtout du risque de sanctions américaines et de l'impact sur ses activités aux Etats-Unis. Car derrière les inquiétudes sur l'omniprésence russe sur le marché européen, se profile aussi une guerre commerciale latente. Donald Trump a plusieurs fois fustigé l'engagement de l'Allemagne en faveur du projet de gazoduc. Washington a récemment menacé de sanctions les entreprises qui y participeraient et pousse l'Europe à acheter du gaz de schiste américain. Plusieurs pays de l'Union européenne, comme la Pologne ou la Lituanie, ont d'ailleurs récemment ouvert des terminaux pour accueillir les méthaniers américains.

13 février 2019..... Nord Stream 2 : un compromis favorable au gazoduc. L'accord entre Paris et Berlin sur la révision de la directive gaz ne devrait pas entraver la réalisation du projet. Et, à la fin, c'est toujours l'Allemagne, qui gagne ? Le sujet était sur la table du Conseil européen depuis de longs mois. Vendredi 8 février, les Etats européens ont finalement trouvé un accord, à la faveur d'un compromis franco-allemand plutôt favorable à Berlin, pour une révision de la directive européenne sur le gaz, dont le véritable objet est Nord Stream 2. Ce gazoduc, qui doit entrer en service en 2020 - les travaux ont déjà commencé en mer Baltique -, crée un vif débat au sein de l'Union européenne (UE). Il doit relier directement la Russie à l'Allemagne, en traversant les eaux territoriales de cinq pays. Le projet, d'un coût de 9,5 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros), associe le géant russe Gazprom, majoritaire, à plusieurs entreprises européennes. Ses partisans, dont l'Allemagne et l'Autriche, estiment qu'il est nécessaire à l'approvisionnement de l'Europe. Ses opposants - la Pologne et les pays baltes, mais aussi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker -, s'inquiètent, eux, de la forte dépendance allemande au gaz russe et dénoncent le risque qu'il y a de priver l'Ukraine de recettes d'acheminement du gaz. Les Etats-Unis mènent également campagne contre le projet afin de promouvoir les livraisons de gaz américain au Vieux Continent. Pour tenter de mieux encadrer ce type de gazoduc, la Commission a proposé, fin 2017, de réviser la directive gaz. Son texte dispose que les gazoducs en provenance des pays tiers doivent être soumis aux règles de l'UE. Or celles-ci obligent à être transparent sur les prix, à garantir un accès aux infrastructures à des tiers et à séparer les activités entre fournisseurs de gaz et gestionnaires d'infrastructures. Ce dernier point représente une menace sérieuse pour Gazprom. Le document oblige par



ailleurs les Etats souhaitant engager des négociations avec un pays tiers à notifier leur intention à la Commission. Cette ligne était soutenue par les pays s'opposant au gazoduc, à commencer par la Pologne et les pays baltes. Pour eux, la démarche était en soi une manière d'entraver Nord Stream 2. L'Allemagne, particulièrement hostile au texte, a multiplié les arguments pour faire traîner en longueur les discussions au Conseil européen. La Roumanie, qui occupe la présidence tournante de l'UE depuis le 1er janvier et jusqu'au 30 juin, a décidé de bousculer l'agenda et de soumettre le texte au vote des capitales, vendredi 8 février. C'est là que Paris entre en scène. La France, peu favorable à Nord Stream 2, mais jusqu'à présent discrète sur le sujet, a fait savoir qu'elle soutenait le texte de la Commission, ce qui a permis de dégager une majorité. en sa faveur. Surpris, les Allemands ont préféré négocier un compromis. Il a été adopté à une majorité écrasante par les autres Etats. Seule la Bulgarie a voté contre. Que contient-il ? Il apporte une clarification sur les conditions d'application du droit de l'UE aux projets de pipeline venant de pays tiers. C'est l'Etat membre hébergeant le premier point d'interconnexion sur le réseau (l'Allemagne, dans le cas de Nord Stream 2) qui se trouve en première ligne. Le régulateur national de ce pays doit s'assurer de la bonne application du droit de l'UE au gazoduc dans les eaux territoriales nationales, et négocier avec les autorités du pays tiers. L'impact sur Nord Stream 2 du texte de directive amendé est encore difficile à apprécier, mais les experts jugent à ce stade que, s'il complique quelque peu la concrétisation du projet, il ne menace pas sa réalisation. Une satisfaction pour ceux qui le soutiennent. «C'est un résultat extrêmement important. Il y a eu récemment de nombreuses critiques à caractère idéologique contre ce projet, qui est important pour notre approvisionnement en énergie », s'est félicité le ministre allemand de l'économie, Peter Altmaier, dans le quotidien Die Welt. «Cette solution européenne ne porte pas atteinte au projet », se réjouit un partisan de Nord Stream 2. «A la fin, ce compromis permet quand même aux Allemands de garder la main », grince à l'inverse l'un de ses détracteurs. Les Polonais ne sont, eux, pas satisfaits du compromis de vendredi et espèrent le durcir lors des discussions avec le Parlement européen. Pour être adopté définitivement, le texte doit encore faire l'objet d'une négociation finale entre les Etats membres et l'Hémicycle strasbourgeois. Les premières tractations devaient commencer, mardi 12 février. La présidence roumaine de l'UE est pressée d'aboutir. Il y a en effet urgence : à la mi-avril, le Parlement européen devra mettre momentanément fin à ses travaux pour cause d'élections européennes, le 26 mai. En attendant, le gazoduc Nord Stream continue de se construire patiemment. Plus de 600 kilomètres de tuyaux ont déjà été posés au fond de la mer Baltique.

27 mars 2019..... Pourquoi la planète consomme de plus en plus de gaz : La demande mondiale d'énergie a particulièrement augmenté en 2018. Les énergies fossiles représentent 81% de la production d'électricité. Cela faisait dix ans que l'humanité n'avait pas connu une telle hausse des besoins en énergie: en 2018, la demande mondiale a cru de 2,3%. «Une performance exceptionnelle ». souligne ainsi l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans un rapport rendu public mardi 26 mars. Il y a plusieurs manières de comprendre ce chiffre; d'abord, la demande en énergie accompagne une forte croissance économique, notamment dans les pays en développement, où des centaines de millions d'humains se connectent à des réseaux d'électricité. Mais cette croissance a une conséquence immédiate sur les émissions de CO2 - celles liées au secteur énergétique ont augmenté de 1,7% en 2018, atteignant des niveaux historiques - et donc sur le changement climatique. Une donnée d'autant plus préoccupante que le monde est entré dans une logique difficile à contrecarrer: face aux températures de plus en plus extrêmes dans un certain nombre de pays, les besoins en chauffage mais aussi en climatisation augmentent. Or l'électricité produite pour y répondre est le plus souvent issue d'énergies fossiles, comme le charbon ou le gaz, qui contribuent au réchauffement climatique... «C'est un cercle vicieux », explique au Monde Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, qui s'inquiète de la part toujours ultra-majoritaire des énergies fossiles dans la production d'électricité: «Il y a trente ans, la part des fossiles dans le mix énergétique mondial était de 81%. Depuis, malgré la baisse des coûts des énergies renouvelables, malgré les efforts fournis sur l'efficacité énergétique, cette part est toujours de... 81 % . » Grand gagnant des efforts de transition énergétique: le gaz. La consommation mondiale a augmenté de 4,6% en 2018, la plus forte hausse depuis 2010, après une croissance, déjà importante, de 3% en 2017. Aux Etats-Unis, où la production massive de gaz de schiste a beaucoup fait baisser les prix, le gaz est venu remplacer progressivement le charbon pour produire de l'électricité. Malgré le soutien politique et économique de Donald Trump, «King Coal» est en chute libre, et la demande pour le gaz croît de 10% en un an. En Chine, devant l'importante pollution de l'air dans les villes, Pékin a lancé en 2018 son plan «ciel bleu» et organise une transition progressive du minerai vers le gaz naturel. Même si l'empire du Milieu continue de produire 68% de son électricité à partir du charbon, le gaz prend une place croissante. Mais, dans ces deux pays, l'impact sur les émissions de CO2 est relatif, note le rapport de l'AIE. Certes, le gaz est moins émetteur que le charbon, mais la hausse des besoins en électricité limite les effets de cette substitution. «C'est l'âge d'or du gaz naturel », estime M. Birol. Une tendance que les groupes pétroliers ont bien comprise, en y augmentant ces dernières années leurs investissements. D'autant que le marché du gaz naturel, autrefois concentré sur des zones géographiques bien précises et limité par les possibilités des gazoducs, est en train de se mondialiser très rapidement, avec des bateaux transportant du gaz naturel liquéfié (GNL) à travers le monde. Ce sujet est d'ailleurs au cœur de la bataille économique entre la Russie et les Etats-Unis: les Russes, très gros producteurs de gaz, voient d'un très mauvais œil l'idée que des bateaux américains viennent livrer du gaz à certains de leurs clients historiques, notamment en Europe. Or Donald Trump et le Congrès, qui ne cessent de s'élever contre le gazoduc Nord Stream 2 - il doit relier la Russie à l'Allemagne -, ont demandé officiellement à la Commission européenne d'accélérer les livraisons de GNL issu de la production de leur gaz de schiste. Le bilan est toutefois en demi-teinte pour les énergies renouvelables: certes, le solaire et l'éolien continuent de connaître une croissance fulgurante, en augmentation de 4% dans la consommation mondiale. Mais malgré les baisses



de coûts importantes et les évolutions technologiques, le rythme n'est pas assez rapide pour à la fois répondre aux nouveaux besoins et remplacer les énergies fossiles: le développement des renouvelables ne couvre même pas la moitié de la croissance de la demande pour l'année 2018. Cette progression du solaire et de l'éolien est d'ailleurs surtout visible en Europe - où ces énergies tendent à remplacer des énergies carbonées - ou en Chine. Parallèlement, les pays d'Asie du Sud-Est et l'Inde continuent d'augmenter leur consommation de charbon pour produire de l'électricité - et donc leurs émissions de CO₂. Le rapport de l'AIE note également une légère augmentation de la production d'électricité d'origine nucléaire au niveau mondial, avec la connexion au réseau de sept réacteurs en Chine, et le redémarrage de plusieurs réacteurs au Japon, qui étaient restés à l'arrêt depuis l'accident de Fukushima.

5 août 2019..... Gaz : Nord Stream 2 accumule les obstacles. Les retards subis par le gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne font craindre des difficultés d'approvisionnement. La guerre des tuyaux est-elle sur le point de toucher l'Europe ? Le gazoduc Nord Stream 2, qui doit relier la Russie à l'Allemagne en traversant la mer Baltique, est au centre d'une bataille économique et géopolitique entre le géant russe Gazprom et ses partenaires européens d'une part, et la Commission européenne, le président américain Donald Trump et d'autres pays du Vieux Continent d'autre part. Ce projet de 1200 km de long, qui doit acheminer 55 milliards de mètres cubes (m³) de gaz en Europe, devrait être terminé avant la fin de l'année pour être opérationnel. Mais, selon les informations du Monde, confirmant celles du quotidien économique britannique Financial Times, le projet sera retardé de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois, sous la pression des autorités danoises. «Pour être sûr de finir dans les temps, il fallait avoir un permis au Danemark avant le 1er août. Tout mois supplémentaire qui s'écoule retarde d'autant la mise en service », note un acteur du projet. Un retard réfuté par le consortium Nord Stream 2, qui continue d'assurer que le projet sera prêt dans les temps, avant la fin de l'année 2019. «Nous pouvons encore tenir notre calendrier», assure un porte-parole au Monde. Mais le risque de retard est bien là. Le projet est mené par Gazprom avec cinq partenaires européens, qui financent la moitié de ce chantier à 9,5 milliards d'euros; le français Engie, l'anglo-néerlandais Shell, l'autrichien OMV et les allemands Uniper et Wintershall (filiale de BASF). Concrètement, ce gazoduc est suspendu à une décision des autorités danoises, qui semblent tout faire pour repousser le projet. Le tracé devait initialement suivre celui du gazoduc Nord Stream 1, opérationnel depuis 2012, et traverser les eaux territoriales danoises au large de la petite île de Bornholm. Mais le Danemark a joué la montre et n'a pas délivré de permis, poussant le consortium à demander des autorisations pour une autre route, qui ne traverse que la zone économique exclusive (ZEE), et ne nécessite pas l'accord de Copenhague. Cependant l'agence danoise de l'énergie tarde elle aussi à répondre et elle n'a d'ailleurs pas de date limite pour le faire. Cette bataille autour d'une île de 500 km² au milieu de la Baltique peut avoir des conséquences importantes dans les prochains mois : le retard risque d'empêcher le gazoduc d'être opérationnel en fin d'année 2019. C'est là que le bât blesse : l'un des objectifs de Nord Stream 2 pour Gazprom est de remplacer une partie du transit de gaz à travers l'Ukraine. Or le contrat entre la Russie et l'Ukraine arrive à échéance au 31 décembre 2019. Autrement dit, si le gazoduc n'est pas terminé et qu'aucun accord n'est trouvé entre Moscou et Kiev à cette date, la question de l'approvisionnement en gaz de l'Europe pourrait se poser au moment le plus froid de l'hiver. En 2018, 43% du gaz russe importé en Europe est passé par l'Ukraine. «C'est un problème qui peut rappeler les difficultés lors de la guerre du gaz de 2006, puis de 2009, où il y avait eu une rupture de plusieurs jours des livraisons», note le chercheur Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). En France, les stockages de gaz sont conséquents et permettraient d'amortir une interruption temporaire. En réalité, il s'agit moins d'un risque de rupture d'approvisionnement pour les consommateurs que d'un risque sur les prix : toute interruption de livraison par gazoduc obligerait les Européens à acheter au prix fort du gaz livré par bateau, en provenance des Etats-Unis ou du Qatar. Le ministre russe de l'énergie, Alexander Novak, a déjà proposé à Kiev de prolonger d'un an le contrat d'acheminement, mais sans garantie sur les volumes qui transiteraient par l'Ukraine ensuite. «Il n'est pas sûr que les Ukrainiens seront d'accord pour servir de roue de secours pendant un an, en attendant un gazoduc qui doit les contourner », ironise un bon connaisseur du dossier. Les relations tendues entre les deux pays, dans un climat de guerre qui se poursuit dans l'est de l'Ukraine, sont au cœur de la polémique sur Nord Stream 2. Au sein de l'Union européenne, les pays baltes, la Pologne et le président de la Commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker, ont bataillé contre ce projet, estimant qu'il était un danger pour l'économie ukrainienne et risquait de rendre l'Europe trop dépendante du gaz russe. A l'inverse, la chancelière allemande, Angela Merkel, a toujours défendu Nord Stream 2. La diplomatie française, elle, est restée plutôt prudente sur le sujet. Le gazoduc a aussi un puissant ennemi : le président américain Donald Trump, qui a publiquement reproché à Angela Merkel de s'être engagée dans un tel projet. L'opposition est également vive au Congrès américain. Il y a quelques jours, le comité des affaires étrangères du Sénat a ainsi adopté un texte prévoyant des sanctions contre les individus et entreprises impliqués dans la construction. Le texte doit désormais être présenté à l'ensemble des Sénateurs, mais la décision d'appliquer ou non les sanctions relèvera du président américain. En juin, ce dernier avait répété que cette option était envisageable - sans toutefois fournir plus de détails. En Europe, les promoteurs du projet accusent les Américains de s'opposer à ce gazoduc pour mieux promouvoir l'exportation vers le Vieux Continent du gaz de schiste que les Etats-Unis produisent en grande quantité. Ils estiment également que l'opposition danoise au projet, qui bloque aujourd'hui son avancement, est suscitée par une forte pression américaine sur le sujet - ce dont Copenhague se défend. Le consortium, avec un fort soutien du pouvoir russe, n'entend pas renoncer à mettre en service le projet le plus vite possible. De fait, le gazoduc est construit à près de 75%, et les travaux sont très avancés aussi bien côté allemand que côté russe. Une partie de la solution à cet imbroglio est entre les mains du nouveau président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui



vient d'obtenir une confortable majorité aux dernières législatives. «Les principaux obstacles à un accord sur le transit sont plus politiques que commerciaux», note Simon Perani, chercheur à l'Oxford Institute for Energy Studies, au Royaume-Uni, dans une note consacrée au sujet. «Tout dépendra de ce que Zelensky va négocier avec Poutine, c'est à ce niveau-là que le sujet va se régler», analyse un acteur du dossier. (On découvrira en 2022 que le sujet se règle par le militaire).

20 décembre 2019..... Gazoduc Nord Stream 2 : Les sanctions nord-américaines sont promulguées. Le président américain, Donald Trump, a promulgué ce jour la loi imposant des sanctions contre les entreprises associées à la construction du gazoduc russe Nord Stream 2, au cœur d'une bataille économique et géopolitique entre les Etats-Unis et l'Europe.

21 décembre 2019..... Gaz : accord de principe entre Russie et Ukraine. Le contrat de 2009 arrive à échéance, alors que la construction du gazoduc Nord Stream 2 se termine. La guerre du gaz sera-t-elle évitée ? Infructueuses depuis plusieurs mois, les négociations entre Kiev et Moscou ont enregistré une première percée, le 19 décembre, après de longues discussions à Berlin. «Nous avons un accord de principe, il doit maintenant être discuté dans les capitales », a assuré Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne, qui supervise les discussions difficiles pour la conclusion d'un nouveau contrat gazier entre les deux parties. Après plus de neuf heures de pourparlers, les parties n'ont pas encore dévoilé l'accord qui sera présenté à Vladimir Poutine et à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, ce week-end, avant une possible finalisation à Minsk le 23 décembre. Mais, selon nos informations, Moscou et Kiev se seraient entendus sur la durée du contrat, probablement cinq ans, et sur des volumes minimaux. Surtout, le Kremlin aurait accepté de céder sur la question aussi financière que symbolique de la dette de Gazprom. En mars 2018, le conglomérat russe a été condamné à une amende de 2,6 milliards de dollars par la Cour d'arbitrage de Stockholm (3 milliards en comptant les pénalités, soit 2,7 milliards d'euros). «Du côté du Kremlin, payer posait un problème psychologique. Cela revenait à reconnaître une défaite face à l'Ukraine », estime Mikhaïl Kroutikhine, du cabinet de conseil RusEnergy. La prudence reste toutefois de mise. Les parties russe et ukrainienne se montraient, le 19 décembre au soir, encore réservées. Le ministre russe de l'énergie, Alexander Novak, a salué un «travail très productif », espérant que celui-ci serait achevé «très prochainement ». Le ton est encore plus mesuré côté ukrainien. Le ministre de l'énergie, Oleksiy Orjel, évoquait certes un «rapprochement » des positions, mais une source au sein de Naftogaz, la compagnie gazière ukrainienne, semblait sceptique, assurant: «Il n'y a aucun accord signé. On dirait que la Russie joue au chat et à la souris. » La perspective d'un échec ne doit pas être écartée. Elle donne des sueurs froides aux Européens. Il y a dix ans, en 2009, le dernier épisode de la «guerre du gaz » entre l'Ukraine et la Russie avait conduit à une rupture des approvisionnements vers l'ouest du continent. C'est précisément le contrat négocié à l'époque qui arrive aujourd'hui à échéance, et le temps presse: au 1er janvier, si l'accord trouvé à Berlin n'est pas validé, Gazprom pourrait à nouveau fermer les pipelines. «A cette date, les prix pourraient augmenter, mais, à moins d'une grande vague de froid, personne ne sera touché de façon dramatique. L'Ukraine comme l'Union européenne disposent d'importants stocks, relativise Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Mais si le conflit se prolonge jusqu'à la mi-février, certaines régions pourraient avoir des difficultés. » L'âpreté des discussions n'est pas une surprise. La négociation, par essence complexe, se teinte d'une forte coloration géopolitique. L'«or bleu » est un sujet de tensions récurrentes entre Moscou et son voisinage. Dès son accession au pouvoir, en 2000, Vladimir Poutine a placé le secteur sous le contrôle direct du Kremlin, et utilisé les contrats gaziers pour acheter ou récompenser les loyautés des anciennes Républiques soviétiques. Ou pour punir les récalcitrants. Pour l'Ukraine, dont l'économie est asphyxiée depuis cinq ans par la guerre qui oppose son armée aux séparatistes du Donbass soutenus par Moscou, le transit du gaz représente une rente de 2,7 milliards d'euros par an, soit un tiers de son budget militaire. «Le problème est que la Russie ne raisonne pas en termes économiques mais émotionnels, et considère l'Ukraine comme une ancienne colonie ! », estime Dmytro Kuleba, vice-premier ministre ukrainien, interrogé lors de son passage à Paris le 17 décembre. Kiev est aujourd'hui en position de faiblesse. La construction du gazoduc Nord Stream 2 est sur le point d'aboutir. Le «pipeline de Poutine ». qui doit approvisionner l'Allemagne en gaz russe par la mer Baltique, s'ajoutera au projet de Turkish Stream, au sud, sans compter les nouveaux débouchés de Moscou vers la Chine. Cette nouvelle donne doit permettre à la Russie de contourner presque en totalité l'Ukraine, pays par lequel transitait jusqu'en 2018 plus de 40% des exportations du gaz russe vers l'Europe. Kiev dispose toutefois d'une marge de manœuvre, ou, au moins, d'un répit, du fait des retards accumulés par Nord Stream 2, notamment en raison des divisions européennes. Adoubé par l'Allemagne, qui deviendrait un nouveau «hub » énergétique en Europe, le projet est considéré comme une «erreur stratégique » par la France (Engie est partie prenante au projet) et par d'autres pays, telle la Pologne, qui redoutent que l'UE ne devienne l'otage de la Russie en matière énergétique. Les Etats-Unis se sont également invités, quoique tardivement, dans le dossier. Washington craint que Nord Stream 2 ne pénalise les débouchés du gaz liquéfié américain et n'augmente le pouvoir financier de Gazprom, donc l'influence du Kremlin. Dans le cadre de la loi d'autorisation de la défense nationale, le Congrès américain a ainsi approuvé, le 17 décembre, des sanctions à l'encontre d'entreprises liées à la construction du pipeline. De l'avis des spécialistes, le texte que Donald Trump a promis de signer «immédiatement » serait à même de compromettre l'achèvement de Nord Stream 2... à condition qu'il voie le jour avant la fin du chantier, prévue au printemps 2020. «C'est une course contre la montre. Mais les Russes travaillent déjà à des pirouettes juridiques et des transferts de propriété pour échapper aux éventuelles sanctions », observe Marc-Antoine Eyl-Mazzega. Reconnaissant que le gazoduc baltique est plus qu'un simple «projet commercial » et que la question du transit est pour Kiev une garantie de sécurité, la chancelière allemande, Angela Merkel, a promis que les contrats passés dans le cadre de North Stream 2 devront assurer la poursuite d'une partie des livraisons par l'Ukraine. Par ailleurs, dans



toutes les hypothèses, la Russie ne pourrait se passer totalement du corridor gazier ukrainien, dont la souplesse doit permettre à Moscou d'ajuster le volume de ses livraisons à l'Europe, par exemple en cas de grand froid. L'équation pour la partie russe est donc à la fois limpide et terriblement difficile. A long terme, le transit ukrainien sera moins vital pour Moscou. Mais, à court terme, il lui faut s'entendre avec Kiev pour assurer la continuité des livraisons et ne pas apparaître comme un partenaire commercial non fiable. Moscou tente ainsi de réduire au maximum la durée du contrat, tandis que l'Ukraine exige une échéance d'au moins dix ans et, surtout, des garanties en termes de volumes. En dessous de 40 milliards de mètres cubes annuels (contre 80 actuellement), l'affaire devient non rentable pour Kiev, vu les frais d'exploitation et les investissements exigés. C'est cet équilibre délicat que les dernières négociations devaient permettre d'atteindre.

14 juillet 2020..... Gazoduc Nord Stream 2, bataille gazière en haute mer. Les Etats-Unis se préparent à voter un nouveau volet de sanctions contre le gazoduc construit sous la mer Baltique. Cela porterait un coup fatal au projet, qui devait être initialement achevé fin 2019. Il faut apprécier le paradoxe : 94% du gazoduc Nord Stream 2, qui relie la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique, est désormais construit. Pourtant, sous la pression américaine, celui-ci risque de ne jamais entrer en opération. En juin 2020, quatre sénateurs américains ont présenté un texte de loi censé faire monter d'un cran les sanctions contre le projet. Plus de 120 entreprises européennes - principalement allemandes, mais aussi françaises - pourraient être visées pour leurs activités sur le Vieux Continent. Ce gazoduc de 1200 kilomètres de long doit acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz par an en Europe et devait être initialement terminé fin 2019. Le tuyau sera exploité par le géant russe Gazprom, mais il est cofinancé par cinq groupes européens, dont le français Engie, pour un coût total de 9,5 milliards d'euros. Depuis son origine, il est soumis à de très vives critiques, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne (UE). Plusieurs pays, notamment la Pologne, accusent la Russie de chercher à accentuer sa mainmise gazière sur le continent. Le projet est aussi perçu comme une mesure de rétorsion politique de la part de Vladimir Poutine vis-à-vis de l'Ukraine, par où transite aujourd'hui la majorité du gaz importé de Russie. Officiellement, c'est pour cette raison que les Etats-Unis s'y opposent. En dépit des obstacles, le consortium qui bâtit le gazoduc avait presque réussi son pari : le tuyau est quasiment terminé. C'était compter sans la persévérance des Etats-Unis, qui ont voté en décembre 2019 un premier volet de sanctions très précises. En visant spécifiquement le navire suisse-néerlandais qui pose les tuyaux, le Congrès a mis un coup d'arrêt au chantier. Depuis six mois, les travaux sont bloqués, et le géant russe Gazprom a engagé une course contre la montre pour trouver un moyen de contourner ces sanctions. C'est justement pour éviter une reprise du chantier que les Etats-Unis pourraient en venir à durcir les sanctions, en s'en prenant cette fois à tous ceux qui y collaborent. Pour la toute première fois, des entreprises européennes œuvrant sur le sol européen sont susceptibles d'être visées. «Le premier volet de sanctions a bien ralenti le projet mais ne l'a pas achevé », souligne le géoéconomiste Nicolas Mazzucchi, de la Fondation pour la recherche stratégique. «Le deuxième volet élargit considérablement le périmètre des sanctions, en ne s'attaquant plus seulement aux sociétés participantes, mais aussi aux autorités portuaires. On cible le territoire européen». Face à ce qui s'apparente à une attaque en règle contre la souveraineté du Vieux Continent, la réponse de la Commission européenne reste hésitante. Le 25 juin, Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, a certes qualifié les sanctions américaines d'«inacceptables» et «contraires à la loi internationale». Cependant, à ce stade, aucune riposte n'a été lancée. De fait, l'Union se déchire entre les pays de l'ex-bloc soviétique, qui considèrent le gazoduc comme le cheval de Troie de la Russie et de ses visées expansionnistes, et ceux qui, à l'instar de l'Allemagne, le défendent. «Il ne s'agit pas d'être pour ou contre Nord Stream 2. Mais la décision revient aux Européens, et non à Washington. Il ne faut pas que l'Europe abdique», s'agace le député européen français Emmanuel Maurel, ex-PS élu sur la liste LFI aux élections européennes de 2019, qui a interpellé la Commission sur le sujet. «Même celui qui apportera un sandwich à l'un des marins russes opérant sur le chantier sera passible de sanctions», s'inquiète Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie de l'Institut français des relations internationales. «Aujourd'hui, les Etats-Unis s'en prennent à Nord Stream 2, mais demain, ce sera EDF. A un moment, il faudra réagir.» Pour l'heure, la France ne se presse pas pour faire entendre sa voix. «Paris est bien content de se cacher derrière Berlin sur le sujet pour ne pas se fâcher davantage avec Trump», déplore l'un des promoteurs du projet. En Allemagne, le ton est bien différent. Angela Merkel est intervenue, le 1er juillet, devant le Bundestag (la Chambre basse du Parlement) pour réaffirmer son soutien. «Nous pensons que ce projet doit aboutir, et nous agissons dans ce sens», a déclaré la chancelière. La mise en œuvre des sanctions serait «une grave atteinte à la souveraineté allemande et européenne sur le plan de la politique énergétique», a affirmé, le même jour, le secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, Niels Annen, devant la Commission de l'économie et de l'énergie. Preuve de l'importance de l'enjeu, l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, par ailleurs président du conseil de surveillance de Nord Stream, est venu lui-même le défendre devant la Commission de l'économie du Bundestag. M. Schröder a mis en garde les Etats-Unis, estimant qu'ils devaient s'attendre à de «possibles contre-réactions pénibles de la part de l'Europe». Derrière ce soutien se cache la nécessité, pour Berlin, d'assurer sa sécurité d'approvisionnement en gaz. Alors que le pays s'est engagé dans une sortie progressive du nucléaire, il prévoit d'arrêter toutes ses centrales à charbon d'ici à 2038. Si l'Allemagne espère développer fortement les énergies renouvelables, elle prévoit de continuer à importer massivement du gaz, et les ressources russes sont à la fois peu chères et abondantes. A Moscou, après le vote, en décembre 2019, du premier volet de sanctions, le pouvoir russe s'est empressé d'affirmer que le projet n'était pas compromis. Six mois plus tard, Gazprom n'a pas été capable d'assurer la fin des travaux. Comment contourner les difficultés techniques et politiques posées par les sanctions ? Un exemple : un navire russe, l'Akademik-



Cherskiy, a commencé à être adapté pour être en mesure de poser les tuyaux. Problème : le bateau appartient partiellement à Gazprom, qui pourrait, dès lors, être la cible de sanctions directes. Selon la presse russe, la propriété du navire a été transférée à une nouvelle compagnie, filiale de Gazprom, mais qui pourrait être cédée facilement. Rien ne dit, toutefois, que la justice américaine ne contestera pas un tel montage... «Il n'y a aucune base à ces sanctions », insistait encore le maître du Kremlin au mois de juin, jugeant que «leur unique objectif» était de promouvoir le gaz américain. Autrement dit : les entreprises russes sont la cible d'une guerre commerciale conduite sous couvert d'arguments géopolitiques. Les parlementaires américains n'ont pas caché, dans leurs menaces de sanctions, la proposition faite aux Européens de remplacer le gaz russe par le «gaz de la liberté » américain, comme l'a appelé Donald Trump. Ces contretemps sont fâcheux pour Moscou, non seulement car les hydrocarbures représentent les bijoux de la couronne russe (62% des exportations en 2019), mais aussi parce que le dossier a un caractère éminemment politique. Depuis son accession au pouvoir, Vladimir Poutine a fait du gaz un instrument diplomatique, distribuant ristournes et menaces de cessations d'approvisionnement au gré des loyautés de ses voisins. C'est d'ailleurs bien ce qui renforce chez plusieurs Etats européens la crainte d'une dépendance accrue vis-à-vis de la Russie. «Pour autant, un coup d'arrêt définitif n'est pas vécu comme une catastrophe par les élites russes, tempère le consultant Mikhail Kroutikhine. Tout l'argent, qu'il y avait à gagner dans la construction des infrastructures a déjà été distribué, principalement à des amis du pouvoir, pour des montants disproportionnés ». En Ukraine, ce nouveau volet de sanctions est applaudi des deux mains et l'ingérence américaine, vue comme une bénédiction. Pour Kiev, la finalisation de Nord Stream 2 est un cauchemar. Le pays perdrait son statut de passage obligé pour la livraison du gaz russe à l'Europe et le priverait d'une partie significative de la manne perçue pour le transit, de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollar, (entre 1,8 et 2,7 milliards d'euros) par an. Une somme non négligeable pour un pays aux abois. Les autorités ukrainiennes redoutent que l'accord signé à la fin de l'année 2019 entre Kiev et Moscou afin d'assurer un transit minimal via l'Ukraine pour les cinq prochaines années soit dénoncé une fois que Nord Stream 2 sera finalisé. «La valeur d'un contrat signé avec les Russes vaut le prix du papier sur lequel il a été signé », résume Oleksandr Kharchenko, conseiller du gouvernement ukrainien sur les questions énergétiques. Le pays se fait ainsi le principal défenseur de la ligne américaine. «Ce gazoduc n'est pas seulement un danger pour l'Ukraine, mais aussi pour l'Europe ! », assure M. Kharchenko. Dans son livre «The Room Where It Happened: A White House Memoir (Simon & Schuster, juin 2020, non traduit) », John Bolton, ex-conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, raconte à quel point le locataire de la Maison Blanche est obsédé par Nord Stream 2 et répète que l'Allemagne est «vendue à la Russie ». A Berlin, comme à Kiev, on attend l'élection présidentielle américaine du 3 novembre 2020 avec impatience.

2 septembre 2020..... Trump veut saboter le gazoduc russo-européen. Pour écouler leurs hydrocarbures, les Américains menacent de sanctions sévères ce projet industriel parfaitement légal. D'ordinaire, un pays peut poursuivre l'auteur d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger s'il existe un lien humain avec ce pays. Exemple, la France enquête sur es meurtres de Français à l'étranger. Pour les Etats-Unis, c'est encore plus simple : le seul emploi du dollar - devise universelle - suffit à établir ce lien. C'est ainsi qu'en 2015 la BNP a été condamnée à une amende record de 8,9 milliards de dollars : si elle avait violé un embargo sur l'Iran et le Soudan, celui-ci, purement américain, ne lui était a priori pas opposable. Sauf qu'elle avait payé en dollars... En mars 2018, Trump est allé encore plus loin en promulguant le Cloud Act, qui oblige les sociétés américaines à transmettre à la justice US si elle le demande - la totalité des données recueillies hors des Etats-Unis, même quand la loi locale l'interdit. Enfin, n'importe quelle loi peut devenir d'application extraterritoriale si le Congrès - le Parlement américain - le décide. Cette croisade pour la morale » se marie

L'Ukraine, zone stratégique de transit du gaz



souvent avec la quête d'intérêts très matériels. Ainsi, selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale (2016), entre 2009 et 2015 quinze banques ont versé, au total, 16 milliards de pénalités pour avoir violé un embargo américain. N'y figuraient que deux établissements US pour un montant de 320 millions. Egalement épinglées, des entreprises pétrolières



(Total, Halliburton), automobiles (Daimler) ou énergétiques (Siemens). Alstom, elle, a été poursuivie au moment où General Electric négociait le rachat d'une partie du groupe hexagonal. Sûr que l'emprisonnement d'un responsable d'Alstom aux USA et la menace de poursuites contre son président, Patrick Kron, ont rendu les négociateurs plus attentifs aux arguments américains... Confrontés à une baisse mondiale du prix du gaz - divisé par 3 en dix-huit mois -, les Etats-Unis (premier exportateur mondial depuis 2018) ont trouvé la recette pour sauvegarder leurs intérêts : punir leurs concurrents... même s'ils agissent en dehors des frontières US. C'est ce qu'on appelle des sanctions extraterritoriales. Dans leur ligne de mire: le gazoduc Nord Stream 2, construit par le russe Gazprom en collaboration avec cinq groupes européens, dont Engie (ex-Gaz de France). Un projet à 12 milliards d'euros qui devrait, à terme, fournir à l'Europe 10% du gaz dont elle a besoin. Récit de ce chantage d'Etat qui, curieusement, fait peu de bruit dans la presse française... En 2017, Donald Trump obtient du Congrès américain le vote d'une loi «contre les adversaires de l'Amérique», prévoyant notamment des sanctions contre la Russie. Nord Stream 2, alors encore à l'étude, en est explicitement exclu. Mais, aux Etats-Unis, la production explose : grâce aux gaz et pétrole de schiste, les Américains deviennent, en 2018, les premiers exportateurs mondiaux de gaz liquide - le GNL. Problème: cette abondance s'accompagne d'un effondrement des prix, et plus encore du GNL. C'est ce moment que choisit Ted Cruz, sénateur républicain du Texas (la zone principale d'extraction du gaz et d'implantation des usines de liquéfaction), appuyé par la commission des Affaires étrangères, pour mitonner un projet de loi visant Nord Stream 2, prestement intégré à une loi relative aux crédits de la Défense, le 15 décembre 2019. Sous un intitulé surréaliste - «Loi de protection de la sécurité énergétique en Europe» -, l'article 75 prévoit des pénalités effroyables à l'encontre des sociétés participant à la construction du gazoduc. Est aussi visé, entre les lignes, le Turkish Stream, qui achemine du gaz russe en Turquie et doit être prolongé vers l'Europe. Message reçu: du jour au lendemain, la société suisse Allseas, première spécialiste mondiale de la pose de tubes sous-marins, déserte et, à deux semaines de son achèvement, laisse le chantier en plan ! Mais voilà que les Russes se mettent en tête de terminer les travaux eux-mêmes. Faute de matériel suffisamment perfectionné, ils mobilisent un vieux navire dans le port allemand de Sassnitz, sur la Baltique, nécessitant des installations supplémentaires. Nouvelle charge législative à Washington. Le 15 juillet, le Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères US) annonce une «mise à jour» de la loi précédente: désormais, toutes les entreprises participant à Nord Stream 2 - des navires posant les tubes jusqu'au personnel assurant son fonctionnement et, pourquoi pas, au fleuriste qui décore le bureau du patron - sont passibles de sanctions particulièrement salées, détaillées dans une lettre envoyée le 5 août par le Sénat américain. Et ce de manière rétroactive, c'est-à-dire quelle que soit la date à laquelle ils ont commencé leurs activités. Le 9 août, le ministre des Affaires étrangères allemand, Heiko Maas, téléphone à son homologue américain, Mike Pompeo, pour lui «faire part de sa stupeur et de son mécontentement». Le 16 août, c'est au tour de l'Espagnol Josep Borrell, vice-président de la Commission européenne, de publier un communiqué dénonçant l'«application de sanctions extraterritoriales comme contraires au droit international», sans toutefois évoquer la moindre mesure de rétorsion, contrairement à ce que demandait le Sénat français dans une proposition de résolution européenne votée un mois plus tôt. Ces molles protestations n'ont pas terrifié les Américains. En octobre, le Congrès - républicains et démocrates confondus - devrait voter l'extension des sanctions annoncées le 15 juillet. En attendant que Trump s'en prenne aux importations d'acier ou aux exportations de boudin français si elles «menacent la sécurité américaine» ?

6 septembre 2020..... En Allemagne, le gazoduc Nord Stream 2 est menacé. Des élus veulent que Mme Merkel sanctionne la Russie, accusée d'avoir empoisonné l'opposant Alexei Navalny. C'est le chantier le plus géopolitique d'Europe: sous le coup de sanctions américaines, critiqué par les pays d'Europe orientale, mis à mal par des directives européennes, le gazoduc Nord Stream 2 est désormais pris dans les mailles de l'affaire Navalny. Long de 1200 kilomètres, il doit acheminer 55 milliards de m3 de gaz par an en Europe et devait être initialement terminé fin 2019. Le tuyau sera exploité par le géant russe Gazprom, mais il est cofinancé par cinq groupes européens, dont le français Engie, pour un coût total de 9,5 milliards d'euros. Le chantier est terminé à 94%, mais il est interrompu depuis décembre 2019, à cause de sanctions américaines très spécifiques. En Allemagne, depuis qu'Angela Merkel a révélé, le 2 septembre, que le leader de l'opposition russe, hospitalisé à Berlin après avoir été victime d'un malaise dans un vol commercial en Sibérie, avait été empoisonné par un produit de la famille du novitchok, la pression monte autour de la chancelière allemande. Et pour certains, la réponse apparaît évidente : interrompre Nord Stream 2 constituerait pour le président russe, Vladimir Poutine, une sanction à la hauteur du «crime» - terme employé par Mme Merkel dont a été victime M. Navalny. Au sein même de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de la chancelière, plusieurs voix se sont exprimées en ce sens. «Poutine ne comprend qu'un seul langage : celui du gaz et de l'argent», a ainsi déclaré Norbert Rottgen, le président de la commission des affaires étrangères du Bundestag et candidat à la présidence de la CDU, le 4 septembre, au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. «Finaliser Nord Stream 2 serait pour Poutine la confirmation qu'il peut continuer à faire la même politique qu'aujourd'hui. C'est pourquoi l'Europe doit décider d'arrêter Nord Stream 2.» Il a été rejoint par un autre candidat à la présidence du parti conservateur, Friedrich Merz, qui ne cache pas ses ambitions de succéder à Mme Merkel après les élections législatives de septembre 2021. «J'étais jusqu'alors favorable à un achèvement du chantier, malgré quelques réserves. Mais après l'empoisonnement de Navalny, il est temps que l'Europe réagisse. C'est pourquoi je propose de suspendre immédiatement les travaux pendant deux ans - un moratoire, en somme. C'est la seule chose que Poutine peut entendre», a déclaré M. Merz, au quotidien Bild. Pour la chancelière allemande, ces pressions - venues de deux rivaux internes au sein de la CDU - n'en rendent pas moins la partie délicate. D'abord, parce qu'un renoncement à Nord Stream 2



constituerait, pour elle, un reniement. «Nous pensons que ce projet doit aboutir et nous agissons dans ce sens», déclarait-elle, le 1er juillet à la tribune du Bundestag. Ensuite, parce qu'au sein de la CDU, le gazoduc compte de nombreux avocats, à commencer par le ministre de l'économie, Peter Altmaier. Celui-ci a mis en garde, le 3 septembre, contre les conséquences d'un arrêt brutal : «L'Allemagne est en train de sortir du charbon et du nucléaire. Nous avons donc besoin de plus de gaz. Or où allons-nous le trouver ? » Enfin, la chancelière doit tenir compte du Parti social-démocrate (SPD), partenaire de son gouvernement de «grande coalition». Or celui-ci, qui a toujours tenu à soigner ses relations avec la Russie, à l'instar de l'ancien chancelier Gerhard Schröder, président du conseil de surveillance de Nord Stream, fait majoritairement bloc derrière le projet. «Le gouvernement doit continuer de soutenir Nord Stream 2 », a prévenu, Nils Schmid, vice-président du groupe SPD du Bundestag, ajoutant que d'autres sanctions étaient envisageables à l'encontre de la Russie, comme l'interdiction de visas pour certaines personnalités. «Un abandon du projet apparaît comme possible, c'est une question de volonté. Mais si tel était le cas, les conséquences géopolitiques seraient très lourdes. Cela constituerait un réel changement de paradigme», estime la chercheuse Kirsten Westphal, spécialiste des questions énergétiques à l'Institut allemand de politique internationale et de sécurité. Côté français, le ton est monté, ces derniers jours. Pour la première fois, fin août, Emmanuel Macron a exprimé publiquement, devant des journalistes, ses doutes sur ce projet: «Je ne pense pas que l'approche qu'on doit avoir à l'égard de la Russie soit empreinte de naïveté, mais je ne pense pas qu'elle doive se nourrir d'un accroissement de notre dépendance. C'est ce qui a toujours nourri ma réserve sur le projet Nord Stream 2. La chancelière le sait.» Ces difficultés qui entourent le chantier s'ajoutent aux menaces de nouvelles sanctions américaines, cette fois-ci beaucoup plus étendues, qui sont en préparation au Sénat, à Washington. Un texte de loi propose d'élargir considérablement le périmètre des entreprises visées par des sanctions extraterritoriales. Plus de 120 entreprises européennes - principalement allemandes, mais aussi françaises - pourraient être visées pour leurs activités sur le Vieux Continent. Dans une lettre envoyée début août, trois sénateurs républicains menacent même de «destruction financière » le port de Sassnitz-Mukran, situé dans la circonscription de Mme Merkel, sur l'île allemande de Rügen, en mer Baltique, s'il ne cesse pas sa participation à la construction du gazoduc.

6 janvier 2021..... Nord Stream 2 : les Etats-Unis amplifient les sanctions. Le chantier du gazoduc est presque terminé, mais de nouvelles contraintes pourraient y mettre un terme. Est-ce un coup fatal porté au chantier gazier le plus controversé d'Europe ? En votant, vendredi 1er janvier, le budget de la défense des Etats-Unis, le Sénat américain a renforcé les sanctions de Washington contre Nord Stream 2, le gazoduc qui doit relier la Russie à l'Allemagne et dont la construction est terminée à 94%. La mention de cette nouvelle batterie de mesures est passée relativement inaperçue dans la bataille parlementaire ; il ne s'agit que de quelques lignes dans un texte qui répartit 740 milliards de dollars (605 milliards d'euros) de dépenses militaires, adopté dans un contexte tendu entre le Congrès et le président Donald Trump. Ce gazoduc de 1200 kilomètres de long doit acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz par an en Europe et devait être initialement terminé fin 2019. Le tuyau doit être exploité par le géant russe Gazprom, mais il est cofinancé par cinq groupes européens, dont le français Engie, pour un coût total de 9,5 milliards d'euros. Depuis son origine, il est soumis à de vives critiques, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne (UE). Plusieurs pays, notamment la Pologne, accusent la Russie de chercher à accentuer sa mainmise gazière sur le Vieux Continent. Le projet est également perçu comme une mesure de rétorsion politique de la part du président russe, Vladimir Poutine, vis-à-vis de l'Ukraine, par où transite aujourd'hui la majorité du gaz importé de Russie. Et officiellement, c'est pour cette raison que les Etats-Unis s'y opposent. Au Congrès des Etats-Unis, démocrates et républicains sont alignés sur cette question : ils voient dans le projet une augmentation de la dépendance européenne au gaz russe. Mais Washington considère également que les Européens devraient privilégier l'achat de gaz américain : la très forte croissance du gaz de schiste ces vingt dernières années a conduit à une production faramineuse. De premières sanctions américaines, prises en 2019, avaient déjà porté un sérieux coup d'arrêt au chantier. En visant spécifiquement le navire suisse-néerlandais qui pose les tuyaux, elles avaient bloqué les travaux, qui n'ont repris qu'en décembre 2020. Les nouvelles mesures sont plus larges, et visent notamment toutes les entreprises qui proposent «des services de tests, d'inspection ou de certification nécessaires ou essentiels à l'achèvement ou à l'exploitation du gazoduc Nord Stream 2». Là aussi, la formulation est assez précise. et cible en creux des entreprises européennes qui se sont déjà engagées dans ces processus. C'est par exemple le cas du groupe norvégien DNV GL, qui devait certifier la conformité du tuyau. Il a déjà fait savoir, après le vote américain, qu'il ne travaillerait plus sur le projet. «Sans certification, les assureurs ne suivront pas, ce qui met en péril la mise en service du gazoduc », explique Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Energie & Climat de l'Institut français des relations internationales. «Je suis heureux que la loi sur le budget de la défense augmente la portée des activités sous sanctions pour empêcher l'achèvement du gazoduc», expliquait, en décembre 2020, le sénateur républicain de l'Idaho Jim Risch, pour qui ces sanctions sont «des outils importants pour contrer l'influence néfaste de la Russie». Le texte ne s'embarrasse pas de diplomatie : il prévoit simplement que les Etats-Unis devront informer leurs partenaires de la mise en œuvre de ces sanctions... qui vont pourtant concerner des entreprises européennes sur le sol européen. Une rédaction qui révèle la faiblesse des Vingt-Sept sur le sujet. «L'UE fait le service minimum, mais tout ça est très convenu parce que les Européens sont démunis face aux sanctions américaines », analyse Marc-Antoine Eyl-Mazzega. L'imminence de ces sanctions suscite depuis des mois l'ire de Berlin, qui voit ces mesures extraterritoriales comme une violation de souveraineté. «Le gouvernement allemand ne changera pas d'avis au sujet de Nord Stream 2, assurait le ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, fin décembre. Nul besoin de parler de souveraineté européenne si cela doit signifier qu'à l'avenir nous n'agissons que selon la volonté de Washington. » Mais la



riposte européenne apparaît pourtant désordonnée et discrète : à l'été 2020, Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, avait qualifié les sanctions américaines d'«inacceptables» et de «contraires à la loi internationale», sans que cela soit suivi d'effet. D'autant que plusieurs pays, comme la Pologne ou le Danemark, opposés au gazoduc, ne se pressent pas pour condamner les sanctions américaines. En France, le président Emmanuel Macron entretient une forme d'ambiguïté sur la question. Il avait ainsi souligné en août 2020 avoir toujours eu «des réserves» sur ce projet. Pour la chancelière allemande, Angela Merkel, Nord Stream 2 est au contraire un pilier important de sa politique énergétique : le pays sort progressivement du nucléaire et a entamé la fermeture de ses centrales à charbon, et va avoir besoin de gaz. Le consortium mené par Gazprom refuse de commenter les nouvelles sanctions mais assure que le projet ira à son terme. C'est également la ligne défendue à Moscou. «Ceux qui veulent que ce projet soit réalisé, à savoir les pays et les entreprises européennes, le soutiennent. Je suis certain que, grâce à ce soutien le projet sera mis en œuvre», a assuré, lundi 4 janvier, le vice-premier ministre russe, Alexandre Novak. Mettre en avant le soutien des Européens est «habile», estime Céline Bayou, chercheuse associée au Centre de recherches Europes-Eurasie, à l'Institut national des langues et civilisations orientales: «Moscou renvoie ainsi Américains et Européens dos à dos et joue de leurs éventuelles bisbilles». Selon elle, ces sanctions américaines ne sont «pas un point final»: «Les intérêts des uns et des autres sont assez complexes pour que chacun finisse par trouver un compromis». Plus pessimiste, Mikhail Kroutikhin, expert russe des questions énergétiques à l'Agence RusEnergy, est quant à lui convaincu que le projet ne verra pas le jour tant que ces sanctions ne seront pas levées.

26 janvier 2021..... Face à la Russie, il faut arrêter le gazoduc Nord Stream 2. Les ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept, réunis le 25 janvier, vont évoquer un sujet familier : les sanctions contre la Russie. Depuis la décision du président Vladimir Poutine, en 2014, d'annexer la Crimée et d'appuyer militairement les groupes prorusses dans l'est de l'Ukraine, l'Union européenne est régulièrement confrontée au défi de la gestion de ses relations avec cet imposant et menaçant voisin. Les tentatives de dialogue, comme celle qu'a essayée le président Emmanuel Macron en 2019, s'étant révélées vaines, l'UE en est réduite à brandir l'arme des sanctions à chaque nouvelle incartade russe. Une batterie de sanctions économiques prises en riposte à la crise ukrainienne est reconduite tous les six mois depuis six ans, à l'unanimité des États membres. D'autres, plus limitées, ont été prises en 2019 après l'empoisonnement au Royaume-Uni de l'ex-agent double Sergueï Skripal au Novitchok, arme chimique interdite par le droit international, puis de nouveau en octobre 2020, à la suite de la tentative d'assassinat sur l'opposant Alexeï Navalny, à l'aide de la même substance. Rien de tout cela n'a produit de résultat politique, même si les sanctions ont affaibli l'économie russe. La répression s'est même durcie, la société civile de plus en plus bridée. A l'étranger, des dizaines de milliers de civils sont morts sous les bombes d'avions russes en Syrie, des mercenaires expédiés de Russie sèment le trouble en Libye et en Afrique. En Biélorussie, l'autocrate Loukachenko ne résiste à six mois de contestation populaire que grâce à l'appui de Moscou. Ce qui s'est passé en Russie depuis le 20 août, date de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, change la donne. Le refus de Moscou d'ouvrir une enquête, l'arrestation de l'opposant le 17 janvier, à son retour d'Allemagne, le durcissement de la législation répressive en décembre, la gestion des manifestations du 23 janvier exigent une attitude plus ferme de l'UE. Cela peut être des sanctions mieux ciblées, visant des responsables russes plus proches du centre de décision ou des riches oligarques qui ont acquis des biens et placé leur argent dans les pays de l'UE. Il existe d'autres leviers, et notamment celui du gazoduc Nord Stream 2, projet de 10 milliards d'euros, achevé à 90%, qui doit doubler les capacités d'acheminement de gaz russe vers l'Allemagne. Ce levier, c'est à Berlin de l'actionner, comme l'a diplomatiquement souligné dimanche 25 janvier le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, après avoir dénoncé la «dérive autoritaire très inquiétante» de Moscou. Moins diplomate, le Parlement européen a demandé jeudi l'arrêt immédiat du gazoduc à une majorité écrasante. La chancelière Angela Merkel s'y refuse. Cette position, cependant, est de moins en moins tenable, pas plus que n'est justifiable le maintien de l'ex-chancelier Gerhard Schröder à la présidence de Nord Stream 2, propriété du géant russe Gazprom. Nord Stream 2 est aussi une pomme de discorde ente Berlin et Washington, qui frappe de sanctions extraterritoriales les entreprises européennes participantes. Mme Merkel s'est dite prête à en parler avec le président Joe Biden. Levée des sanctions américaines contre arrêt des travaux : c'est une issue possible. Mais, d'une manière ou d'une autre, l'UE ne peut plus se soustraire à un sérieux réexamen de sa politique à l'égard de la Russie et de ses voisins, qui passera par un alignement de ses actes sur les valeurs que les Européens affirment défendre.

29 janvier 2021..... En Allemagne, la peur d'un abandon de Nord Stream 2. Sur les bords de la Baltique, des communes s'indignent des sanctions américaines sur le projet du gazoduc russe. Au bord de la Baltique, à cinquante kilomètres de la frontière polonaise, Lubmin s'affiche comme un paradis touristique: «De longues plages, des rochers et des pittoresques forêts de pins offrent un cadre naturel d'une grande pureté. De douces vagues roulent le long de la zone de baignade, couverte de sable fin. Grâce au climat maritime et à l'air sain venant du large, détente et loisirs sont garantis», peut-on lire sur le site Internet de cette commune allemande de 2000 habitants, située dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Mais Lubmin n'est pas que cela. A quelques encablures de la station balnéaire, on y trouve aussi un port industriel, une ancienne centrale nucléaire - la plus grande de l'ex-RDA -, une importante usine de lubrifiants pour moteurs et le point d'arrivée de deux gazoducs en provenance de Russie : Nord Stream 1, inauguré fin 2011, et Nord Stream 2, dont le chantier est achevé à 94% mais dont personne ne sait s'il fonctionnera un jour en raison des oppositions qu'il suscite à Washington. Les Etats-Unis cherchent en effet à torpiller le projet à coups de sanctions contre les entreprises y participant, et plusieurs pays européens, dont la Pologne, y voient un dangereux instrument qui permettrait à la Russie d'accroître son influence en Europe. Pour le maire de Lubmin, Axel Vogt, un tel scénario - celui d'un abandon de Nord Stream 2, qui doit



acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz russe par an en Europe - est tout simplement «inévitable». Certes, cet élu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de la chancelière Angela Merkel, est au courant de la nouvelle batterie de sanctions votées par le Sénat américain, le 1er janvier, et de la position du président des Etats-Unis, Joe Biden, tout aussi hostile au projet soutenu par son prédécesseur Donald Trump. Mais il sait également que le navire russe Portune a quitté le port allemand de Wismar en direction des eaux danoises, à la mi-janvier, pour reprendre les travaux de construction du pipeline, interrompus depuis fin 2019. «Je n'imagine pas qu'un projet de cette ampleur, qui a coûté des milliards d'euros et dont le chantier est quasiment terminé, ne voie pas le jour », explique M. Vogt. «Optimiste », le maire de Lubmin - pour qui l'entrée en service de Nord Stream rapporterait 1,5 million d'euros par an en taxes professionnelles - l'est aussi en raison du soutien apporté par les autorités allemandes. Celui de Mme Merkel, d'abord, qui a de nouveau déclaré, jeudi 21 janvier, que «sa position sur Nord Stream 2 n'a pas changé ». Celui d'Armin Laschet, élu président de la CDU le 16 janvier, qui a toujours dit qu'il souhaitait l'achèvement du chantier. Et celui, enfin, du gouvernement régional de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, dont la ministre-présidente, Manuela Schwesig, membre du Parti social-démocrate (SPD), a récemment annoncé la création d'une fondation dont l'un des objectifs affichés est de garantir la poursuite des travaux grâce à un statut juridique lui permettant d'acheter du matériel de construction sans tomber sous le coup des sanctions américaines. «Le gouvernement régional soutient le projet. le gouvernement fédéral aussi : je ne vois pas comment on pourrait dire aujourd'hui qu'on arrête tout », explique M. Vogt, qui balaie l'argument de la souveraineté, brandi par les opposants au projet: «Ceux qui accusent la Russie de se servir de Nord Stream pour rendre l'Europe dépendante de son gaz sont les mêmes qui se laissent intimider par les Etats-Unis. Je ne dis pas ça par antiaméricanisme, mais parce que je sais que la Russie est un partenaire fiable avec qui nous avons de bonnes relations », explique l'élu. Ce dernier cite les «nombreux investissements russes déjà présents dans la région » avant de faire ce rappel : «Beaucoup de gens ici ont grandi à l'époque du rideau de fer. Moi-même j'ai appris le russe à l'école et passé un bac russe. Ce n'est pas parce que le rideau de fer est tombé que les liens de cette partie de l'Allemagne avec la Russie se sont distendus. » A une cinquantaine de kilomètres plus à l'ouest, sur l'île de Rügen, Franz Kracht est du même avis. Membre du parti de gauche Die Linke, le maire de la petite ville de Sassnitz approuve son homologue chrétien-démocrate de Lubmin. «Nord Stream 2 n'est pas un projet politique, mais c'est devenu un sujet politique. Je le regrette car l'enjeu est économique : l'Allemagne, qui est sortie du nucléaire et va sortir du charbon, a absolument besoin de gaz en ce moment», affirme cet élu. Pour lui, Nord Stream est d'abord un grand projet industriel qui représente une chance économique pour cette région du nord de l'Allemagne un peu isolée du reste du pays. Pendant des années, d'abord avec Nord Stream 1 puis avec Nord Stream 2, le port de Sassnitz-Mukran a servi de lieu de production d'environ la moitié des tuyaux du pipeline (l'autre moitié a été produite en Finlande) et de plate-forme logistique au chantier. Plusieurs centaines d'ouvriers et d'ingénieurs sont venues y travailler, au grand profit des petites entreprises locales et des commerces, qui ont vu leurs revenus assurés au-delà de la haute saison touristique. Pour cette raison, le port est aujourd'hui menacé de sanctions par les Etats-Unis. Ce qui met M. Kracht hors de lui: «Les Etats-Unis n'ont pas à s'ingérer dans des affaires qui regardent l'Allemagne et l'Europe. J'attends du gouvernement fédéral qu'il fasse en sorte qu'aucune puissance étrangère ne s'immisce dans notre politique énergétique », explique l'élu dont la commune se trouve dans la circonscription de Mme Merkel. Parmi les partis politiques allemands, il n'y a guère que **les Verts** qui font unanimement bloc contre le projet, Ces jours-ci, leur indignation se concentre tout particulièrement sur la fondation créée par le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. «Une manœuvre d'un culot inouï», dit la députée Claudia Müller à propos de cette structure subventionnée à hauteur de 200 000 euros par la région et à laquelle Nord Stream, propriété du géant russe Gazprom, a promis de verser 20 millions d'euros officiellement pour financer des projets en lien avec la défense de l'environnement. «La protection de l'environnement n'est qu'un des buts de cette fondation. L'autre est de servir d'intermédiaire avec Nord Stream 2 à travers rachat de matériel nécessaire à la poursuite du chantier à des entreprises visées par les sanctions américaines », explique Mme Müller. Controversée, cette fondation embarrasse jusqu'au gouvernement. «C'est une initiative du Land; pas du gouvernement fédéral », a commenté, le 11 janvier, le ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, pourtant membre du même SPD que la présidente de la région. De son côté, l'association environnementale Deutsche Umwelthilfe a décidé de saisir la justice allemande et la Commission européenne, estimant qu'il y a là une utilisation abusive de la loi sur les fondations ainsi qu'une violation des règles communautaires en matière d'aides d'Etat. «S'agissant du chantier lui-même, je crois qu'il va finir par être achevé, explique Mme Müller. En revanche, il n'est pas sûr qu'il obtienne les certifications nécessaires. C'est là-dessus que se fondent aujourd'hui nos espoirs. »



28 février 2021..... Europe : Nord Stream 2 sème la zizanie. C' est un dossier qui empoisonne les relations européennes, entre les Etats membres voulant privilégier une relation réaliste avec la Russie et ceux prônant une action vigoureuse pour réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de ce pays. Le 22 février, à Bruxelles, lorsque les ministres des affaires étrangères européens se sont réunis pour adopter un projet de sanctions contre des dirigeants russes impliqués dans l'arrestation et l'incarcération de l'opposant Alexeï Navalny le sort réservé à Nord stream 2, un gazoduc sous-marin de



1200 kilomètres destiné à relier la Russie à l'Allemagne, a été écarté des discussions, du moins officiellement. «C'est un projet commercial, nous n'avons pas à parler de cela », tranchait un participant. Habituelles pirouettes de la diplomatie européenne : la question a pourtant bel et bien été mise sur la table. Le matin même de la réunion, le ministre polonais des affaires étrangères, Zbigniew Rau, et son collègue ukrainien, Dmytro Kuleba, dénonçaient, dans une tribune, un projet renforçant, selon eux, la maîtrise de Moscou sur les livraisons de gaz, «sabotant» la politique énergétique de l'Union européenne et «coupant l'Ukraine du reste de l'Europe». Du côté des défenseurs du projet, tout le monde feint d'oublier que l'une des conditions fixées en 2018 était que l'Allemagne ne ferait transiter du gaz par Nord Stream 2 que si Moscou continuait de faire passer par l'Ukraine une partie de sa production pour l'Europe. Soucieux des conséquences diplomatiques de son soutien indéfectible au gazoduc, le gouvernement de la chancelière allemande, Angela Merkel, avait dû se rallier à cette exigence des opposants à Nord Stream 2. «En cela, vous voyez, ce n'est pas seulement un projet économique, il y a aussi des considérations politiques », déclara, à l'époque, Mme Merkel, admettant pour la première fois la dimension «politique» du sujet. Ce 22 février, illustrant l'éternel conflit entre les valeurs et les intérêts, le ministre des affaires étrangères allemand, Heiko Maas, a, pour sa part, rappelé à ses partenaires européens que quelque 150 firmes allemandes, mais aussi françaises, autrichiennes ou néerlandaises, sont impliquées dans une réalisation qui, si elle était abandonnée, entraînerait le gaspillage de plusieurs milliards d'euros, littéralement jetés à la mer. Nord Stream 2, dont la construction devait s'achever fin 2019, doit permettre au géant russe Gazprom d'acheminer annuellement 55 milliards de mètres cubes de gaz vers l'Europe. Le projet, dont le coût total s'élève à 9,5 milliards d'euros, est financé à moitié par Gazprom et à moitié par cinq groupes européens : le français Engie, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV et l'anglo-néerlandais Shell. Ces derniers devaient à l'origine participer à la construction, mais, étant donné les difficultés diplomatiques, ils se sont résolus à ne prendre part qu'aux opérations financières. Face à de telles réalités, difficile pour l'Ukraine de faire entendre sa voix. «Nous nous opposons fermement à la construction de Nord Stream 2, projet 100% anti-ukrainien qui constitue une nouvelle tentative russe d'utiliser l'énergie comme un outil de pression politique et de chantage », déclarait, le 11 février, le vice-ministre de l'économie, du commerce et de l'agriculture, Taras Kachka. L'Ukraine redoute que la Russie, avec laquelle elle est en guerre depuis 2014 dans le Donbass, finisse bel et bien par la contourner, la privant ainsi d'une source importante de revenus. En 2019, Gazprom a fourni à l'Europe 199 milliards de mètres cubes de gaz naturel, dont 40% environ ont transité par le territoire ukrainien. Cette même année, le groupe russe a conclu avec Kiev un accord soldant quelque 3 milliards de dollars (2,46 milliards d'euros) d'arriérés de frais de transit, et prévoyant le transit d'au moins 65 milliards de mètres cubes de gaz russe en 2020 et 40 milliards de mètres cubes par an de 2021 à 2024, dans ses tuyaux. Mais l'Ukraine insiste : elle a actuellement la capacité de délivrer 270 milliards de mètres cubes par an à l'Europe, soit davantage que le volume prévu par Gazprom sur la période 2020-2030 (200 milliards de mètres cubes par an). Selon elle, Nord Stream 2 est donc «injustifiable» sur le plan économique. Donner au président russe, Vladimir Poutine, ce qu'il veut obtenir, dans le contexte de fortes tensions avec l'UE, «enverrait un mauvais message et encouragerait l'hostilité du Kremlin », estiment les autorités ukrainiennes dans une note diplomatique lue par Le Monde. Abandonner le projet permettrait, en revanche, de renforcer «l'unité européenne», mais aussi «l'image de l'Allemagne, ternie par l'ingérence et la manipulation continue du Kremlin », relève ce document. Nord Stream 2 a, en apparence, tout d'un chantier classique et doit dupliquer Nord Stream 1, qui alimente sans histoires l'Europe en gaz depuis 2012. Le projet est toutefois au cœur de trois batailles, désormais. Politique, avec la défiance de certains pays membres envers la Russie; commerciale, avec la «guerre» autour du gaz qui oppose les Etats-Unis et la Russie; énergétique, avec une zizanie interne à l'Union européenne quant à la ligne à suivre sur la coopération dans ce domaine avec le Kremlin. Pour ses promoteurs, le tuyau géant répond d'abord au défi de la baisse de la production de gaz en Europe, avec la fermeture anticipée, pour des raisons de sécurité, du champ historique de Groningue, aux Pays-Bas. Les groupes gaziers - contestés par d'autres acteurs du secteur énergétique - soutiennent, en outre, que l'Europe connaîtra une forte augmentation de ses besoins dans les vingt prochaines années et que Nord Stream 2 lui fournira la solution. Un autre impératif est mis en avant, plus financier et plus tactique : depuis dix ans, la révolution du gaz de schiste aux Etats-Unis a entraîné une modification du paysage mondial des hydrocarbures. Les Américains veulent exporter leur production vers l'Europe en chargeant du gaz naturel liquéfié (GNL) sur des navires méthaniers. Pour les gaziers européens, cette nouvelle source d'approvisionnement est une aubaine: disposant d'une alternative, ils peuvent enfin forcer les Russes à ne pas augmenter leurs prix. Nord Stream 2 entrerait donc dans la logique d'un équilibre entre Russes et Américains, recherché par l'Union européenne. Autre facteur à relever : la politique énergétique allemande subit depuis plus de dix ans une véritable révolution. L'Energiewende - la transition énergétique poursuivie par le pays - a conduit à programmer une fermeture des centrales nucléaires, un processus qui devrait s'achever en 2022. Berlin s'est également engagé à abandonner ses très polluantes centrales à charbon d'ici à 2038. Restent, dès lors, les énergies renouvelables, qui ont connu un très fort développement, et... le gaz. La feuille de route allemande prévoit de s'appuyer massivement sur la production d'électricité à partir de gaz. D'où la nécessité, pour les autorités, de voir le gazoduc se réaliser. Actuellement, 94% des travaux de Nord Stream 2 sont terminés, mais une succession de sanctions décidées par les Etats-Unis a porté un coup très dur au projet. A l'hiver 2019, elles ont conduit au retrait du bateau de la compagnie néerlandais-suisse qui posait les tuyaux. Depuis le début de 2021, elles visent les entreprises qui proposent «des services de tests, d'inspection ou de certification nécessaires ou essentiels à l'achèvement ou à l'exploitation du gazoduc Nord Stream 2 ». Une formulation qui vise notamment l'entreprise de spécification des gazoducs DNV GL. Ce groupe norvégien a déjà annoncé son retrait. Pour tenter de contourner les sanctions, les autorités



locales allemandes ont mis sur pied une fondation publique, mais, à Washington, Nord Stream 2 hérisse tant les démocrates que les républicains, et de nouvelles mesures restrictives pourraient être décrétées. S'entretenant par visioconférence durant près de deux heures, le 22 février, avec le nouveau secrétaire d'Etat, Antony Blinken, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont pris soin d'éviter la question. Depuis le début, Washington a expliqué que son opposition au projet visait à défendre la position de l'Ukraine et à ne pas laisser l'Europe accroître sa dépendance au gaz russe. Autre objectif, moins avoué : pousser les Européens à acheter du gaz américain, du «freedom gas » (gaz de la liberté), comme le disait Donald Trump. La surproduction des Etats-Unis a amené le pays à se doter de puissantes installations d'exportation pour écouler ses stocks. L'ancien président avait d'ailleurs poussé Mme Merkel à s'engager, en échange de la construction de Nord Stream 2, sur l'importation de gros volumes de gaz américain et sur un investissement de 1 milliard d'euros à cette fin. Selon une lettre publiée, début février, par l'association de défense de l'environnement Deutsche Umwelthilfe, confirmant des révélations de l'hebdomadaire Die Zeit, le ministre des finances allemand, Olaf Scholz (Parti social-démocrate: SPD), aurait proposé ce deal au secrétaire américain au Trésor, en août 2020, à condition que les Etats-Unis «autorisent la construction et l'exploitation de Nord Stream 2 ». Si la porte-parole du gouvernement allemand a refusé de commenter cette information, expliquant que toute correspondance de cette nature est confidentielle, la lettre montre jusqu'où Berlin entend aller pour sauver Nord Stream 2. Il reste que les concessions européennes ont toujours été jugées insuffisantes par l'administration américaine, qui constate que les terminaux d'importation sur les côtes européennes restent sous-utilisés, l'acheminement par gazoduc depuis la Russie, la Norvège et l'Algérie restant moins coûteux. Même si les travaux pour rendre Nord Stream 2 opérationnel ont repris en décembre, certains, en Europe, sont désormais persuadés que la pression américaine empêchera l'achèvement du chantier ou, en tout cas, la mise en service du pipeline. «Un blocage sans précédent, analyse le directeur du centre énergie de l'Institut français des relations internationales, Marc-Antoine Eyl-Mazzega. Il est possible que les Russes arrivent à finir le chantier, mais qu'ensuite le tuyau reste vide et inutilisé. Les grands projets comportent des risques, les entreprises qui les financent le savent ». Les groupes européens impliqués dans le projet ne masquent pas leur embarras. «Les milliards d'euros investis sont maintenant au fond de l'eau, c'est vrai, reconnaît un haut dirigeant du secteur gazier. Mais le gazoduc finira par fonctionner, il faut qu'on soit patients ! » Dans l'intervalle, le gaz continue de circuler par l'Ukraine, et certains observateurs jugent désormais que Nord Stream 2 arrivera trop tard, à un moment où les besoins européens en gaz baisseront plutôt qu'ils n'augmenteront. «L'accord signé [en 2019] entre la Russie et l'Ukraine prouve qu'on peut tout à fait fonctionner sans le nouveau gazoduc », remarque Thierry Bros, professeur associé à Sciences Po. Le gouvernement ukrainien est moins optimiste, craignant qu'à terme le Kremlin impose de nouvelles mesures de rétorsion. A Bruxelles, c'est l'intérêt des infrastructures gazières elles-mêmes qui est désormais débattu. Dans les négociations sur le Green Deal («pacte vert»), plusieurs groupes politiques ont plaidé pour la fin des investissements dans des gazoducs, seules la gauche radicale et l'extrême droite russophile soutenant ouvertement Nord Stream 2. Quant à Werner Hoyer, le président de la Banque européenne d'investissement, il estimait, fin janvier, que, «pour dire les choses simplement, le gaz, c'est terminé ». De quoi influencer sur le projet Nord Stream 2 et s'interroger sur la place à réserver à cet hydrocarbure dans la transition énergétique européenne. La consommation de gaz naturel produit des gaz à effet de serre et contribue activement au changement climatique. Moins que le charbon, cependant, ce qui permet aux lobbys défenseurs du gaz d'affirmer que cette énergie est nécessaire, au moins pour une durée donnée, pour atteindre les objectifs climatiques. A l'inverse, les écologistes estiment qu'investir dans le gaz, aujourd'hui, risque d'enfermer les Européens dans un usage important de cet hydrocarbure à long terme. Berlin, pourtant, n'est toujours pas prêt à remettre en question son soutien au projet Nord Stream 2. Ni la cyberattaque massive contre le Bundestag (2015), ni le meurtre d'un citoyen géorgien d'origine tchèque dans un parc de la capitale (2019), ni l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny (2020) n'ont d'ailleurs fait fléchir le gouvernement, qui a officiellement accusé la Russie d'être à l'origine de chacun de ces agissements. «Vous connaissez la position du gouvernement fédéral », a de nouveau déclaré Angela Merkel, le 6 février, alors qu'un journaliste lui demandait si l'expulsion, par le Kremlin, de trois diplomates européens - dont un Allemand -, accusés d'avoir participé à des manifestations en faveur de M. Navalny, pouvait la faire changer d'avis. A l'exception des Verts et de quelques membres de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) -le parti de Mme Merkel-, l'ensemble des forces politiques allemandes est favorable au gazoduc. A commencer par le SPD, membre de la «grande coalition» au pouvoir à Berlin, et dont l'ancien président, l'ex-chancelier Gerhard Schröder (1998-2005), est à la tête du conseil d'administration de Nord Stream. Après avoir insisté pendant des années sur l'intérêt purement économique du projet, l'Allemagne met de plus en plus en avant sa dimension géopolitique. Au point d'aller jusqu'à invoquer l'histoire pour en justifier le bien-fondé. A l'instar du président de la République fédérale, Frank-Walter Steinmeier, qui s'est récemment référé aux millions de Soviétiques morts pendant la seconde guerre mondiale pour défendre ce projet comme «l'un des derniers ponts entre la Russie et l'Europe ». L'ambassadeur d'Ukraine à Berlin a publié un communiqué affirmant qu'«il est particulièrement cynique d'introduire dans ce débat les horreurs de la terreur nazie et d'attribuer à la seule Russie les millions de victimes soviétiques de la guerre d'extermination par l'Allemagne». Les propos de M. Steinmeier, ancien chef de la chancellerie fédérale sous Gerhard Schröder, ont, quoi qu'il en soit, confirmé, une fois de plus, la détermination des responsables allemands à soutenir Nord Stream 2. De quoi hérisser les partenaires européens de Berlin, avec, en tête, la Pologne. Appuyée par une Commission européenne, présidée par Jean-Claude Juncker, alors très dubitative, le pays avait tenté de peser sur le projet. Andrzej Przystalski, ambassadeur de Pologne à Berlin, confiait récemment à la lettre Contexte que, dès que la Russie aurait une alternative au passage par l'Ukraine, elle pourrait remettre



en question le processus de Minsk, qui a gelé le conflit territorial entre Moscou et Kiev. Les Etats baltes et la Slovaquie - qui, pour sa part, risque de perdre de précieux droits de transit - ont également clamé leur désaccord. Mais le pays le plus récalcitrant est sans doute le Danemark. Alors que le gazoduc devait longer une de ses îles et traverser ses eaux territoriales, il a délibérément, mais sans s'opposer officiellement au projet, retardé la délivrance des autorisations nécessaires. Le consortium, qui a finalement été obligé de modifier le tracé du pipeline, afin de contourner les eaux danoises, s'indigne et s'interroge: «L'attitude du Danemark est-elle liée à des pressions américaines ? » La position de la France est, elle, ambiguë. Dans un premier temps, elle avait défendu mollement le projet, sans en faire un sujet central, l'Elysée considérant qu'il s'agissait pour l'essentiel d'une «affaire allemande». Puis Emmanuel Macron a semblé changer de cap à l'été 2020, en déclarant: «Je ne pense pas que l'approche qu'on doit avoir à l'égard de la Russie soit empreinte de naïveté, mais je ne pense pas qu'elle doive se nourrir d'un accroissement de notre dépendance», expliquait-il. Et de poursuivre: «C'est ce qui a toujours nourri ma réserve sur le projet Nord Stream 2. La chancelière [Angela Merkel] le sait ». L'affaire Navalny a accentué le clivage. Clément Beaune, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, a ainsi estimé, début février, que l'abandon du projet était une option pour augmenter la pression sur Moscou après l'arrestation de l'opposant russe. Il a cependant été rapidement recadré par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. «Il ne faut pas confondre les sujets. Nous avons, avec les Allemands, une discussion sur Nord Stream, mais elle concerne essentiellement les enjeux de souveraineté énergétique européenne», a-t-il expliqué, paraissant dissocier les relations avec la Russie de la question énergétique. A Moscou, l'image d'une Union européenne divisée a toujours de quoi réjouir... sauf lorsqu'un projet qui l'intéresse directement est en cause. Or, Nord Stream 2 y est jugé stratégique, et le président Vladimir Poutine ne ménage pas ses efforts pour le soutenir. Depuis son accession au pouvoir, il a toujours gardé la haute main sur les sujets gaziers, et il s'est montré prompt à en faire une arme - que ce soit pour acheter des loyautés ou punir des voisins récalcitrants. C'est d'ailleurs ce passif, symbolisé par les «guerres du gaz» successives avec l'Ukraine entre 2005 et 2009, pendant lesquelles la Russie avait cessé les approvisionnements qui contribue à la méfiance de bon nombre d'Européens. Lors de sa conférence de presse annuelle, le 17 décembre 2020, le président a rappelé la position de son pays : Nord Stream 2 est «un projet purement économique» qui va dans le sens des intérêts nationaux des Européens. Pour la Russie, où les hydrocarbures représentaient 62% des exportations en 2019, les considérations économiques ont, de fait, leur importance. Mais le dossier gazier reste toutefois soumis à des critères très politiques, comme l'a rappelé la construction récente du gazoduc Force de Sibérie, entre la Russie et la Chine. De l'avis de nombreux experts, ce gigantesque projet, évalué à 55 milliards de dollars, avec une capacité de livraison vers la Chine de 38 milliards de mètres cubes par an, ne pourra jamais être rentable. Il s'agissait surtout, pour Moscou, au début de la construction, en 2014, de démontrer que la Russie n'avait pas peur de tourner le dos à l'Occident. L'intérêt de Nord Stream 2 est, lui aussi, sujet à débat en Russie, mais les responsables mettent les obstacles au projet uniquement sur le compte des manœuvres américaines, présentées aussi bien comme une concurrence déloyale que comme une volonté de nuire au pays. Et Moscou le répète comme un mantra : le projet sera bel et bien mené à son terme. C'est encore ce qu'a dit M. Poutine à la mi-décembre, et c'est ce qui était martelé par le ministre russe de l'énergie, Alexandre Novak, à la mi-février. Cette assurance n'est toutefois pas unanimement partagée. Mikhaïl Kroutikhine, expert au cabinet de conseil RusEnergy, juge que les sanctions décrétées par les Etats-Unis rendent impossible l'achèvement du projet, notamment de la partie restant à construire en eau profonde, spécifiquement visée par Washington. Un autre spécialiste, Igor Iouchkov, analyste au Fonds national de sécurité énergétique, a récemment décrit, dans un entretien au quotidien russe Moskoyski Komsomolets, les efforts déployés par Moscou pour enregistrer les bateaux utilisés au nom de firmes de complaisance éphémères. Ces manœuvres doivent aussi permettre de contourner certaines réglementations antimonopole exigées par Bruxelles. Nicu Popescu, directeur à l'European Council on Foreign Relations, voit, lui, l'abandon de Nord Stream 2 comme une nécessité pour les Européens, s'ils entendent obtenir un changement de cap dans leurs relations avec le pouvoir russe. «Une approche musclée est davantage susceptible de générer un engagement que des supplications diplomatiques et des tentatives peu convaincantes de flatteries géopolitiques», écrit-il, considérant que dix années de stratégies de ce type n'ont servi à rien. Un pari à tenter, peut-être, pour des Vingt-Sept toujours à la recherche d'un projet susceptible à la fois de contrer les menaces et les pressions russes, et de maintenir le «canal de dialogue» avec ce grand voisin qui semble de plus en plus vouloir s'y dérober.

21 mai 2021..... Joe Biden allège les sanctions sur le gazoduc Nord Stream 2 : En dépit de leurs divergences, Etats-Unis et Russie préparent une rencontre au sommet. C'est la répétition générale, un mois avant un possible sommet entre Joe Biden et Vladimir Poutine. Aucune date pour cette première rencontre entre le président américain et le chef du Kremlin n'a été donnée, le 19 mai, à l'issue des entretiens à Reykjavik entre Antony Blinken et Sergueï Lavrov. Mais, dans la capitale islandaise, en marge du conseil de l'Arctique, le secrétaire d'Etat américain et le ministre russe des affaires étrangères ont préparé la voie pour cette première rencontre bilatérale. Alors que les relations entre les deux pays sont au plus bas depuis la fin de la guerre froide, elle devrait avoir lieu à la mi-juin, dans un pays tiers en Europe, sans doute dans la foulée des réunions de Joe Biden avec les dirigeants du G7 et de l'OTAN. «Nous sommes prêts à discuter de toutes les questions, sans exception, à condition que la discussion soit honnête, avec les faits sur la table, et quelle se fonde sur un respect mutuel », a expliqué Sergueï Lavrov, saluant des «discussions constructives » avec son homologue. «La Russie et les Etats-Unis comprennent la nécessité de mettre fin au climat malsain formé entre Moscou et Washington ces dernières années», a-t-il insisté après cette entrevue tardive de près de deux heures. Antony Blinken, lui, a appelé de ses vœux «une relation stable



et prévisible » et, «malgré de nombreuses divergences », s'est montré optimiste: «Si les dirigeants de la Russie et des Etats-Unis peuvent travailler en coopérant, le monde sera plus sûr ». Il a aussi prévenu: «Si la Russie se comporte de manière agressive contre nous, nos partenaires ou nos alliés, nous répondrons. » Entre les lignes, le message des deux côtés est clair : ouverture, mais fermeté. Antony Blinken et Sergueï Lavrov, qui se rencontraient pour la première fois depuis l'élection de Joe Biden, sont restés sobres et courtois. «Ils se connaissent bien et savent trouver un langage commun. Entre les deux ministres, professionnels de la diplomatie, le courant passera sans doute mieux qu'entre Joe Biden et Vladimir Poutine, assure Andreï Kortounov, directeur du think tank Russian Council à Moscou. Pour le moment, tout est question de signaux... » Dans cette chorégraphie soigneusement mise en scène, Washington a fait un geste, profitant de la rencontre ministérielle pour supprimer un sujet de tensions au menu du sommet présidentiel: l'administration Biden a levé les sanctions contre l'entreprise chargée du gazoduc Nord Stream 2 et contre son directeur général. Ce chantier sous la Baltique de 10 milliards d'euros, avec une capacité annuelle de 55 milliards de m³, pour acheminer du gaz russe de l'Arctique vers l'Europe occidentale en contournant l'Ukraine, est gelé en raison des mesures restrictives américaines. Washington estime que ce projet du géant russe Gazprom est un mauvais accord pour l'Europe, augmentant sa dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou. Il est néanmoins défendu par Berlin et financé pour moitié par cinq groupes européens (Engie, Shell, OMV, Uniper et Wintershall). Presque achevé, il met aussi à mal les ambitions des Etats-Unis d'exporter vers l'Europe leur gaz naturel sous forme de GNL. La levée des sanctions américaines pourrait n'être que temporaire. Mais, pour le moment, elle est un signal d'autant plus fort que, pour alimenter Nord Stream 2, Gazprom exploitera son nouveau gisement de Bovanenkovo (quelque 200 milliards de m³ par an), découvert en 1980 dans le Grand Nord. C'est l'un des grands projets industriels polaires de la Russie, alors que l'Arctique est devenu un sujet de tensions entre Washington et Moscou. «Ce sont nos terres », a ainsi prévenu Sergueï Lavrov, juste avant sa rencontre à Reykjavik avec Antony Blinken. Militaire et économique, le bras de fer dans le Grand Nord s'est intensifié ces dernières semaines. La Russie, qui y déploie ses systèmes de défense antiaérienne S-400, a mené, en mars, d'importants exercices, avec notamment la simulation de la destruction d'un avion par des systèmes antiaériens et la neutralisation d'une attaque de drones. Parallèlement, le Kremlin accélère la construction de la «route du Nord », nouvelle voie maritime le long des côtes polaires, devenue plus navigable grâce au réchauffement climatique. Après le récent blocage du canal de Suez, Vladimir Poutine a vanté les mérites de son ambitieux projet arctique pour le commerce entre l'Europe et l'Asie. Avant même l'ouverture du Conseil de l'Arctique réunissant les huit pays riverains (Russie, Etats-Unis, Canada, Danemark, Suède, Finlande, Norvège, Islande) de cette zone aux tensions géopolitiques croissantes, les propos de Sergueï Lavrov n'étaient donc pas anodins. «Lorsqu'il a rappelé que l'Arctique est une zone d'influence russe, le ministre a voulu montrer la fermeté russe. Sur des sujets polaires. Et, du coup, sur tous les dossiers... », insiste Andreï Kortounov. A Reykjavik, au-delà de la rencontre Blinken-Lavrov, l'Arctique sert donc de laboratoire à un réchauffement encore timide et incertain entre Moscou et Washington.

23 juillet 2021..... Accord entre Washington et Berlin sur le gazoduc Nord Stream 2. En échange de la levée des sanctions, Joe Biden a négocié un texte visant à empêcher la Russie de se servir de l'énergie pour nuire à l'Ukraine. C'était l'un des dossiers qui compliquait le plus les relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne ces dernières années. Après plusieurs mois d'âpres négociations, Washington et Berlin ont annoncé, le 21 juillet, avoir trouvé un accord au sujet du gazoduc Nord Stream 2, qui doit acheminer du gaz russe en Allemagne en passant par la mer Baltique. En pratique, l'accord va permettre l'achèvement du chantier, terminé à 98%, mais retardé par les sanctions imposées par les Etats-Unis contre plusieurs entreprises impliquées dans le projet. En échange de la levée des sanctions, réclamée par l'Allemagne, le président américain, Joe Biden, a négocié avec Berlin un accord visant à empêcher la Russie de se servir de l'énergie pour nuire à l'Ukraine. «Si la Russie devait tenter d'utiliser l'énergie comme une arme ou commettre d'autres actes agressifs à l'égard de l'Ukraine, l'Allemagne prendra des mesures au niveau national, et fera pression pour des mesures efficaces au niveau européen y compris des sanctions, pour limiter les capacités d'exportation russes vers l'Europe dans le secteur énergétique », est-il écrit dans le communiqué. Par ailleurs, Berlin et Washington s'engagent à ce que le gaz russe continue de «transiter par l'Ukraine après 2024 », échéance actuellement prévue dans un accord avec la Moscou. « L'Allemagne s'engage à utiliser tous ses moyens de pression pour faciliter une extension [de cet accord] pouvant aller jusqu'à dix ans supplémentaires», indique l'accord, qui précise que Berlin va nommer un «émissaire spécial» chargé de ces négociations d'ici au 1er septembre. Pour Kiev, il s'agit là d'une source importante de revenu s: en 2019, 40% des 199 milliards de mètres cubes de gaz naturel fourni à l'Europe par le russe Gazprom avait transité par le territoire ukrainien. Enfin, l'Allemagne s'engage à créer un «fonds vert» pour «soutenir la transition énergétique » de l'Ukraine, auquel elle promet de contribuer à hauteur de 150 millions d'euros afin de «promouvoir et soutenir des investissements pour au moins 1 milliard de dollars [848 millions d'euros] ». Cinq jours après la visite d'Angela Merkel à Washington, cet accord a des airs de victoire diplomatique pour la chancelière allemande, qui a toujours défendu Nord Stream 2. «Nous sommes soulagés d'avoir trouvé un accord constructif avec les Etats-Unis », s'est félicité son ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, sur Twitter, mercredi soir. «Je suis heureux que la coopération transatlantique soit de nouveau au beau fixe », s'est également réjoui son ministre de l'économie, Peter Altmaier. En Allemagne, l'accord suscite également des réserves, notamment parmi les Verts, seul parti opposé à Nord Stream 2 pour des raisons environnementales et géopolitiques, mais aussi au sein de la frange la plus «atlantiste » de l'Union chrétienne-démocrate de Mme Merkel, qui craint que le principal bénéficiaire de ce compromis soit le président russe, Vladimir Poutine, et ses fidèles. «Le grand œuvre de Gerhard Schröder achevé », commentait, dans une cinglante «une », le quotidien de centre gauche Tageszeitung, hier matin, en



faisant référence à l'ancien chancelier social-démocrate (1998-2005), aujourd'hui à la tête du conseil d'administration de Nord Stream. A Moscou, Kiev et Varsovie, on en est aussi convaincu. Tandis que le Kremlin, après un échange téléphonique entre Mme Merkel et M. Poutine, a salué «un engagement conséquent du partenaire allemand» en vue de «l'achèvement d'un grand projet économique», l'Ukraine et la Pologne ont condamné l'accord avec des mots très fermes. Dans un communiqué commun, leurs ministres des affaires étrangères critiquent un compromis qui «augmente les menaces politiques, militaires et énergétiques qui pèsent sur l'Ukraine et l'Europe centrale ». «Nous demandons aux Etats-Unis et à l'Allemagne, de trouver une réponse adaptée à la crise sécuritaire qui mine notre région », ajoutent-ils. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui a rendu visite à Mme Merkel à Berlin, le 12 juillet, aura l'occasion de faire part directement de son mécontentement et de ses inquiétudes à M. Biden, qu'il doit rencontrer fin août à Washington. Entre-temps, le président américain, qui a toujours qualifié Nord Stream 2 de «mauvais deal», devra convaincre que sa décision, prise en mai, de lever les sanctions, était la bonne et que son accord est une victoire diplomatique pour les Etats-Unis. Sans surprise, les républicains les plus vertement opposés au projet, ont déjà fait part de leur indignation, à l'instar du sénateur du Texas, Ted Cruz, qui a accusé M. Biden d'avoir «capitulé » face à M. Poutine.

24 juillet 2021..... La solidarité européenne à l'épreuve d'un gazoduc. Malgré les nombreux obstacles rencontrés, le gazoduc Nord Stream 2, qui doit acheminer du gaz russe en Allemagne en passant par la mer Baltique, verra bien le jour. Avec l'accord trouvé, le 21 juillet, entre Berlin et les Etats-Unis (qui s'opposaient jusque-là au projet), Angela Merkel voit sa ténacité récompensée, à quelques semaines de la fin de son mandat de chancelière. Le compromis trouvé risque toutefois de fragiliser l'unité des Vingt-Sept et la crédibilité de la diplomatie européenne vis-à-vis de la Russie. L'achèvement de ce chantier, portant sur 1200 kilomètres de pipeline sous-marin, était suspendu au feu vert des Etats-Unis, qui entendaient soutenir l'Ukraine, par où transite jusqu'à présent l'essentiel du gaz russe vers l'Europe. Parallèlement, il s'agissait de dissuader les Vingt-Sept de devenir trop dépendants de Moscou, alors que les tensions diplomatiques restent vives avec les Occidentaux depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, en 2014, tensions encore renforcées avec la guerre du Donbass. Washington avait été jusqu'à voter des sanctions contre les Européens, pour les pousser à importer du gaz américain plutôt que russe. Malgré les réticences américaines, Angela Merkel a réussi à arracher un compromis en s'engageant à défendre les intérêts de Kiev. L'Allemagne promet notamment de veiller à ce que Nord Stream 2 ne devienne pas un moyen pour Moscou d'asphyxier l'Ukraine en stoppant l'acheminement du gaz qui passe par son territoire et qui représente une source substantielle de revenus pour le pays. Mais les promesses de Berlin semblent peser bien peu dans le rapport de force qu'a su instaurer Vladimir Poutine ces dernières années. Rien n'a dissuadé Berlin d'aller jusqu'au bout du projet Nord Stream 2. Ni la cyberattaque massive contre le Bundestag (2015), ni le meurtre d'un citoyen géorgien d'origine tchéchène dans un parc berlinois (2019), ni l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny (2020), alors que la Russie est officiellement accusée d'être à l'origine de ces agressions. Cette affaire laisse penser que les Européens sont prêts à accepter que Vladimir Poutine agisse à sa guise, pourvu que leurs intérêts économiques soient préservés. Par ailleurs, la poursuite des investissements dans les énergies fossiles est un bien mauvais signal envoyé par l'Allemagne, quelques jours seulement après la présentation du pacte vert européen, qui vise une réduction drastique des émissions de carbone à l'horizon 2030. Avec l'arrêt de ses centrales nucléaires en 2022 et celles au charbon en 2038, Berlin opte sans scrupule pour le gaz russe, au moment où il faudrait, au contraire, respecter la trajectoire fixée par la Commission. Il était sans doute difficile pour l'Etat allemand de passer par pertes et profits les milliards d'investissements déjà dépensés dans le projet et de reprendre sa parole en renonçant à aller jusqu'au bout du chantier Nord Stream 2. Cet accord offre à Berlin le soulagement d'avoir renoué les fils du dialogue transatlantique, que Donald Trump avait passablement distendus. Mais, en même temps, le compromis fait peu de cas de la Pologne, des pays baltes et de la Slovaquie, qui restent vent debout contre ce projet. Leur soutien sera pourtant essentiel lorsqu'il s'agira de voter des sanctions contre Moscou, au cas où Vladimir Poutine déciderait d'avancer un peu plus ses pions.

23 août 2021..... Le président ukrainien critique Mme Merkel pour le projet de gazoduc : Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que le gazoduc russo-allemand Nord Stream 2 était «une dangereuse arme géopolitique du Kremlin », en recevant dimanche à Kiev la chancelière allemande Angela Merkel, qui s'est battue pour ce projet. Le tuyau sous-marin, sur le point d'être achevé sous la mer Baltique, reliera directement la Russie et l'Allemagne, privant l'Ukraine d'au moins 1,5 milliard de dollars par an qu'elle touche actuellement pour le transit du gaz russe par son territoire et d'un outil de pression diplomatique face à son adversaire russe. La chancelière a essayé une fois de plus de rassurer Kiev, notant après avoir trouvé un compromis avec les Etats-Unis, qui tentaient de bloquer le chantier.

12 septembre 2021..... Moscou veut accélérer la mise en service du gazoduc Nord Stream 2 : Kiev et les Verts allemands sont inquiets après l'annonce de la fin des travaux. Les derniers tuyaux ont été posés. Trois ans et demi après le début des travaux, le très controversé gazoduc Nord Stream 2 est achevé, a annoncé le géant russe Gazprom, le 10 septembre. Compte tenu des résistances qu'il suscite, nul ne sait toutefois quand et dans quelles conditions ce pipeline de 1200 kilomètres reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique entrera en service. A Moscou, l'annonce a été faite sans triomphalisme. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, s'est refusé à évoquer une quelconque «victoire ». Les médias russes, eux, ont repris la nouvelle avec une sobriété inhabituelle. Il s'agit d'abord de coller à la ligne officielle qui veut que Nord Stream 2 - qui doit acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz par an - ne soit qu'un simple projet économique, et en aucun cas une arme géopolitique. Surtout, le succès russe est si évident qu'il ne demande aucune emphase. Face aux multiples empêchements qui ont menacé jusqu'à l'existence même du projet, Moscou a toujours affiché une détermination



et un optimisme sans faille. Sans surprise, l'Ukraine, qui considère depuis toujours que Nord Stream 2 représente pour elle un danger «extrêmement grave », a aussitôt réagi, dans un mélange d'amertume et de colère. L'ex-République soviétique, en guerre dans le Donbass contre des séparatistes pro-russes soutenus par Moscou, a affirmé qu'elle allait «se battre contre ce projet politique russe jusqu'à son achèvement et après celui-ci, et même après le commencement des livraisons de gaz ». Pour Kiev, la menace est non seulement économique - cela priverait le pays d'environ 2 milliards de dollars de revenus annuels liés aux droits de transit - mais aussi sécuritaire : selon les autorités, la Russie n'aura plus d'obstacle pour lancer une offensive .puisque'elle n'aura plus à se soucier de l'infrastructure gazière installée en Ukraine afin d'alimenter ses principaux clients européens. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a de nouveau mis en garde, le 10 septembre, contre le risque d'une telle «escalade puissante de la part de la Russie ». En Allemagne, l'annonce de la fin des travaux intervient deux semaines avant des élections législatives dont les résultats pèseront sur l'avenir du projet. Notamment ceux-des Verts, qui sont opposés à Nord Stream 2 pour des raisons environnementales et stratégiques. «Les travaux sont terminés, mais l'étape de la certification ne fait que commencer. Les élections peuvent décider de mettre Gazprom face à quelques complications juridiques supplémentaires », a prévenu l'eurodéputé écologiste allemand Reinhard Bütikofer, sur Twitter. Reste qu'à part les Verts, tous les autres partis allemands sont favorables à Nord Stream 2, à commencer par le SPD et la CDU-CSU, qui gouvernent ensemble aujourd'hui et dont l'un ou l'autre dirigera vraisemblablement la prochaine coalition au pouvoir à Berlin. Même si les écologistes font partie du gouvernement, leur marge de manœuvre sera donc limitée, surtout si le gazoduc entre en service avant la formation de la prochaine coalition. Selon la plupart des observateurs, celle-ci pourrait n'être constituée qu'à la toute fin de l'année ou au début de 2022, compte tenu des négociations qui risquent d'être longues dans le cas - probable - où trois forces politiques seraient impliquées, et non plus seulement deux comme cela a toujours été le cas jusqu'à présent. Dans ce contexte, on comprend pourquoi le Kremlin,



vendredi 10 septembre, a fait part de son désir de voir le gazoduc mis en service au «plus vite », et de nouveau affiché son optimisme : M. Peskov a qualifié les derniers obstacles administratifs de «formalités» et estimé que les deux parties, russe et allemande, avaient «intérêt » à ce que les choses aillent rapidement. Si Gazprom devait être forcé de se retirer d'une partie du projet, en vertu des règles européennes de concurrence, les observateurs estiment que le géant pétrolier Rosneft pourrait venir en soutien et récupérer les parts nécessaires. Dans les derniers mois, lorsque les sanctions américaines ont forcé la compagnie suisse-neerlandaise Allseas à se retirer, Gazprom a su adapter ses propres navires au défi technologique représenté par la

pose des derniers tuyaux. Désabusé, Mikhail Podolyak, conseiller du chef de l'administration présidentielle ukrainienne, espère malgré tout parvenir à empêcher les Européens de commettre «la chose la plus stupide de la décennie en acceptant Nord Stream 2 sous la forme souhaitée par le Kremlin », car «il est clair pour tout observateur rationnel qu'il s'agit d'un projet anti-européen », affirme-t-il au Monde. Il table désormais sur les divisions européennes pour éviter la mise en service du gazoduc et que le Kremlin ne l'utilise comme une arme géopolitique. «L'Ukraine sait depuis longtemps ce qu'est le chantage au gaz russe. Les Européens peuvent le voir dès maintenant», avertit-il.

14 septembre 2021..... L'affaire Nord Stream 2 laissera de profondes rancœurs à l'heure où l'UE et l'OTAN se penchent sur leur stratégie. Les enjeux géopolitiques de ce gazoduc acheminant du gaz russe en Allemagne divisent les Européens et suscitent l'opposition de Washington. Le chercheur analyse comment Joe Biden tente de sortir de cette crise, qui crispe les relations transatlantiques. Le 6 septembre, le dernier tube de Nord Stream 2 a été immergé dans les eaux de la Baltique. Ce gazoduc traverse les zones maritimes de la Finlande, de la Suède et du Danemark sur 1200 kilomètres, entre la côte russe et l'Allemagne. Ses deux conduites permettront, dès l'automne, d'écouler 55 milliards additionnels de mètres cubes de gaz russe par an (soit la moitié de la consommation allemande) vers l'Europe de l'Ouest. Rarement un «projet commercial», comme ses promoteurs continuent à le qualifier, aura été aussi politisé. Devenu l'enjeu d'une bataille rangée entre l'Allemagne et une «fronde des perdants» soutenue par les Etats-Unis - soucieux d'éviter la marginalisation de l'Ukraine en tant que corridor de transit du gaz russe -, Nord Stream 2 a constitué une redoutable épreuve pour l'Union européenne et sa capacité de parler d'une seule voix. Qualifié dès 2016 par Joe Biden de «mauvaise affaire pour l'Europe», bouc émissaire du Congrès américain, le «pipeline de Poutine» a enfoncé un coin entre alliés otaniens. Le compromis conclu par les Etats-Unis et l'Allemagne le 21 juillet s'inscrit, certes, dans la promesse du nouveau président de renouer avec l'Europe et de reconstruire des relations transatlantiques dégradées par son prédécesseur. En ligne de mire figurent peut-être aussi la pression chinoise et l'urgence de rassembler les forces politiques du camp occidental, ébranlé par la gestion de la crise afghane. En levant les restrictions qui pesaient depuis 2019 sur le projet et en permettant son achèvement, Biden semble aussi avoir réalisé l'impact contre-productif des sanctions extraterritoriales américaines et leur effet stimulant sur la réflexion européenne en matière de résilience. Pour autant, l'affaire Nord Stream 2 laissera de profondes rancœurs de part et d'autre, à l'heure où l'UE et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) se penchent chacune sur leur positionnement stratégique. Les propos de Radek Sikorski, ancien ministre de la défense polonais, comparant Nord Stream au pacte germano-soviétique de 1939, sont révélateurs de la frustration des Etats



d'Europe centrale et orientale les plus exposés à la menace russe et à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en énergie. Les plaintes reçues par la Commission européenne et la «trahison» de la Pologne, qui a ouvertement demandé aux Etats-Unis d'étendre à Nord Stream 2 leurs sanctions contre la Russie, ont jeté une lumière crue sur les divergences entre les Vingt-Sept à l'égard de cette dernière et, ipso facto, de l'Ukraine dans le contexte post-2014. Elles ont restauré une ligne de division entre anciens et nouveaux Européens. Les Etats-Unis se sont engouffrés dans la brèche, se livrant à une véritable ingérence à l'encontre du projet, non sans provoquer une sèche répartition des autorités allemandes, dont le ministre des affaires étrangères, Heiko Maas: «Les questions de politique énergétique européenne doivent être discutées en Europe, pas aux Etats-Unis». Quant à la Commission européenne, en exprimant publiquement son peu d'attrait pour la deuxième ligne du gazoduc de la Baltique, elle s'est vue accusée d'utiliser l'argument de l'énergie à des fins géopolitiques, retournant ainsi contre elle-même ses critiques à l'égard de la Russie. Quelques années après l'enlisement calamiteux du projet de gazoduc Nabucco, les prises de position de Bruxelles sur Nord Stream 2 ont une nouvelle fois accrédité la vision d'une Europe prolifique en déclarations grandiloquentes mais peu efficace. A travers un espace qui sépare une zone OTAN en pleine expansion et une Russie qui a restauré sa puissance sans prendre de gants, sur fond de crise ukrainienne et de déploiement des missiles Iskander à Kaliningrad, les craintes sont vives de voir Nord Stream 2 servir de vecteur à des contre-mesures politiques ou économiques. L'ancien sénateur Richard Lugar, influent président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, s'était alarmé des conséquences de la dépendance énergétique européenne pour la cohésion de l'Alliance atlantique. C'est aussi cette question que Donald Trump a soulevée le 17 mai 2018, en recevant à la Maison Blanche le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg; et c'est à l'un de ses alliés que l'ancien président américain s'en est violemment pris, accusant l'Allemagne d'être «totalement sous le contrôle» et «prisonnière» de la Russie. Les négociations ouvertes en 1980 par l'Allemagne et la France avec l'Union soviétique, en vue d'accroître les fournitures de l'immense champ gazier d'Ourengoï, avaient débouché sur «l'affaire» du gazoduc euro-sibérien, l'une des plus graves crises qu'aient connues depuis 1945 les relations transatlantiques. Le parallèle entre cet épisode historique et la controverse Nord Stream 2 est riche d'enseignements. Même rôle moteur de l'Allemagne, désireuse d'intégrer l'URSS dans un système de coopération; même réaction jalouse des Américains; même débat biaisé sur la dépendance européenne et ses conséquences politico-stratégiques; mêmes visions opposées de part et d'autre de l'Atlantique, l'Europe privilégiant la relation économique et la diversification de ses approvisionnements, sans réaliser la politisation de l'enjeu en Amérique, considéré sous l'angle de la sécurité; même tentation, du côté russe, de jouer avec les divergences entre alliés; même contexte international empoisonné (invasion de l'Afghanistan, loi martiale en Pologne) affectant un projet essentiellement commercial. Quelques années plus tard, un obscur journaliste du nom d'Antony Blinken publiait un ouvrage de géopolitique intitulé «Ally Versus Ally: America, Europe, and the Siberian Pipeline Crisis» (Praeger Publishers Inc, 1987, non traduit). L'auteur y invitait l'Amérique et ses alliés à ne pas laisser des liens commerciaux «paisibles et non stratégiques» avec le bloc de l'Est devenir une pomme de discorde. En novembre, les Vingt-Sept examineront la première ébauche de la «boussole stratégique» dont l'UE entend se doter. Quelques mois plus tard, au sommet de l'Alliance en Espagne, l'OTAN devrait endosser son nouveau concept stratégique. Il faut espérer que le message du nouveau secrétaire d'Etat américain, dont il faut voir la main derrière l'accord du 21 juillet, ne sera pas oublié, y compris de ce côté-ci de l'Atlantique.

25 septembre 2021..... Les Occidentaux demandent aux Russes d'ouvrir les vannes de gaz. L'Agence internationale de l'énergie «pense que la Russie pourrait faire plus pour augmenter la disponibilité du gaz en Europe». L'heure est aux appels à l'aide. Face à la flambée des prix du gaz, et par glissement, de ceux de l'électricité, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se tourne vers la Russie. Porte-voix des pays importateurs, l'organisation intergouvernementale «pense que la Russie pourrait faire plus pour augmenter la disponibilité du gaz en Europe», selon un communiqué diffusé le 21 septembre. Et donc pour réduire, par là même, la pression sur les cours. Autre enjeu, aujourd'hui incertain: il s'agit d'«assurer que les stocks soient remplis à des niveaux adéquats en préparation de la saison hivernale». La situation est d'autant plus critique que les pays de l'Union européenne importent majoritairement leur gaz de Russie (près de 40%), puis de Norvège, d'Algérie et du Qatar. En France, par exemple, l'un des 30 membres de l'AIE, qui est rattachée à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), les tarifs réglementés ont bondi de 8,7% en septembre, après presque 10% en juillet et plus de 5% en août. En cause, des éléments structurels: la reprise de l'économie à travers le monde - notamment en Asie - ainsi que la hausse du prix des quotas de CO2, ces permis de polluer payés par les industriels. S'agissant du gaz, certes, «sur la base des informations disponibles, la Russie remplit ses contrats de long terme vis-à-vis des pays européens». Mais il y a un «mais»: «Ses exportations vers l'Europe sont en baisse par rapport à leurs niveaux de 2019», précise le communiqué de l'AIE. La ministre américaine de l'énergie, Jennifer Granholm, s'est également invitée dans le débat. Jusqu'à considérer que la Russie, sans toutefois la nommer, pourrait tirer quelque avantage à la situation. «Nous et nos partenaires devons être prêts à continuer à nous interposer lorsqu'il y a des acteurs qui peuvent manipuler l'offre afin d'en bénéficier», a-t-elle considéré, le 22 septembre, dans le cadre d'un déplacement en Pologne. Comment expliquer la position de la Russie? Pour certains observateurs, la Russie cherche à rendre l'Europe encore plus tributaire de son nouveau gazoduc vers l'Allemagne, Nord Stream 2, dont les Etats-Unis ont d'abord voulu empêcher l'installation. Le tuyau attend l'aval du régulateur allemand pour sa mise en service effective, prévue pour la fin de l'année. Il permettra aux Russes d'éviter de passer par l'Ukraine, avec laquelle les relations



diplomatiques sont au plus bas. «Pour la Russie, la logique n'est pas tant celle de l'économie de marché que celle de la géopolitique d'Etat. Elle n'a jamais envisagé le gaz sous l'angle uniquement économique », estime Nicolas Goldberg, spécialiste énergie pour le cabinet de conseil Columbus Consulting. Autre interprétation: la Russie chercherait ainsi à «montrer un mécontentement vis-à-vis du "narratif" (récit) de la transition énergétique », selon Thierry Bros, professeur associé à Sciences Po, spécialiste des questions gazières. Le discours général autour de la lutte contre le réchauffement climatique fait du gaz «l'un des éléments du problème», estime-t-il, plutôt qu'«une solution ». En mai, l'AIE marquait les esprits : son rapport préconisait de ne plus explorer non seulement les gisements de pétrole, mais non plus ceux de gaz. Cette situation acte les limites de la stratégie européenne de diversification de ses approvisionnements, des pays européens ayant désormais recours au gaz naturel liquéfié, qui se transporte par navire. Problème : les méthaniéristes suivent surtout la demande, et privilégient aujourd'hui l'Asie. «Quel intérêt aurait la Russie à augmenter ses exportations de gaz vers l'Europe, alors justement que l'Europe a essayé de s'affranchir de sa dépendance à la Russie ?, demande M. Goldberg. La Russie n'a pas vocation à être un "swing supplier" [fournisseur de remplacement]. » L'Europe aurait surtout gagné à s'exprimer plus clairement et plus tôt, selon Thierry Bros : «Les Européens n'ont pas été capables d'avoir un discours aussi clair que Joe Biden ». En août, le président américain soulignait le besoin de son pays en «or noir », manière de faire pression sur les tarifs adoptés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

7 octobre 2021..... Querelle autour du gaz entre la Russie et l'Europe : La flambée du prix du gaz, qui a atteint hier un niveau huit fois supérieur à celui d'il y a six mois, attise les tensions entre l'Europe et la Russie. Le cours européen de référence, le TTF néerlandais, s'est envolé en début de journée de plus de 35% à 162,125 euros, quand le prix du gaz britannique pour livraison le mois prochain a atteint 407,82 pence par thermie (une unité de quantité de chaleur). Les Européens, dont le tiers environ de l'approvisionnement est fourni par la Russie, accusent celle-ci de limiter volontairement sa production. Son objectif serait d'accélérer la mise en service du nouveau gazoduc Nord Stream 2 qui la relie à l'Allemagne, et dont la construction a été très controversée. Pas du tout, a réagi le président russe. Les Européens «ont fait des erreurs », car ils ont voulu sortir des contrats de livraison à long terme qui les liaient à Moscou, pour privilégier les achats au comptant, aujourd'hui insuffisants. Bon prince, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie était «prête à parler de nouveaux contrats à long terme ». Mais preuve que l'énergie est un produit très politique, un début d'accalmie est venu des États-Unis, où la relance des gisements de schiste et l'annonce de réserves de pétrole plus importantes que prévu ont fait baisser le prix du baril - et donc, indirectement, du gaz. Trop tard cependant pour les bourses européennes qui avaient clos sur une baisse de 1,26% à Paris.

9 octobre 2021..... Vladimir Poutine rejoue au «tsar du gaz» : De son bureau du Kremlin, Vladimir Poutine savoure son statut: de «tsar du gaz» dans un conflit moins brutal que les «guerres du gaz» contre l'Ukraine en 2005, 2008 et 2014. Le président russe sait que son pays, deuxième producteur mondial derrière les États-Unis, détient un pouvoir de marché considérable. Et il en use depuis plusieurs mois en exigeant de la société Gazprom qu'elle limite ses exportations vers l'Europe - surtout via le territoire ukrainien - et s'en tienne à la stricte application des contrats à long terme signés avec des groupes comme le français Engie. La Russie n'est pas responsable de l'envolée du prix du gaz, multiplié par cinq en un an sur le marché européen. Celle-ci s'explique par d'autres raisons : forte demande mondiale après la chute de 2,9% de la consommation en 2020, gros appétit de gaz naturel liquéfié en Asie, plus généreuse sur les prix d'achat, problèmes techniques sur des infrastructures européennes, stockages à remplir pour l'hiver... Autant de facteurs qui ont poussé le prix des quotas de CO2 à 65 euros la tonne et renchéri le gaz. Ces prix élevés se maintiendront jusqu'au printemps, prévoient les experts de l'énergie. Il reste que Moscou pourrait contribuer à les faire baisser en desserrant les vannes. Le patron de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol, a aussi souligné, jeudi 7 octobre, dans le Financial Times, que Gazprom pouvait mettre plus de gaz dans ses tuyaux, Et il a suffi que M. Poutine l'envisage (mollement) pour détendre le marché spot sur lequel s'approvisionnent les industriels pour une partie de leurs besoins, Mais peu d'experts croient en une volonté réelle du maître du Kremlin. Le gaz reste une arme économique, et M Poutine a deux raisons de maintenir le statu quo. La première est une critique des Européens. «Toute leur politique était de sortir des contrats à long terme et elle s'est avérée erronée, a-t-il déclaré lors d'une réunion avec les responsables du secteur énergétique russe. En conséquence, le prix du gaz a désormais battu tous les records historiques (...), soit plus de dix fois plus que le prix moyen de l'année dernière.» Son porte-parole s'est chargé de donner la seconde raison. «La mise en service la plus rapide possible de Nord Stream 2 équilibrera considérablement les paramètres de prix du gaz en Europe», a souligné Dmitri Peskov. Ce gazoduc Russie-Allemagne est achevé, mais le régulateur allemand doit soumettre le projet à Bruxelles, très hostile à une infrastructure qui n'est «pas un projet d'intérêt - commun européen». Depuis la fin des années 1970, la Russie s'est forgé une position très forte et fournit désormais 35% du gaz consommé en Europe. Gazprom a toujours respecté ses contrats à long terme, tout en mettant de plus en plus de gaz sur le marché au comptant. Une politique qui ne déplaisait pas à la Commission européenne, très critique sur des contrats à vingt-cinq ans incompatibles avec sa vision libérale du marché de l'énergie. Les particuliers et les industriels en paient aujourd'hui le prix... fort.

28 octobre 2021..... Energie : Les Européens de plus en plus divisés. Les pays s'opposent sur les remèdes face à une crise qui relance le débat concernant la relation avec la Russie. Face à la flambée des prix de l'énergie et à la question des dispositions à prendre afin d'en alléger la facture et de ne pas compromettre la reprise économique après la crise du Covid-19, les Vingt-Sept apparaissent de plus en plus divisés. A court terme, ils savent tous que l'Europe ne peut rien et que seules des actions au niveau national sont envisageables. D'ailleurs, dix-neuf d'entre eux, dont la France, les Pays-Bas,



l'Espagne ou l'Italie, ont déjà décidé de baisses de taxes et subventions diverses. A plus longue échéance, en revanche, ils ne partagent pas le même diagnostic. Le conseil des ministres européens de l'énergie, mardi 26 octobre, a, une nouvelle fois, mis en lumière ces divisions entre trois camps. Et on voit mal sur quel terrain un compromis pourrait être construit. D'un côté, les pays du nord de l'Union européenne (UE), qui voient dans l'envolée actuelle des prix de l'énergie un phénomène purement conjoncturel, défendent, dès lors, le statu quo. Ni le marché européen de l'électricité ou du gaz ni les mesures prises pour lutter contre le réchauffement climatique dans le cadre du Green Deal n'y sont pour quelque chose, expliquent, dans une déclaration commune, publiée lundi 25 octobre, l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Lettonie et les pays-Bas. A l'inverse, la France, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la République tchèque préconisent une refonte du marché du gaz passant par une meilleure coordination des approvisionnements - voire un stockage ou des achats en commun -, et une réforme du marché de l'électricité, au fonctionnement « aberrant », comme l'a souvent dit le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire. « Chaque hausse de 1 euro par mégawattheure du prix du gaz naturel représente un surcoût, au niveau des factures d'électricité, de 2,7 milliards d'euros pour les consommateurs européens », a écrit Madrid, dans une communication sur le sujet, lundi soir. Aujourd'hui, le prix de l'électricité est indexé sur celui des sources d'énergie d'appoint, qui permettent d'éviter toute rupture d'approvisionnement, c'est-à-dire, le plus souvent, des centrales à gaz ou à charbon. La France, qui tire 70% de sa production de ses centrales nucléaires, ou l'Espagne, qui a beaucoup investi dans les renouvelables, souhaitent que ce prix intègre, d'une manière ou d'une autre, le coût de production - moins élevé dans leur cas - du pays où elle est fabriquée. « Cette proposition n'a aucun sens pour les autres pays européens qui produisent leur électricité à partir du gaz », confie un diplomate. Particulièrement touchée par l'envolée de l'électricité, l'Espagne demande pour sa part à la Commission, si une réforme structurelle n'était pas engagée, d'envisager un système qui permettrait à un Etat membre, dans des cas de figure exceptionnels, de s'abstraire de ce fonctionnement. Le troisième front regroupe, pour l'essentiel, des pays de l'Est, Pologne en tête, qui prennent prétexte de cette crise énergétique pour remettre en cause le paquet législatif proposé par la Commission afin de mener les Vingt-Sept vers la neutralité carbone en 2050, conformément à leurs engagements. Ou obtenir plus d'aides pour accompagner leurs efforts. Pour ces pays, encore très dépendants du charbon, la transition écologique aura un coût qui viendra renchérir le prix de l'énergie. Et l'Europe, avec ses 36 millions de citoyens qui n'ont pas les moyens de se chauffer correctement, ne peut pas se le permettre. Pour l'heure, la Commission, qui s'est engagée à réfléchir à des réformes structurelles du marché de l'énergie européen, semble plutôt se ranger du côté des partis sans du statu quo. A Varsovie et à ses partenaires elle oppose une fin de non-recevoir, arguant que la transition verte est un moyen pour l'Europe d'être moins dépendante du gaz étranger - l'Europe importe 90% du gaz qu'elle consomme - et de faire, à terme, baisser le coût de l'énergie. Aux propositions de Paris et de Madrid elle ne semble pas beaucoup plus ouverte. A propos du mode de fixation des prix de l'électricité, la commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson a jugé, mardi, que « le modifier risquerait d'entraver la transition vers une énergie propre », dans la mesure où le renchérissement du mégawattheure rend plus rentable le recours à des énergies plus vertes. Mme Simson a par ailleurs émis des doutes sur la faisabilité d'un système où les prix du gaz et de l'électricité seraient découplés, et rappelé que le système actuel garantit une réelle sécurité de l'approvisionnement. Quant à la proposition d'achats groupés du gaz, elle a évoqué des « zones d'ombre » et jugé qu'il s'agissait là d'une simple piste de travail parmi d'autres. Au-delà de ces thématiques, la crise de l'énergie a relancé un autre débat, plus géopolitique, entre les Vingt-Sept sur la relation entre l'Europe et la Russie, qui est le premier fournisseur de gaz du Vieux Continent. La Pologne, traditionnellement méfiante à l'égard de son voisin, redoute que ses partenaires se tournent vers Moscou pour tenter d'apaiser les tensions actuelles. Vladimir Poutine, d'ailleurs, les y encourage très fortement, faisant miroiter des prix cassés aux gouvernements qui concluraient des contrats à long terme avec Gazprom. Et conditionne de nouvelles livraisons de gaz aux Européens à l'entrée en fonctionnement du gazoduc Nord Stream 2 reliant la Russie à l'Allemagne. « calmer ». Berlin s'évertue à ménager Moscou. Quant à Budapest, une alliée traditionnelle du Kremlin, ou Prague, elles ne sont pas insensibles aux sirènes russes. Le premier ministre tchèque, Andrej Babis, a même sommé la Commission d'« oublier » l'idée de réduire la dépendance de l'UE par rapport au gaz russe. « Cela ne se fera jamais », a-t-il lancé. La Commission, a détaillé Kadri Simson, analyse « les agissements des principaux opérateurs du marché ». Mais Ursula von der Leyen, sa présidente, a déjà fait savoir qu'il serait compliqué d'incriminer le géant russe, Certes, « il n'a pas répondu à la hausse de la demande comme il l'avait fait les années précédentes », a-t-elle pointé devant le Parlement européen, le 20 octobre, mais « Gazprom a honoré son contrat de long terme envers nous ».

18 novembre 2021..... Nord Stream 2 : Les tensions resteront vives sur le marché du gaz cet hiver. Les travaux sont terminés depuis septembre, mais le gros tuyau ne transportera pas de gaz entre la Russie et le nord de l'Allemagne avant plusieurs mois. La suspension de la procédure d'approbation du gazoduc Nord Stream 2 par l'autorité allemande de régulation de l'énergie, annoncée mardi 16 novembre, risque même de maintenir les cours à des niveaux très élevés sur le marché européen, ce qui tirera à la hausse le prix de l'électricité. A peine connue la décision de la Bundesnetzagentur, l'Agence allemande des réseaux, le prix pour livraison en janvier coté à Londres a bondi de plus de 18%, pour dépasser 94 euros le mégawattheure. Moscou souhaitait une mise en service commerciale de Nord Stream 2 à l'automne, ajoutant ainsi un corridor d'approvisionnement capable, comme Nord Stream, inauguré en 2011, de fournir 55 milliards de mètres cubes de gaz par an. Compte tenu de la longueur des procédures de certification, elle n'interviendra cependant pas avant la fin de l'hiver, alors que la consommation destinée au chauffage et à la production d'électricité est très forte.



à cette saison. «L'inquiétude est réelle, si nous avons un hiver froid, nous pourrions avoir des coupures d'électricité en Europe», a prévenu Jeremy Weir, patron du trader Trafigura, lors d'un sommet sur les matières premières organisé en Asie, mardi 16, par le Financial Times. Pour éviter le maintien de prix élevés, Berlin a tout intérêt à accélérer le processus d'autorisation de cette infrastructure stratégique, financée par Gazprom et cinq groupes européens (Engie, Shell, Uniper, Wintershall Dea, OMV) et défendue bec et ongles par la chancelière, Angela Merkel. La décision du régulateur allemand intervient à un moment critique où tout s'est conjugué pour enflammer les cours : stockages anormalement bas à la fin de l'été et en cours de reconstitution, accidents sur des infrastructures, manque de vent qui a rendu les parcs éoliens inopérants et gonflé la consommation de méthane en Allemagne et au Royaume-Uni. Le tout dans un environnement mondial où la forte demande de gaz naturel liquéfié en Asie a fait monter les prix jusqu'en Europe. Or, Gazprom gère avec parcimonie les flux provenant de Sibérie et de l'Arctique. S'il honore ses contrats, il refuse de faire passer plus de gaz par le pipeline Brotherhood traversant l'Ukraine, un moyen de réduire le montant des droits de passage versés à Kiev, qui pourrait perdre au final 1,5 milliard d'euros. Vladimir Poutine rejette l'accusation d'utilisation de l'énergie à des fins politiques, tout en soufflant le chaud et le froid. Le président russe dispose, de fait, d'un important pouvoir de marché. Le «tsar du gaz» renvoie les Européens à leurs choix passés. «Toute leur politique était de sortir des contrats à long terme et elle s'est avérée erronée, a-t-il déclaré, début octobre, devant des dirigeants du secteur énergétique russe. En conséquence, le prix du gaz a désormais battu tous les records historiques ». Son porte-parole, Dmitri Peskov, a donné la deuxième raison de l'attentisme russe: «La mise en service la plus rapide possible de Nord Stream 2 équilibrera considérablement les paramètres de prix du gaz en Europe. » La Russie fournit 35% de la consommation des pays européens, loin devant la Norvège et l'Algérie. Leur dépendance est très différente suivant la diversification des approvisionnements et, surtout, la part du gaz dans leur mix énergétique : faible pour la France, qui n'en achète qu'environ 15% à Gazprom et produit l'essentiel de son courant grâce au nucléaire et à l'hydraulique; forte pour l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni; et presque totale pour plusieurs pays d'Europe de l'Est. La sécurité d'approvisionnement du Vieux Continent est d'autant plus fragile que Gazprom a consolidé ses positions depuis 2008. Et que d'autres foyers de tension sont apparus. En Biélorussie, le dictateur Alexandre Loukachenko a récemment évoqué un «blocage du transit du gaz» venant de Russie par le gazoduc de Gazprom, YamalEurope - une menace que M. Poutine n'a pas approuvée. De son côté, l'Algérie a fermé, le 1er novembre, le pipeline Maghreb-Europe qui transporte, via le Maroc, une part importante du gaz consommé dans la péninsule ibérique, en raison du conflit au Sahara occidental. Les centrales à charbon tourneront à plein régime cet hiver.

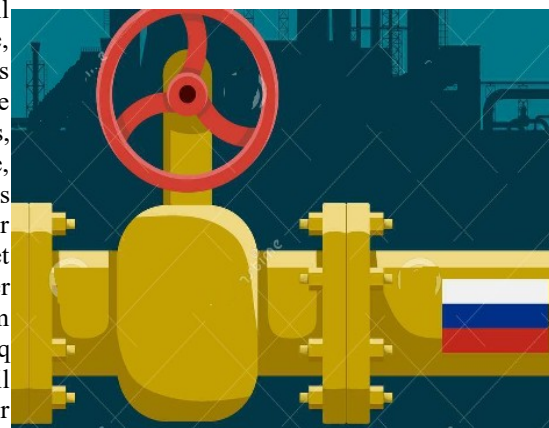
18 novembre 2021..... Nouveau revers pour le gazoduc Nord Stream 2. Le pipeline cher à Poutine, qui divise les Européens, bute sur un obstacle juridique en Allemagne. Le feuilleton Nord Stream 2 continue. Deux mois après la fin du chantier de ce gazoduc controversé reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, l'Agence allemande des réseaux (la Bundesnetzagentur) a annoncé, le 16 novembre, qu'elle suspendait sa procédure de certification. Son feu vert, indispensable, est l'une des ultimes étapes avant la mise en service de ce nouveau pipeline qui doit acheminer annuellement 55 milliards de mètres cubes de gaz russe vers l'Europe. Le gazoduc suscite de vifs débats au sein de l'Union européenne (UE) depuis le durcissement des relations avec Moscou. Dans le communiqué justifiant sa décision, l'agence allemande indique qu'une «certification de l'opérateur de Nord Stream 2 n'est possible que si celui-ci est organisé sous une forme juridique de droit allemand ». Si l'opérateur, basé à Zoug (Suisse), a bien entrepris de créer une société de droit allemand afin d'exploiter le tronçon du gazoduc situé en Allemagne, le «transfert des actifs essentiels et des ressources humaines» de la société helvétique à sa filiale allemande, lui, est toujours en cours. C'est seulement lorsqu'il sera «achevé» que la procédure de certification, qui doit se dérouler dans un délai de quatre mois, pourra reprendre, alors que le remplissage a déjà commencé côté russe. Si son fondement est juridique, la décision annoncée n'en a pas moins de fortes implications politiques car elle intervient alors que les sociaux-démocrates (SPD), les Verts et les libéraux (FDP) sont en train de finaliser le «contrat de coalition» du prochain gouvernement allemand, qui doit être investi dans la semaine du 6 décembre, sous la direction du futur chancelier, Olaf Scholz (SPD). Or, les écologistes ont toujours été opposés, depuis le début, à Nord Stream 2. Sans surprise, ils se sont donc félicités de cette suspension. «L'agence fonde ses décisions sur le droit et la législation, ce qui est très bien», a déclaré le vice-président du groupe des Verts au Bundestag, Oliver Krischer, pour qui cette décision est la preuve que «Gazprom [le géant russe des hydrocarbures, maître d'œuvre du projet] ne prend pas au sérieux la législation allemande et européenne». Après avoir franchi cet été l'obstacle du veto des Etats-Unis, Nord Stream 2 bute donc sur un nouvel obstacle dans un contexte de fortes tensions aux frontières biélorusse et ukrainienne, et après une flambée des prix du-gaz non moins conflictuelle. A ce sujet, le Kremlin et Gazprom ont certes joué l'apaisement, la main sur le robinet, le président Vladimir Poutine ayant demandé, le 27 octobre, au géant gazier d'accroître enfin les livraisons vers l'Union européenne pour remplir les réservoirs «afin de créer une situation plus favorable». Tout en mettant en œuvre le remplissage des stocks gaziers européens, Gazprom a semblé cependant depuis jouer la montre. Confirmant à mi-voix les soupçons de politisation, le groupe a reconnu qu'il aurait pu augmenter plus tôt ses livraisons pour baisser les prix. A plusieurs reprises, ces dernières semaines, même s'il s'en défendait, Vladimir Poutine avait lié une hausse des exportations de gaz russe à l'accélération du projet Nord Stream 2. Devant le Parlement européen, le 15 septembre, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, avait d'ailleurs déclaré: «Gazprom a honoré ses contrats à long terme (avec les Européens), mais n'a pas répondu à nos demandes d'augmenter nos livraisons, comme il le faisait les années



précédentes. » Les Européens soupçonnent Moscou d'orchestrer un chantage aux prix : livraisons supplémentaires et, par ricochet, baisse des prix, en échange de l'aval final pour lancer Nord Stream 2. Dans les faits, la partie russe aurait sciemment mis les prix sous pression afin d'accélérer la mise en service du gazoduc, prêt à l'emploi mais en attente du feu vert du régulateur allemand. L'opérateur du gazoduc, qui est contrôlé par Gazprom, le bras gazier du Kremlin, mais cofinancé par cinq groupes énergétiques européens (OMV, Engie, Wintershall Dea, Uniper, Shell), se voulait pourtant confiant. «La procédure d'entrée de gaz pour la première chaîne du gazoduc a débuté, et cette chaîne sera progressivement remplie pour constituer l'inventaire requis, comme condition préalable aux tests techniques ultérieurs ». Des formalités bousculées désormais par les réalités géopolitiques de ce chantier à 10 milliards d'euros, qui, selon Moscou, assurera des livraisons fiables et durables à l'Europe mais qui, selon ses détracteurs, accroîtra la dépendance européenne à l'égard de Moscou. Ce dossier, en réalité, empoisonne la vie des Européens depuis longtemps. Formellement, il s'agit d'un projet commercial qui n'a, à aucun moment, été soumis aux Vingt-Sept. Après avoir été validé par les régulateurs nationaux, il doit certes encore recevoir l'aval de la Commission de Bruxelles, qui doit vérifier qu'il remplit divers critères, et notamment qu'il ne sera pas réservé à l'utilisation d'un seul fournisseur. Mais pour le reste, les institutions européennes n'ont pas leur mot à dire. Le sujet revient néanmoins souvent dans les discussions entre les Vingt-Sept, dès lors qu'ils abordent les relations du continent avec la Russie ou les prix de l'énergie. L'Allemagne a toujours soutenu le projet, même quand les tensions avec Moscou étaient à leur comble, comme lors de la tentative d'empoisonnement de l'opposant russe Alexeï Navalny, en août 2020, puis de son emprisonnement quelques mois plus tard. La Pologne, à l'inverse, n'a jamais caché son hostilité à Nord Stream 2, arguant qu'il allait encore augmenter la dépendance des Européens au gaz russe et qu'il sacrifiait les intérêts ukrainiens. Tout comme les Etats baltes, la Slovaquie ou le Danemark, qui a d'ailleurs contraint le consortium à modifier le tracé du pipeline afin qu'il contourne les eaux danoises. La France, pour sa part, se situe dans une position intermédiaire, Emmanuel Macron ayant fait part de ses «réserves». L'inauguration du gazoduc, annoncée un peu vite par Moscou pour la fin de l'année, risque donc, désormais, d'être repoussée. «Tout retard dans la certification de Nord Stream 2 à la veille du début de l'hiver n'est pas dans l'intérêt des Européens », a fustigé, Konstantin Kossatchev, vice-président du Conseil de la Fédération (la Chambre haute du Parlement russe), après l'annonce de la décision allemande. «Les effets négatifs seront ressentis par les consommateurs européens », a-t-il encore prévenu. Le message est clair.

14 décembre 2021..... En Allemagne, incertitude sur le sort de Nord Stream 2. Le gazoduc controversé Nord Stream 2, destiné à fournir du gaz en Europe sans passer par l'Ukraine, ne sera pas mis en fonction en «cas d'escalade» de la part de la Russie, a assuré, dimanche 12, la ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock. En novembre, l'autorité allemande de régulation de l'énergie avait annoncé la suspension de la procédure de certification de Nord Stream 2 en demandant au consortium basé en Suisse et chargé de l'exploitation du gazoduc entre l'Allemagne et la Russie de créer une société de droit allemand. « En l'état actuel des choses, ce gazoduc ne peut pas être approuvé, parce qu'il ne remplit pas les exigences de la législation européenne sur l'énergie et que les questions de sécurité restent ouvertes », a expliqué Mme Baerbock à la chaîne de télévision publique ZDF.

21 décembre 2021..... Le jeu dangereux de la Russie avec le gaz. L'Europe entre dans l'hiver, et la question n'est plus de savoir si elle aura du gaz pour se chauffer et faire tourner les usines, mais à quel prix. Il s'est enflammé ces dernières semaines et coûte six fois plus cher qu'il y a un an. La facture des particuliers et des industriels sera lourde en 2022. Le fonctionnement du marché européen s'y prête, le contexte économique aussi : la demande est forte en cette saison, l'activité reste soutenue malgré la menace du variant Omicron du SARS-COV-2, les stockages affichent un niveau très bas (63%) et l'arrêt inattendu de centrales nucléaires françaises accroît les tensions. S'il n'y avait que cela... Les cours du gaz, et par extension ceux de l'électricité, évoluent aussi sur fond de bruits de bottes russes aux frontières orientales de l'Ukraine. La Russie fournit un tiers des besoins de l'Union européenne (UE). Cette part, supérieure à celle de la Norvège et de l'Algérie réunies, met Vladimir Poutine en position de force pour tirer un double bénéfice, financier et politique, de la situation. Le président russe joue depuis des mois de ce pouvoir de marché en demandant à Gazprom de ne pas exporter plus que prévu par ses contrats avec les clients européens. Un projet cristallise les tensions avec les Vingt-Sept, qui se disent prêts à faire payer un «prix énorme » à la Russie en cas d'agression de l'Ukraine: Nord Stream 2, un pipeline à 10 milliards d'euros financé par Gazprom (50%) et cinq groupes européens d'énergie, dont le français Engie. Long de 1230 km, il doit acheminer le gaz russe jusqu'en Allemagne en passant sous la mer Baltique, évitant ainsi des pays de l'ex-bloc soviétique (Ukraine, Pologne, pays baltes) devenus membres de l'UE ou attirés dans l'orbite occidentale. Le corridor énergétique, achevé en septembre, peut livrer 55 milliards de m³ de gaz par an, près des deux tiers de la consommation allemande. Sa mise en service a été suspendue outre-Rhin par l'autorité de régulation de l'énergie pour non-conformité au droit européen. Elle attendra l'été au mieux, et sera peut-être reportée sine die par l'Europe en cas d'escalade militaire - y compris avec l'appui politique de Berlin. Une telle décision de la nouvelle coalition trancherait sur la position d'Angela Merkel, qui avait soutenu bec et



ongles Nord Stream 2 face aux pressions de Donald Trump et de plusieurs pays d'Europe de l'Est. Joe Biden a finalement donné son feu vert au lancement du pipeline en dérogeant aux sanctions «dans l'intérêt des Etats-Unis». Il admet désormais être allé trop vite en besogne, puisque son blocage est désormais présenté à Washington (et à Bruxelles) comme une réponse prioritaire à tout aventurisme russe. Avec quelles chances de succès ? Jusqu'à présent, le gel d'avoirs, les listes noires d'homme d'affaires et de banques, l'interdiction de recourir au dollar ou l'embargo sur des équipements pétroliers décidés à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014 ont handicapé la Russie, sans la mettre à genoux. Cet arsenal sans cesse renforcé n'a pas compromis des projets stratégiques comme les usines de gaz naturel liquéfié Yamal LNG et Arctic LNG, ni même le Nord Stream 2. Il n'a pas davantage entamé la détermination de Moscou à empêcher une adhésion de Kiev à l'UE et à l'OTAN, à museler toute opposition et à faire un usage répété des cyberattaques. Les sanctions ont même contribué à resserrer ses liens avec Pékin. Européens et Américains peuvent-ils aller plus loin ? Interdire la convertibilité du rouble en devises étrangères ? Exclure les banques du système Swift protégeant les transactions financières internationales ? Dans ce grand jeu énergétique, le «tsar du gaz» fait certes monter la pression et donner de la voix à tout ce que son pays compte de va-t-en-guerre. L'emballage n'épargne pas des vedettes de la télévision comme Olga Skabeeva, une animatrice pro-Poutine de la chaîne publique Rossiya-1, qui déclarait récemment que la Russie allait lancer Nord Stream 2 très bientôt puis s'en prendrait à l'Ukraine. M. Poutine n'a pas pour autant toutes les cartes en main. La Russie a besoin de Nord Stream 2 pour écouler une partie de son gaz. Un non des Occidentaux la frapperait à la caisse, même si cette fermeté se paierait au prix d'une hausse de la facture des Européens dans un jeu perdant-perdant. Moscou ne peut pas augmenter le débit du bien nommé gazoduc Brotherhood («fraternité») traversant l'Ukraine sans renoncer à son objectif de priver ce voisin indocile de centaines de millions d'euros de droits de transit. Quant à la menace de réorienter ses flux vers la Chine, elle n'a aucun sens économique: rentable pour valoriser les gisements de Sibérie orientale, l'opération serait trop coûteuse avec les champs gaziers plus proches de l'Europe, qui restera le premier client de Gazprom. La Commission européenne vient d'ouvrir un nouveau front en proposant la disparition des contrats gaziers à long terme en 2050, au nom d'une réduction de la dépendance énergétique des Vingt-Sept, Sans la nommer, Bruxelles vise la Russie, convaincue au contraire qu'ils assurent visibilité et sécurité des approvisionnements. Depuis la signature des premiers accords avec l'URSS à la fin des années 1970, en pleine glaciation brejnévienne, Gazprom les a toujours respectés, plaide M. Poutine, en ajoutant à raison qu'ils protègent les Européens de l'exubérance irrationnelle des marchés. Mais une hypothèque plus lourde pèse sur ses ressources futures. A travers le Pacte vert, l'Europe s'est engagée dans une transition censée aboutir à une économie «zéro carbone» en 2050. La Russie devra transiger pour gérer au mieux la baisse programmée de la rente pétro-gazière et préparer l'après-hydrocarbures. En un mot, renoncer à cette généreuse vache à lait. Persuadés que l'Asie assoiffée d'énergie prendra le relais du Vieux Continent, les dirigeants russes évoquent rarement la fin de l'âge d'or. M. Poutine moins que les autres.

22 décembre 2021..... Dissensions à Berlin sur le gazoduc Nord Stream 2 : Les écologistes sont opposés au pipeline, alors que le nouveau chancelier a défendu ce projet dès l'origine. Un nom, pourtant au cœur de l'actualité, ne figure pas dans les 177 pages du contrat de coalition du nouveau gouvernement allemand: celui de Nord Stream 2, ce pipeline qui doit acheminer du gaz russe en Allemagne via la mer Baltique et dont l'existence est si controversée que nul ne sait quand il entrera en service, voire s'il fonctionnera un jour. Deux semaines après l'investiture du gouvernement, on comprend la raison d'une telle absence : au vu des crispations que suscite déjà Nord Stream 2 dans l'équipe du nouveau chancelier Olaf Scholz, il était sans doute prudent de tenir le sujet à distance pendant la phase de rédaction du contrat de coalition. Hostiles au projet depuis toujours, les écologistes ont décidé de le mettre à l'agenda dès leurs premiers jours au gouvernement. «En l'état actuel des choses, ce gazoduc ne peut pas être approuvé, parce qu'il ne respecte pas les exigences de la législation européenne sur l'énergie et parce que les questions de sécurité restent ouvertes », a ainsi déclaré la nouvelle ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, le 12 décembre. sur la chaîne de télévision publique ZDF. «D'un point de vue géopolitique, Nord Stream 2 est une erreur. D'ailleurs, tous les pays ont toujours été contre, sauf l'Allemagne et l'Autriche », a affirmé son collègue chargé de l'économie, Robert Habeck, le 19 décembre. dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung. Entre ces deux interventions, Olaf Scholz lui-même s'est exprimé sur le sujet, le 16 décembre. Depuis Bruxelles, où il participait à son premier conseil européen, le nouveau chancelier allemand a qualifié Nord Stream 2 de «projet du secteur privé ». Ce n'est donc pas à son gouvernement de décider ou non de sa mise en service, celle-ci ne pouvant de toute façon pas avoir lieu avant la fin de la procédure de certification entreprise par l'Agence fédérale des réseaux (la Bundesnetzagentur), a-t-il ajouté. Or celle-ci, après avoir annoncé, mi-novembre, qu'elle suspendait la procédure en raison d'un obstacle juridique, a fait savoir, quelques heures avant la prise de parole d'Olaf Scholz, qu'elle ne rendrait pas sa décision avant juillet 2022. Dans son entretien au Frankfurter Allgemeine Zeitung, le 19 décembre, le ministre de l'économie a dit en partie la même chose que le chancelier: «Le pipeline est désormais construit. La question de sa mise en service reste ouverte et doit être décidée selon le droit européen et allemand ». Mais il a ajouté un point important, en faisant directement référence à l'attitude de la Russie et aux menaces qu'elle fait actuellement peser sur l'Ukraine : «Toute nouvelle action militaire ne peut rester sans sévères conséquences. Et on ne doit rien exclure» dans le cas d'une «nouvelle violation de l'intégrité du territoire» de l'Ukraine, a-t-il déclaré. Entre la position des deux ministres écologistes et celle du chancelier social-démocrate, qui défendait déjà le projet quand il était ministre des finances et vice-chancelier d'Angela Merkel, la différence est subtile mais elle est essentielle. «Scholz joue la carte juridique: il s'en remet à l'Agence des réseaux et à la Commission européenne, ce qui lui permet de ne pas s'impliquer directement pour ne pas heurter les Verts.



Il fait exactement comme Merkel avant lui : en tant que chancelier, il soutient le projet, mais il ne peut pas le dire trop fort, car il doit se positionner au-dessus de la mêlée pour tenir sa majorité. Les Verts, eux, font de la politique. Ils sont dans leur rôle de partenaire junior de la coalition: ils savent qu'ils n'auront sans doute pas gain de cause, mais ils doivent montrer à leurs électeurs qu'ils font tout pour peser autant que possible », analyse un poids lourd du Parti social-démocrate (SPD), bon connaisseur du dossier. En début de législature, le jeu est en effet avant tout politique. Pour les Verts, qui n'ont pas obtenu l'arrêt du chantier de Nord Stream 2, achevé depuis l'automne, le seul levier est désormais d'empêcher - ou, du moins, de retarder - la mise en service du gazoduc. « Leur idée est de suggérer qu'il y a une forme d'automatisme entre les menaces russes sur l'Ukraine et l'arrêt de Nord Stream. S'il y a agression réelle et violation des frontières de l'Ukraine, ça simplifie le problème pour tout le monde, car la mise en service de Nord Stream devient unimaginable. Mais si ce n'est pas le cas, ce sera plus compliqué de justifier sa non-mise en service », explique le responsable du SPD. Au-delà du cas particulier de Nord Stream 2, ce qui est en jeu est, plus fondamentalement, la question de la répartition des pouvoirs au sein du nouveau gouvernement, en particulier s'agissant de la conduite de la politique étrangère. « A travers Nord Stream 2, la question qui se pose est la suivante : qui va jouer le rôle principal dans la définition de la politique étrangère ? Est-ce le chancelier, comme du temps de Merkel ? Ou la ministre des affaires étrangères, comme le souhaitent les Verts ? Entre Scholz et Baerbock, il y a clairement une dissonance sur le fond, mais aussi une forme de lutte d'influence », analyse Stefan Meister, du Conseil allemand pour les relations étrangères (DGAP), un cercle de réflexion berlinois. « Les deux sont en tout cas conscients que les Etats-Unis, les partenaires européens de l'Allemagne et Moscou regardent attentivement comment se positionne le nouveau gouvernement allemand. C'est pourquoi Baerbock est très claire dans sa façon de s'opposer au projet, alors que Scholz est plus prudent et laisse habilement toutes les options sur la table. » Entre les deux dirigeants, la rivalité est en tout cas déjà palpable. Elle a commencé dès le jour de l'investiture du nouveau gouvernement: le 8 décembre, quand le président du groupe SPD du Bundestag, Rolf Mützenich, a déclaré qu'il était « clair », selon lui, que la politique étrangère devait être pilotée « avant tout à la chancellerie ». Une déclaration qui a suscité une réplique immédiate, sur Twitter, de la part du député écologiste Omid Nouripour, candidat à la succession de Robert Habeck et Annalena Baerbock à la présidence des Verts: « Non. (...) Rabaisser ainsi le ministère des affaires étrangères relève d'une logique dépassée qui établit une hiérarchie entre le chef et ses exécutants. Nous devons construire une relation de confiance sur la base du contrat de coalition, et non pas ériger des prés carrés. » Interrogé au sujet de cette passe d'armes lors de son premier entretien télévisé en tant que nouveau chancelier, Olaf Scholz avait apporté une réponse diplomatique. « Le gouvernement travaille collectivement pour notre pays et nous agissons également ensemble sur les questions de politique européenne et de politique étrangère », avait-il déclaré, sans donner le sentiment d'engager un rapport de force avec sa ministre des affaires étrangères, mais en suggérant de façon assez claire que l'autonomie de celle-ci serait limitée.

20 janvier 2022..... La malédiction Nord Stream 2 : On attendait les premiers coups diplomatiques au sein du nouveau gouvernement allemand sur la Chine, mais c'est de Russie qu'ils sont venus. Et inévitablement, au moment où la tension monte dangereusement sur la frontière ukrainienne, c'est sur le gazoduc Nord Stream 2 que se sont cristallisées les divergences entre Verts et Parti social-démocrate (SPD), partenaires, avec le Parti libéral, dans la coalition tricolore au pouvoir à Berlin. Sujet toujours central en Allemagne, mais qui aujourd'hui concerne tous les Européens: quelle ligne adopter à l'égard de Moscou ? Nord Stream 2, c'est une malédiction. Ce pipeline qui doit acheminer le gaz russe vers l'Allemagne par la Baltique en contournant l'Ukraine n'est pas encore en service, mais il est devenu au fil des années un sparadrap indécollable, une patate chaude héritée du chancelier Gerhard Schröder puis transmise par Angela Merkel à son successeur, Olaf Scholz, social-démocrate comme M. Schröder - comme un retour à l'envoyeur. Une sorte de poison lent qui décrédibilise la politique allemande à l'égard de la Russie et de l'Ukraine, infecte les relations de Berlin avec ses voisins de l'Est, la Pologne en tête, et, un peu plus loin, les pays baltes. Il symbolise l'équivoque de la politique extérieure allemande, entre défense des droits humains et priorité aux intérêts commerciaux. Il y a moins d'un an encore, le président social-démocrate Frank-Walter Steinmeier vantait le futur gazoduc comme un pont entre la Russie et l'Europe, et justifiait la spécificité de la relation germano-russe, liée à la seconde guerre mondiale: « Pour nous, Allemands, il y a une autre dimension ». Plus pragmatiques, plusieurs responsables allemands, dont Angela Merkel, ont pris l'habitude de défendre Nord Stream 2 comme un projet économique. Gerhard Schröder; lui, a depuis longtemps tiré son épingle du jeu. Ami personnel de Poutine, il coule des jours tranquilles comme président de la société Nord Stream 2, filiale du géant russe Gazprom. Sigmar Gabriel, qui fut son protégé, ose quelques regrets dans un entretien accordé au Tagesspiegel, le 17 janvier : le gazoduc, reconnaît l'ancien vice-chancelier, « n'a jamais été un projet purement économique; il a toujours été lié à des conditions politiques, que le président russe a toujours acceptées ». Gabriel contredit l'actuelle ministre de la défense SPD, Christine Lambrecht, qui assurait le 13 janvier que Nord Stream 2 devait être tenu à l'écart du conflit sur l'Ukraine - sous-entendu: pas question de l'intégrer au menu des sanctions que préparent les Occidentaux en cas d'attaque russe. Or au gouvernement, les Verts veulent rompre avec ces ambiguïtés. Ils affichent une ligne plus claire, et plus exigeante, sur la Russie et la Chine. Pour eux, Nord Stream 2 doit faire partie de l'arsenal des sanctions. Le débat allemand tournait à la cacophonie alors que la nouvelle ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, membre des Verts, arrivait à Moscou, mardi 18 janvier, après être passée par Kiev. Visite à haut risque s'il en est pour une débutante: les vieux crocodiles de la politique extérieure, après avoir soigneusement savonné la planche à la jeune ministre, s'attendaient à voir le redoutable Sergueï Lavrov n'en faire qu'une bouchée, comme il avait mis en pièces le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, en 2021. « J'ouvre le pop-corn en m'asseyant pour regarder la conférence de presse Baerbock-Lavrov »,



tweetait un expert allemand en se léchant les babines au moment où le ministre russe et sa collègue allemande arrivaient devant les journalistes à Moscou. Grosse déception: Annalena Baerbock a tenu bon, elle s'est montrée claire et ferme, y compris sur Nord Stream 2, et le vétéran Lavrov, aux yeux duquel l'Allemagne pèse plus que l'Union européenne (UE), s'est abstenu de la piéger. Quelques-heures plus tard, le chancelier Scholz, dont le silence devenait gênant, sifflait la fin de la partie : oui, a-t-il déclaré, l'Allemagne est prête à ne pas mettre Nord Stream 2 en service si la Russie attaque l'Ukraine. C'est dit, enfin. Soulagement à Washington, que l'indécision allemande commençait à exaspérer, satisfaction à Varsovie et sourires en coin parmi les ministres Verts à Berlin. Au-delà des implications de ces escarmouches pour l'équilibre politique au sein de la coalition allemande, cet épisode illustre toute l'ambivalence des Européens sur la menace des sanctions dans la crise actuelle avec la Russie. Puisque ni eux ni les Etats-Unis ne sont prêts à aller se battre en Ukraine, les sanctions sont la seule arme dont dispose l'UE pour tenter de dissuader un président prêt à tout à la tête d'une Russie puissamment militarisée. Londres et Washington livrent des armes défensives à Kiev; l'Allemagne se l'interdit et les autres Européens, pour l'instant, se taisent. Si la Russie attaque de nouveau l'Ukraine, répètent les Occidentaux, elle «le paiera très cher» par des «sanctions massives». Pour être dissuasives, ces sanctions doivent être vraiment «massives», qu'il s'agisse de Nord Stream 2 ou de l'exclusion de la Russie du système de paiements internationaux Swift. Or, comme le souligne un diplomate européen, «la sanction magique, qui fait mal au destinataire mais reste indolore pour celui qui la décide, ça n'existe pas». Mardi 17, le Financial Times décrivait comment depuis 2014 la Russie s'est préparée à résister à des sanctions financières sévères en amassant d'importantes réserves de monnaies étrangères dans lesquelles elle a réduit la part du dollar. L'Europe, elle, n'a pas diminué sa dépendance au gaz russe, qui représente 40% de ses importations. «Si nous voulons éviter la guerre, nous devons être prêts à en payer le prix», confirme Sigmar Gabriel, dans son interview. Il reste à Annalena Baerbock à en convaincre les électeurs allemands.

24 février 2022..... Conflit Ukraine-Russie : Berlin suspend Nord Stream 2, mais cette décision du chancelier a été accueillie avec «regret» par Moscou. C'est un geste fort, sans doute la décision la plus marquante prise par Olaf Scholz depuis le début de son mandat. Moins de vingt-quatre heures après la reconnaissance de l'indépendance des républiques séparatistes de l'est de l'Ukraine par le président russe, Vladimir Poutine, le chancelier allemand a décidé, mardi 22 février, de suspendre la procédure de certification du gazoduc controversé Nord Stream 2. «Compte tenu des récents événements, nous devons réévaluer la situation, et cela inclut Nord Stream 2 », a-t-il déclaré, précisant qu'il avait demandé au ministère de l'économie de réexpertiser le projet. Cette décision met à l'arrêt la procédure d'homologation pilotée par l'Agence fédérale des réseaux, le régulateur allemand de l'énergie, depuis l'achèvement de ce gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne par la Baltique, à l'automne 2021. Or, tant que la procédure n'est pas achevée, le robinet des 55 milliards de mètres cubes de gaz russe censés transiter chaque année reste fermé. «Nous avons décidé de retirer le rapport que le gouvernement précédent avait remis à l'Agence des réseaux afin qu'elle puisse procéder à la certification de Nord Stream 2, explique au Monde Franziska Brantner (Verts), secrétaire d'Etat au ministère de l'économie. En retirant ce rapport qui affirmait que Nord Stream 2 ne posait pas de problème en matière de sécurité d'approvisionnement en gaz, nous annulons le feu vert du gouvernement précédent ». Que va-t-il se passer maintenant ? «Nous allons devoir écrire un nouveau rapport, en tenant compte de ce qu'il s'est passé depuis l'automne.» Contrairement à son prédécesseur, le chrétien-démocrate Peter Altmaier, le nouveau ministre de l'économie, l'écologiste Robert Habeck, a toujours été opposé à Nord Stream 2. «Nous nous sommes trop longtemps bercés d'illusions en considérant ce pipeline uniquement sous l'angle économique, alors que la politique énergétique doit toujours être évaluée dans sa dimension géopolitique», a-t-il déclaré, mardi soir, sur la chaîne ARD. La décision de M. Scholz a pris tout le monde de court. Ministre des finances de Mme Merkel (2018-2021), il a toujours été favorable à Nord Stream 2. Le 16 décembre, peu après son élection à la chancellerie, il en parlait encore comme d'un «projet du secteur privé ». Depuis, la crise ukrainienne l'a conduit à changer de position. Mais s'il laissait entendre qu'une attaque russe pourrait compromettre l'avenir du gazoduc, son refus de le dire clairement jetait le doute sur sa détermination. Politiquement, le coup est habile: «En faisant son annonce avant que l'UE et les Etats-Unis ne dévoilent leurs sanctions contre la Russie, Scholz a affirmé son leadership, analyse Adam Traczyk, chercheur au DGAP, un think tank berlinois spécialisé dans les relations internationales. C'est un acte majeur pour lui mais aussi pour l'Allemagne, qui, avec Nord Stream 2, a usé beaucoup de capital politique en défendant un projet combattu par les Etats-Unis et une partie des Européens ». Saluée par la Maison Blanche, qui a assuré qu'elle avait été prise en concertation avec Joe Biden, la décision a en revanche été accueillie avec «regret» par le Kremlin. «Nord Stream 2 est un projet purement économique et commercial qui est censé contribuer à la stabilisation du marché du gaz en Europe», a déclaré son porte-parole, Dmitri Peskov. «Bienvenue dans le meilleur des mondes où les Européens vont bientôt payer 2000 euros pour 1000 mètres cubes de gaz naturel », soit plus du double du cours actuel. a de son côté tweeté l'ancien président russe Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité nationale. En Europe, le prix du gaz naturel a augmenté d'environ 8% mardi, pour atteindre un peu moins de 80 euros le mégawattheure. Dans un contexte de hausse de l'inflation, le gouvernement allemand ne veut toutefois pas laisser s'installer l'idée que l'arrêt de Nord Stream 2 aura un impact décisif sur les prix de l'énergie. «C'est la guerre qui fait monter les prix », a balayé M. Habeck, mardi, ajoutant que la meilleure façon de ne pas être impacté par les cours des hydrocarbures est d'en être moins dépendant. Un enjeu particulièrement vif en Allemagne, où le gaz naturel est la deuxième source d'énergie primaire (26,5% du mix énergétique en 2020) derrière le pétrole (34,3%) et devant les renouvelables (16,5 %), et alors que la Russie lui fournit à elle seule 56% de son gaz, devant la Norvège 81%) et les Pays-Bas (13%). Imposée par le contexte géopolitique, la mise à l'arrêt de Nord Stream 2 inscrit à



l'agenda politique, de façon plus pressante que ne l'avait souhaité le chancelier allemand, l'urgence d'une transition énergétique promue par ses alliés écologistes. Celle-ci trouve également un écho de plus en plus favorable à Bruxelles, comme en témoigne la réaction d'Ursula von der Leyen, à la décision de M. Scholz: «Je pense que le gouvernement allemand a tout à fait raison. Nord Stream 2 doit être évalué à la lumière de la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'ensemble de l'Europe. Car cette crise montre que l'Europe est encore trop dépendante du gaz russe », a déclaré, mardi, la présidente de la Commission.

26 février 2022..... La guerre Russie-Ukraine ravive la crise gazière dans l'Union européenne. La Russie peut déjà fortement restreindre le volume sur le marché «spot», celui du jour au lendemain. Mais le scénario d'une suppression totale des livraisons paraît peu plausible. Ce sont 46,8% de gaz russe qui sont importés dans l'UE. La Hongrie est le pays le plus importateur (35,8%), suivie de la Croatie (31,3%), la Lettonie (30%), la Roumanie (28,9%), la Slovaquie (26,8%), l'Allemagne (24,5%), l'Autriche (21,7%), Rép Tchèque (17,7%), la Pologne (17,4%), la France (16,4%) et d'autres encore. L'attaque de l'armée russe contre l'Ukraine, le 24 février, laisse augurer de sérieuses tensions sur les marchés de l'énergie. Pour la première fois depuis 2014, le prix du baril de pétrole a dépassé les 100 dollars (89,20 euros). Jusqu'à 105 dollars dans la matinée, soit +8,8% par rapport au 23 février pour le Brent de la mer du Nord. Mais l'approvisionnement en gaz inquiète encore davantage, de même que la dépendance de l'Europe aux livraisons russes. Sur le marché néerlandais, référence continentale, le prix du mégawattheure bondissait de 40%, dans le même temps, jusqu'à 125 euros, sachant que la reprise de l'activité économique affole déjà les prix depuis l'été 2021. Lors des six dernières années, la Russie a livré «près de 40%» du gaz consommé par les pays de l'Union européenne (UE), selon les données compilées par le cercle de réflexion Bruegel. Loin devant les autres fournisseurs, Norvège, Algérie ou Etats-Unis. Faut-il désormais s'attendre à un tel pourcentage en moins, soit à cause de sanctions européennes, soit à cause d'une rétention russe ? Dès le 22 février, Berlin suspendait l'autorisation de mise en service du gazoduc Nord Stream2. Ce long tuyau aurait permis aux Russes de doubler leurs capacités d'échanges avec l'Allemagne sous la mer Baltique - et donc de contourner encore plus aisément le gazoduc Brotherhood («fraternité») passant par l'Ukraine. Pour autant, le scénario d'une suppression totale des livraisons russes en Europe paraît peu plausible. Au regard de leur production déclinante, notamment aux Pays-Bas, et du peu de volumes disponibles par ailleurs, les Etats de l'UE ne seraient pas en mesure de procéder à une substitution intégrale. Quant à la Russie et à la société Gazprom, renoncer aux contrats de long terme impliquerait pour elles de se priver d'une rente considérable. «[Vladimir] Poutine veut maintenir cette réputation de partenaire contractuel fiable pour l'Europe, pas pour l'Ukraine, mais pour l'UE», suppose Yuriy Vitrenko, PDG du groupe Naftogaz, compagnie nationale ukrainienne, à propos du président russe. La Russie peut déjà, cependant, fortement restreindre le volume sur le marché «spot». celui du jour au lendemain. Au mois de janvier, les livraisons russes par gazoduc à destination de l'UE sont ainsi déjà descendues à environ 8 milliards de mètres cubes (m3). indique Thierry Bros, professeur à Sciences Po Paris; bien en deçà des 13 milliards de m3 habituels. De ce point de vue, «la Russie utilise le gaz comme une arme au lieu de l'utiliser comme une marchandise», estime M. Vitrenko. Le patron de l'entreprise pétrogazière TotalEnergies, Patrick Pouyanné, cité par l'AFP, se dit «convaincu» du contraire. Une réduction partielle des livraisons présente un intérêt pour la Russie, selon M. Bros. Il s'agirait d'«un moyen de créer encore plus de dissensions .au sein de l'UE, en décidant qui va avoir son gaz et qui ne va pas en avoir». Malgré une électricité déjà décarbonée grâce au nucléaire, la France demeure encore tributaire de ses importations de pétrole, puis - à un degré moindre - de gaz. Mais, à l'inverse des consommateurs allemands, son premier fournisseur gazier n'est pas la Russie. Il s'agit de la Norvège: 36% des entrées brutes du gaz en France, pour l'année 2020, soit plus du double de celles en provenance de Russie. Pour amoindrir la dépendance aux livraisons russes, certains pays ont déjà recours à des cargos acheminant du gaz naturel liquéfié (GNL), contribution encore minoritaire - mais à condition de payer au prix fort pour éviter que les navires partent plutôt pour l'Asie. Parmi les principaux exportateurs de GNL - outre le Qatar, la Russie, l'Algérie ou le Nigeria -, les Etats-Unis écoulent ainsi une partie de leur gaz de schiste. Un gaz non conventionnel encore plus critiqué que le gaz «classique» par les associations de défense de l'environnement. Son extraction, par fracturation hydraulique, est proscrite en France. «Le GNL pourrait permettre, dans une certaine mesure, d'amortir le choc, mais il ne permettrait évidemment pas de remplacer tous les volumes russes», indique Vincent Demoury, délégué général du Groupe international des importateurs de gaz naturel liquéfié. D'autant que «la situation sur le marché du GNL est tendue, en raison des sous-investissements de ces dernières années». «Sur le marché du GNL, le facteur limitant est la capacité de liquéfaction - des capacités supplémentaires de liquéfaction significatives ne seront opérantes qu'à partir de 2024», précise l'entreprise gazière Engie (ex-GDF Suez). A l'autre bout de la chaîne, la France dispose de quatre terminaux méthaniers, afin de regazéifier les livraisons : un à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), un à Dunkerque (Nord) et deux autres à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Engie fait valoir la nécessité d'une «diversification de ses approvisionnements». Comme quatre autres groupes européens, l'entreprise française a contribué à hauteur de 10% au chantier de Nord Stream 2, le propriétaire Gazprom finançant l'autre moitié. Faute de nouvelles livraisons, les pays européens peuvent aussi puiser dans leurs stocks existants - et parfois déjà approvisionnés par la Russie. «Sauf que Gazprom, qui détient des capacités importantes en Allemagne, notamment, les a très peu remplis au cours de 2021», nuance Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie & climat de l'Institut français des relations internationales. En Europe, la cherté du gaz a parfois induit un basculement temporaire vers d'autres énergies, pour la génération d'électricité ou le secteur industriel. En l'occurrence, vers le pétrole ou le charbon, deux énergies encore plus nocives. «Au-delà du coût monétaire, le coût environnemental sera catastrophique, précisément au moment où le gaz est censé aider des



pays en Europe de l'Est à se passer du charbon, et donc à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre», annonce Anne-Sophie Corbeau, chercheuse au Centre global de politique de l'énergie, aux Etats-Unis, à l'université Columbia.

2 mars 2022..... Le gaz russe continue d'alimenter l'Europe, le transport du combustible par le gazoduc Brotherhood connaît un surcroît d'activité. L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, depuis le 24 février, n'a pas empêché le commerce



du gaz. Au contraire, le transport du combustible par le gazoduc Brotherhood («fraternité») a connu un surcroît d'activité ces derniers jours. Ce long tuyau part de la Russie jusqu'aux pays de l'Union européenne (UE), en passant par le sol ukrainien. Au point de franchissement entre la ville d'Ouhjorod (Ukraine) et la Slovaquie, par exemple, le volume de livraisons pour l'UE a plus que doublé, 851 gigawattheures (GWh) au 28 février, contre 372 GWh le 23 février, selon les données de l'association européenne des gestionnaires de réseau de transport de gaz EntsoG. La hausse répond d'abord à une logique de marché, selon certains observateurs. Elle peut s'expliquer par le fait que les compagnies européennes continuent d'utiliser leurs contrats de long terme conclus sur plusieurs années avec la société russe Gazprom. Surtout, si ces contrats garantissent des prix inférieurs à ceux, par ailleurs, du marché «spot», où le gaz se négocie au jour le jour et continue de dépasser à présent les 100 euros du mégawattheure. Soit six fois plus qu'il y a un an.

Le 24 février, le prix du «spot» a grimpé jusqu'à 135 euros, sans toutefois atteindre les récents pics de décembre 2021. Au commencement de la guerre, «le marché a anticipé que tout se coupe d'un coup, puis il s'est calmé, parce que les fondamentaux de l'offre et de la demande sont toujours là», constate-t-on pour le moment même si on évoque «des prix toujours très volatils». Thierry Bros, professeur à Sciences Po Paris, reproche aux compagnies européennes un manque



d'anticipation. Selon lui, elles auraient dû plus s'approvisionner en janvier, plutôt que d'avoir à compenser désormais un sous-investissement antérieur. «En janvier, il semble que les utilities [entreprises de service public] ont fait un calcul». En sous-estimant «le risque de guerre et le problème de la sécurité d'approvisionnement». Les volumes et montants des contrats à long terme demeurent confidentiels. Contacté, le groupe français Engie (ex-GDF Suez) s'abstient de communiquer sur ses seuls approvisionnements. Une chose est sûre : à la différence de l'Allemagne, la France n'a pas la Russie pour principal fournisseur gazier (17% de ses entrées brutes en 2020), mais la Norvège 86%). Au cumul, près de 40% du gaz consommé par les pays de l'UE provenait de Russie ces dernières années, selon le cercle de réflexion Bruegel. Cette dépendance explique pourquoi les sanctions envisagées contre la Russie prévoient d'épargner le secteur des hydrocarbures, pourtant la principale manne de ce pays exportateur. «Les approvisionnements européens remplissent aussi les coffres de la Russie», rappelle Anne-Sophie

Corbeau, chercheuse au Centre global de politique de l'énergie, à l'université de Columbia (Etats-Unis). «Il y a quelque chose de paradoxal, car cela revient à éviter une sanction qui pourrait faire mal à la Russie, convient Olivier Dorgans, avocat spécialiste des sanctions économiques. Mais se priver, fin février, de la principale source d'approvisionnement de l'UE en matière de gaz entraînerait aussi un risque de surenchère dans l'inflation des prix, et donc des incidences immédiates sur les consommateurs européens». Une conséquence à éviter, même si la fin de l'hiver requiert en principe moins de chauffage qu'il y a quelques semaines. Depuis plusieurs années, la Russie a toutefois diminué le volume des contrats de long terme passant à travers le territoire ukrainien. «En décembre 2019, Gazprom avait négocié à la baisse un accord avec l'Ukraine pour réduire les volumes de gaz en transit», rappelle Philippe Sébille-Lopez, consultant en géopolitique de l'énergie, pour le cabinet Géopolia. Après 65 milliards de mètres cubes (m3) en 2020, l'accord a ensuite fixé la limite annuelle à 40 milliards de m3 jusqu'en 2024. A plus long terme, la Russie espère contourner l'Ukraine. Son gazoduc Yamal-Europe traverse déjà la Biélorussie et la Pologne, avec une capacité d'environ 33 milliards de m3 par an. Une mise en service de Nord Stream 2 permettrait de doubler les capacités d'échanges avec l'Allemagne sous la mer Baltique, pour l'instant de l'ordre de 55 milliards de m3, Le 22 février, Berlin a gelé l'autorisation pour ce long tuyau. Par ailleurs, la Russie mise sur le TurkStream, sous la mer Noire. Le moment présent impose déjà à l'UE de «diversifier les sources d'approvisionnement» pour l'hiver prochain, estime la ministre française de la transition écologique, Barbara Pompili. «A terme, nous voulons nous extraire de notre dépendance aux énergies fossiles russes et aux énergies fossiles tout court», c'est-à-dire les plus polluantes (charbon, pétrole, gaz), a-t-elle fait valoir, le 28 février, à Bruxelles, à l'occasion d'une rencontre avec les autres ministres européens chargés de l'énergie.

3 mars 2022..... La société Nord Stream 2 est en faillite : L'opérateur du gazoduc germano-russe Nord Stream 2 a déposé le bilan mardi 1er mars. C'est la première victime des mesures de rétorsion prises par Berlin après le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'entreprise, basée dans le canton suisse de Zoug, a licencié ses 106 employés.

6 mars 2022..... «Au sein de l'Europe, la politique des nouveaux gazoducs a créé beaucoup de tensions». Helen Thompson; professeure d'économie politique à l'université de Cambridge, revient sur la dépendance historique de l'Europe au gaz russe. Helen Thompson, professeure d'économie politique à l'université de Cambridge, vient de publier un livre passionnant (Disorder: Hard Times in the 21st Century, Oxford University Press, 2022), éclairant les turbulences actuelles à la lumière de trois histoires: celles de l'énergie, de l'économie (en particulier la question monétaire), et des démocraties. Elle revient sur la façon dont la dépendance européenne à l'énergie russe s'est construite. Q : Votre livre commence à la fin du XIXe siècle. L'ère du charbon se termine, celle du pétrole commence. Quel est l'impact pour l'Europe ? R : La Grande-



Bretagne aurait difficilement pu être la puissance qu'elle était au XIXe siècle sans le charbon, qui a permis l'industrialisation. Mais elle n'avait pas de pétrole. Idem en France et dans le reste de l'Europe. En revanche, les Etats-Unis en avaient. Quand, dans les cercles gouvernementaux européens, on a compris que le monde était en train de changer, la montée en puissance des Etats-Unis a fait naître une profonde crainte. Winston Churchill (député à partir de 1901) en particulier était obsédé par l'idée de faire passer la marine britannique du charbon au pétrole. Il s'est dit qu'il lui fallait trouver un approvisionnement au Moyen-Orient, en particulier du côté de la Perse, où du pétrole avait été découvert en 1888. Il pense alors que quiconque contrôlera le Moyen-Orient sera la puissance européenne capable de rivaliser avec les Etats-Unis. Q : A quel moment le pétrole russe est-il arrivé ? R : Dès la première décennie du XXe siècle, la Russie devient le plus grand producteur de pétrole au monde, mais à cause des conflits dans la Russie tsariste, la production ralentit. L'Europe veut se diversifier des Etats-Unis. Mais l'approvisionnement en Iran, par exemple, n'est pas aussi important que les Britanniques et les Français l'espéraient. Aussi, lorsque Staline relance l'industrie pétrolière, tous les pays européens se tournent-ils vers l'achat de pétrole soviétique, à la fin des années 1920 et dans les années 1930. Après la seconde guerre mondiale, l'administration américaine de Harry Truman n'y est pas favorable. Elle veut que les Européens achètent du pétrole venant de l'hémisphère occidental : Etats-Unis, Mexique, Venezuela... Pour les Européens, la seule alternative qui reste est le Moyen-Orient avec, en cas de crise, les Américains, qui sont le fournisseur en dernier ressort. Q : Mais le fiasco de la crise de Suez en 1956, avec la tentative échouée de la France et du Royaume-Uni de prendre le contrôle de ce couloir indispensable au transport du pétrole, survient... R : La France se dit alors : on ne peut pas compter sur les Américains, ils ne prennent pas nos besoins énergétiques au sérieux. Après Suez, tous les pays européens décident une nouvelle fois de se tourner vers l'Union soviétique, en particulier l'Allemagne de l'Ouest, qui n'a pas d'accès au Moyen-Orient, et l'Italie. Q : Y a-t-il des pipelines ? R : C'est le moment où on décide d'en construire. Un oléoduc, qui traverse ce qui est aujourd'hui l'Ukraine, est lancé (en 1958). Q : Quel est l'impact de cette diversification européenne vers l'Union soviétique sur le Moyen-Orient ? R : Dans un sens, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est apparue en partie à cause de ce revirement européen. En 1962, pour concurrencer les Soviétiques, les compagnies pétrolières occidentales décident de réduire leurs prix. L'Arabie saoudite et l'Iran sont très mécontents. On commence à voir la nationalisation des grandes entreprises pétrolières, dont Aramco en Arabie saoudite. Et, en 1973, les membres de l'OPEP sont prêts à utiliser l'arme pétrolière lors de la guerre du Kippour (qui provoque le premier choc pétrolier). Q : Puis la guerre froide prend fin et, deux décennies plus tard, la révolution du gaz de schiste a lieu aux Etats-Unis, qui redevient exportateur mondial d'hydrocarbures. Qu'est-ce que cela a changé ? R : Pour certains pays, comme la Pologne et les pays baltes, le gaz et le pétrole américains ont été un cadeau tombé du ciel. Ils pensaient pouvoir rompre leur dépendance à l'égard de la Russie. Ils ont construit des ports de gaz naturel liquéfié [pour recevoir le gaz américain]. Pas les Allemands. Q : Pourquoi ? R : La relation énergétique de l'Allemagne avec la Russie était ancrée très profondément dans sa politique étrangère. L'Ostpolitik avait une base matérielle, les pipelines, qui profitait aux deux parties. Au début des années 2010, lors de l'arrivée du gaz de schiste, un revirement aurait constitué un changement extrêmement profond, qui aurait dépassé la question de l'énergie. Et, par ailleurs, Nord Stream [gazoduc reliant directement la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique] venait juste d'ouvrir, en 2011. Or il est plus coûteux d'importer du gaz naturel américain que de faire venir du gaz par pipeline. D'autant que le gaz liquéfié transporté par bateau est ouvert à la concurrence avec l'Asie, qui peut faire monter les prix et réduire l'approvisionnement. Q : A l'époque, près des trois quarts du gaz russe passent par l'Ukraine. Quelle est la réaction de Poutine ? R : Poutine a systématiquement cherché à contourner l'Ukraine. Il a développé Nord Stream avec l'Allemagne (puis Nord Stream 2). Vers la Turquie, il a ouvert Blue Stream, en 2003, puis il a voulu en développer un autre (Turkstream, en 2020). Au sein de l'Union européenne, cette politique des nouveaux gazoducs a créé beaucoup de tensions, avec de nombreux conflits d'intérêts. Les Polonais et les Allemands - qui, en plus, ont pris la décision de sortir du nucléaire en 2011 - n'ont pas le même point de vue sur l'Ukraine et la mer Baltique. Les Italiens, eux, étaient en colère contre la Commission européenne qui était beaucoup plus sévère à l'égard de leur projet de gazoduc South Stream [qui serait passé sous la mer Noire, de la Russie à la Bulgarie], qu'à l'égard de Nord Stream... Puis Macron est entré en scène : il s'inquiétait de la position de la Turquie dans tout cela, en particulier après la découverte de beaucoup de gaz en Méditerranée orientale. Mais les Allemands, eux, ne s'intéressaient pas à Méditerranée orientale.

6 mars 2022..... Le gaz, la guerre et le réchauffement : Deux événements sans rapport apparent, deux registres de traitement de l'information, deux causes de profonde inquiétude. A quelques jours d'écart, les 24 et 28 février, Vladimir Poutine lançait l'armée russe sur l'Ukraine et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rendait public la deuxième partie de son sixième rapport, le plus alarmant rendu à ce jour par l'organisme onusien, Celui-ci décrit l'impact catastrophique, actuel et à venir, du réchauffement climatique sur la biosphère et les sociétés humaines. La guerre aux portes de l'union européenne, d'une part, le changement climatique, de l'autre: rien ne semble a priori rapprocher ces deux menaces. La première est fulgurante, la seconde est chronique. La première sature l'espace médiatique, la seconde n'y a fait qu'une brève apparition. La première tient enfin au désir et à la folie d'un seul homme, quand la seconde tient aux lois intangibles de la physique. Sur ces deux menaces plane pourtant le même parfum d'hydrocarbures. On le sait, le charbon, le pétrole et le gaz sont les principaux fauteurs de réchauffement, mais ils sont aussi les principales sources de financement de la Russie de Vladimir Poutine. Depuis le début des hostilités, ce paradoxe a été maintes fois souligné: notre addiction aux énergies fossiles a armé le maître du Kremlin et permis à son régime de prospérer depuis-près d'un quart de siècle. Le journal en ligne Politico a fait ce cruel calcul : avec 2020 pour année de référence, les dépenses militaires russes (56



milliards d'euros) correspondent peu ou prou à la valeur des exportations de combustibles fossiles de la Russie vers l'Europe (59 milliards d'euros). En particulier, la dépendance de l'Union européenne - Allemagne et Italie en tête - au gaz russe est majeure. L'incapacité à se défaire de notre addiction aux énergies fossiles ne nourrit pas seulement le réchauffement, elle finance la guerre qui nous menace désormais. Comment ne pas noter une forme d'ironie du calendrier ? Le 2 février, la Commission européenne inscrivait, sous pression allemande, le gaz naturel dans sa désormais fameuse taxonomie des activités «vertes», permettant de bénéficier de financements destinés à la transition écologique. Trois semaines plus tard, la guerre en Ukraine mettait crûment en évidence le caractère géopolitiquement non durable de la dépendance européenne au gaz russe. Et dans le même temps, l'Agence internationale de l'énergie confirmait que les fuites de méthane issues du complexe pétrogazier sont sans doute environ deux fois plus importantes que les chiffres officiels colligés dans les inventaires nationaux d'émission. Ce constat est, du point de vue climatique, d'une importance majeure: le méthane n'est pas seulement un combustible, mais aussi un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant que le dioxyde de carbone. L'ampleur des fuites structurelles liées à son exploitation est telle qu'elle est susceptible de remettre profondément en cause le bilan carbone flatteur du gaz naturel par rapport au pétrole et même au charbon. Ces jours-ci, des voix s'élevaient pour rappeler que le danger que représente Vladimir Poutine pour la stabilité de l'Europe est connu de longue date. Que le scénario ukrainien était écrit depuis la fin des années 2000 et l'invasion de la Géorgie. Et qu'au cours des quinze dernières années les démocraties occidentales ont fait preuve d'une complaisante cécité vis-à-vis de Moscou. Le même déni est à l'œuvre dans l'assertion sans cesse ressassée - et gravée dans le marbre de la taxonomie européenne - faisant du gaz naturel une «énergie de transition». Depuis plus de dix ans, des chercheurs du monde académique alertent sur les mirages environnementaux du gaz naturel, et s'alarment de son développement récent grâce aux techniques d'extraction non conventionnelles, en particulier la fracturation hydraulique. Résumant dix années de recherches sur le sujet, le géochimiste américain Robert Howarth (université Cornell) estimait en 2019, dans la revue *Biogeosciences*: «Le gaz naturel (tant le gaz de schiste que le gaz conventionnel) étant responsable d'une grande partie des récentes augmentations des émissions de méthane, nous suggérons que la meilleure stratégie consiste à s'éloigner le plus rapidement possible du gaz naturel, en réduisant à la fois les émissions de dioxyde de carbone et de méthane. Le gaz n'est pas un combustible de transition». Non seulement l'Europe s'est rendue dépendante du gaz russe, mais le prétexte environnemental à cette compromission est sujet à caution. La probabilité est pourtant faible que le conflit en cours soit synonyme d'un début de sortie des fossiles. Le spectre de la guerre est peu compatible avec un tel scénario. Les projets qui s'échafaudent visent plutôt à permettre une plus grande ouverture du marché européen aux ambitions exportatrices américaines, rendues possibles par le développement de la fracturation hydraulique. Le gaz joue un rôle central dans le conflit et il suffit pour s'en convaincre de voir comment Vladimir Poutine agite chez ses adversaires clients la peur d'une source concurrente d'énergie. Derrière l'attaque de la centrale de Tchernobyl par les troupes russes aux premiers jours de la guerre, et les frappes, le 4 mars, contre la grande centrale nucléaire de Zaporijia, se cachent des mouvements autant tactiques que stratégiques. En jouant ainsi avec les nerfs des populations européennes, le maître du Kremlin semble nous susurrer: «Voyez comme ces centrales nucléaires vous rendent vulnérables au moindre de mes caprices. Ne préférez-vous pas rester au gaz?»

13 mars 2022..... Engie et Gazprom, une histoire de longs tuyaux et de longs contrats : L'énergéticien français est lié au géant gazier russe jusqu'en 2030. Le groupe gazier Engie (ex GDF Suez) n'a pas «d'activité industrielle en Russie et ne développe pas de projets d'investissements sur ce territoire», rappelle-t-il. Mais l'entreprise française n'en reste pas moins très exposée à ce pays, et donc à toute mesure internationale qui pourrait frapper le secteur énergétique après l'invasion de l'Ukraine par l'année russe, le 24 février. La France importe la quasi-totalité du gaz dont elle a besoin, la Russie étant son deuxième fournisseur derrière la Norvège. Pour l'exercice 2021, 20% des ventes et consommations gazières d'Engie provenaient ainsi de Gazprom, dans le cadre de contrats de long terme. «En 2006, les contrats de fourniture de gaz conclus avec Gazprom ont été renouvelés jusqu'en 2030», précise un ancien «document de référence» d'Engie. Ursula von der Leyen entend pourtant fixer l'horizon à 2027, pour en finir avec les livraisons russes en gaz, pétrole et charbon. La présidente de la Commission européenne l'a annoncé vendredi 11 mars, à Versailles, auprès des dirigeants des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne (UE). Au nom de la confidentialité, Engie refuse de livrer le détail et le nombre de ses contrats en cours. Ni leurs clauses de révision ni la législation nationale dont dépendent les textes - cette législation est en tout cas celle d'un pays de l'UE, selon nos informations. Un rapport sénatorial de 2007 estimait le coût de cet approvisionnement pour le groupe à 45 milliards, d'euros sur toute la durée des contrats (vingt-quatre ans) pour environ 14,5 milliards de mètres cubes (m³) par an. Le premier de ces contrats d'approvisionnement franco-russes date de 1975, au temps de l'URSS. «Ces contrats de long terme sont presque faits pour durer la vie entière», avance Jean-François Cirelli. L'ancien numéro deux d'Engie, aujourd'hui président de la filiale française du gestionnaire d'actifs BlackRock, évoque «une interdépendance». «Les arrêter pour des raisons politiques semble compliqué, d'autant que les Russes respectent jusque-là les contrats. Engie s'oblige à acheter du gaz et Gazprom s'oblige à en livrer.» A la différence des Etats-Unis, qui ne dépendent pas du gaz russe, l'UE a jusque-là pris soin d'éviter un embargo contre les hydrocarbures. «Si la fourniture de gaz par les Russes à l'Europe devient sujette à sanction économique, Engie devrait pouvoir envisager de sortir de ses contrats sans pénalité, au titre de la réglementation européenne», estime l'avocat Olivier Dorgans, spécialiste des sanctions économiques. Malgré sa privatisation, Engie - dont l'Etat reste actionnaire à près de 24% - conserve des obligations de service public. En France,



l'entreprise alimentait encore en gaz plus de 7 millions de clients résidentiels ou professionnels sur environ 11 millions fin 2019. Or, sans livraison russe, «l'Europe pourrait venir à manquer de gaz », ou bien subir des prix «extrêmement élevés », a prévenu Catherine MacGregor. «Cette dépendance est très difficile à arrêter du jour au lendemain sans préparation, sans mesure de substitution », a poursuivi la directrice générale d'Engie, le 7 mars, sur France Inter. Pour l'année 2021, du fait de la hausse sans précédent des cours du gaz au second semestre, le groupe a enregistré un bénéfice net de 3,7 milliards d'euros. De l'argent à utiliser «pour investir et non pour verser des dividendes » aux actionnaires, revendique, côté syndical, la CGT. Engie dispose d'autres contrats gaziers de long terme, par exemple avec la Norvège, les Pays-Bas, l'Algérie ou les Etats-Unis. Hamid Ait Ghezala, coordinateur syndical pour la CFE-CGC, espère surtout «une accélération dans les énergies renouvelables ». Pour contribuer à sortir des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon), les plus polluants, il cite la méthanisation à partir de biomasse : «La France a un réel potentiel de développement pour ce qui est du gaz vert, mais cela ne se fera pas du jour au lendemain. » Les prévisions budgétaires risquent cependant de prendre l'eau. Engie pourrait perdre 987 millions d'euros en cas de dépôt de bilan de Nord Stream 2. Depuis l'achèvement des travaux, en septembre 2021, ce gazoduc sous-marin attend toujours sa mise en service. Le 22 février, le gouvernement allemand a suspendu son autorisation, afin de sanctionner la Russie. Sous la coordination du propriétaire Gazprom, Engie a financé l'infrastructure à hauteur de 10%, de même que les allemands Wintershall et Uniper, l'autrichien OMV, ainsi que l'anglo-néerlandais Shell. Engie détient par ailleurs 9% des parts de Nord Stream 1, en service depuis 2012. D'où la présence de Pierre Chareyre, directeur général adjoint du groupe, au comité des actionnaires de ce long tuyau reliant la Russie à l'Allemagne sous la mer Baltique. Le 1er mars, le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, évoquait «un problème de principe» pour toute entreprise travaillant avec les proches du président Vladimir Poutine - émanation du ministère soviétique de l'Industrie gazière, Gazprom a l'Etat russe pour actionnaire majoritaire. Bercy indique à présent qu'il n'imposera pas de sanctions économiques ou financières sans concertation avec les autres membres de l'UE. Cela vaut également pour la major pétrogazière TotalEnergies, qui maintient ses activités en Russie, malgré le départ annoncé de BP, de Shell et d'ExxonMobil. Mais aussi, donc, pour Engie, dont le cours de Bourse (à 11,07 euros, vendredi 11 mars) a dévissé de 21% depuis le 23 février.

+++++

Rappel des ex spéciaux de la DEV :

- 1 Le lynx (16 pages)
- 2 Les écologistes aux élections européennes (16 pages)
- 3 Le bruit (74 pages)
- 4 Les élections municipales à Voiron (Isère) (45 pages)
- 5 les élections municipales en France (22 pages)
- 6 L'Ours blanc en péril (19 pages)
- 7 L'Empreinte écologique et le jour du dépassement (34 pages)
- 8 Bouquetin
- 9 Marée noire sue le littoral atlantique (1ère partie)
- 10 Marée noire sue le littoral atlantique (2ème partie)
- 11 Marée noire sue le littoral atlantique (3ème partie)
- 12 Marée noire sue le littoral atlantique (4ème partie)
- 13 Marée noire sue le littoral atlantique (5ème partie)
- 14 Marée noire sue le littoral atlantique (6ème partie)
- 15 Le Plomb (1ère partie)
- 16 Le Plomb (2ème partie)
- 17 Le Plomb (3ème partie)
- 18 Pierre Rabhi
- 19 Small Modular Reactor
- 20 Le gazoduc Nord Stream et l'influence du gaz sur le conflit Russie/Ukraine



Vous pouvez demander un envoi sur un de ces points (gratuit) par mail, mais ces travaux n'ont pas été réactualisés. Certains travaux d'écologie politique non cités ici restent réservés aux cadres EELV et certaines grandes associations impliquées.

CEPENDANT, exceptionnellement, AVANT LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES, VOUS POUVEZ DEMANDER UN SPECIAL Yannick JADOT d'environ 150 PAGES pour vous ou pour un mail que vous fournissez...

+++++

